

HISTOMAG'44

N°73 - SEPTEMBRE/OCTOBRE 2011



Premier bimestriel historique gratuit

La seconde guerre mondiale pour des passionnés par des passionnés



DOSSIER SPECIAL : LA GUERRE EN AFRIQUE

Sous la direction de Cédric Mas

HISTOMAG'44



Modèle N° 1

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

METROPOLE



LIGNE EDITORIALE

Histomag'44 est produit par une équipe de bénévoles passionnés d'histoire. A ce titre, ce magazine est le premier bimestriel historique imprimable et entièrement gratuit. Nos colonnes sont ouvertes à toute personne qui souhaite y publier un article, nous faire part d'informations, annoncer une manifestation. Si vous êtes intéressé pour devenir partenaire de l'Histomag'44, veuillez contacter notre rédacteur en chef.

Contact : Histomag@39-45.org



REDACTION

Rédacteur en chef :

Daniel Laurent

Conseillers de rédaction :

Prosper Vandenbroucke et Vincent Dupont

Responsables qualité :

*Nathalie Mousnier, Germaine Stéphan
et Laurent Liégeois*

Responsable mise en page :

Alexandre Prétot

Responsables rubriques :

Jean Cotrex et Philippe Massé

AUTEURS

Matthieu Boisdron

Jean Cotrex

François Delpla

Joël Denis

Vincent Dupont

Daniel Laurent

Cédric Mas

Philippe Massé

Antoine Merlin

Mahfoud Salek Prestifilippo

Alexandre Prétot

Xavier Riaud

Prosper Vandenbroucke

Michel Wilhelme

David Lambon

SOMMAIRE N°73

L'édito	3
Dossier : La guerre en Afrique	
- Introduction	4
- Hitler et l'Afrique	7
- Le DAK	9
- Les relations entre soldats italiens et allemands	19
- La phalange africaine	27
- Bir Hackeim	31
- L'effort du Congo belge pendant la guerre	39
- Les officiers français d'AFN	42
- Le panzerabteilung 101 en Tunisie	57
- Conclusion	60
Les africains de la Résistance	61
La Roumanie durant la guerre	64
Les dentistes Compagnons de la Libération	70
Modelisme - Le SM79	72
BTP : La ligne Mareth	75
Le coin lecteur	78
Livre : Chroniques du IIIème Reich	81
Un collectionneur pas comme les autres	82



Editorial

Par Daniel Laurent

Chères lectrices, chers lecteurs,

Après vous avoir fait subir dans les numéros 71 et 72 des températures glaciales allant jusqu'à moins 35 degrés sur le front de l'Est, ce numéro 73 de votre Histomag'44 est principalement consacré à l'Afrique, les plages méditerranéennes étant apparues à l'équipe comme étant de saison.

Pour ce faire, nous nous sommes adjoint la coopération d'un spécialiste, Cédric Mas, plus connu sur les forums sous le pseudo de 13^{ème} DBLE, grand connaisseur de ce front en général et du Deutsches Afrikakorps, DAK, en particulier.

Sous sa houlette qualifiée, d'autres auteurs sont venus enrichir le sommaire dont, et il est agréable de les citer côte à côte, François Delpla qui nous explique ce qui (devinez qui) se manigançait en Afrique et notre jeune ami Mahfoud qui nous parle des Africains dans la Résistance.

Même la rubrique BTP est partie en Tunisie non pas au Club Med mais pour nous parler de la Ligne Mareth, y croisant au passage quelques collaborateurs français venus se battre pour tenter de retarder la Libération de la France.

Vous allez donc, chères lectrices, chers lecteurs, être moins frigorifié(e)s que dans nos derniers numéros mais tout autant exposé(e)s aux manipulations nazies et à la dureté des combats car si le théâtre africain peut être considéré comme secondaire dans le cadre de la Seconde Guerre mondiale, il n'en fut pas moins agité et difficile. Donc malgré la chaleur, évitez le maillot de bain et conservez votre casque réglementaire.

Une fois n'est pas coutume, Histomag'44 colle à l'actualité contemporaine en se transportant dans des pays, principalement la Libye et la Tunisie, qui de nos jours font la une de vos quotidiens.

Mais ce « printemps arabe », d'où vient-il ? N'est-il pas la conséquence tardive d'une décolonisation ratée par des pays trop préoccupés par la Guerre froide pour s'assurer que ces ex-colonies étaient équipées afin de pourvoir correctement au développement économique et social de leurs peuples ?

Et cette Guerre froide, d'où vient-elle ? Une fois de plus, l'analyse des grands événements contemporains nous ramène à Berchtesgaden.

Et, une fois de plus, elle donne à votre serviteur l'envie de comparer un dictateur aux petits pieds au Führer.

Le colonel Mouammar Kadhafi, s'il est plus gradé que le caporal Adolf Hitler, ne lui arrive en effet pas à la cheville.

Après 42 ans de pouvoir absolu, il s'est montré totalement incapable de séduire sans appel son peuple, ce que Hitler avait fait en quelques années, ni de lui assigner un ennemi extérieur susceptible de lui faire resserrer les rangs, ce que Hitler a réussi jusqu'en 1945.

Nous ne nous en plaignons pas...

Notons cependant un point où Kadhafi semble avoir fait mieux que Hitler : à priori, ses mercenaires maliens sont plus redoutables que ne l'étaient les volontaires de la LVF, mais dans un cas comme dans l'autre, c'était voulu. Kadhafi a besoin de troupes impitoyables pour sauver ce qu'il lui reste de meubles. Hitler ne voulait surtout rien devoir à la France ni la voir reconstituer sa force militaire écrasée en 1940.

Je rappelle que l'Histomag'44, tout en étant très fier de bénéficier de l'aide d'historiens professionnels, ouvre ses colonnes à tous, y compris et surtout aux historiens de demain. Une idée, un projet, contactez la rédaction !

À bientôt.



Introduction

Par Cédric Mas

C'est avec une grande humilité que je me suis chargé d'introduire ce dossier d'Histomag'44 sur la Seconde Guerre mondiale en Afrique.

D'une part, parce que je suis conscient de l'honneur largement immérité qui m'a été fait lorsque Daniel et les autres m'ont contacté pour cela.

Et d'autre part, car la tâche est immense, l'étude de ce thème étant, je pense, destinée à épuiser ma vie entière, tant je suis encore loin d'en maîtriser ne serait-ce que les commencements.

Lorsque la guerre éclate en septembre 1939, on pourrait croire que l'Afrique reste en dehors des combats. Il faut dire que ce conflit en Pologne et sur le Rhin est loin du continent.

C'est avec l'entrée en guerre de l'Italie, le 10 juin 1940, que les choses changent, puisque les possessions italiennes d'Afrique septentrionale (la Libye) et orientale (l'Éthiopie, la Somalie et l'Érythrée) deviennent des zones de combat, totalement isolées au milieu des possessions franco-britanniques.

La situation stratégique des belligérants change brutalement avec l'effondrement de la France et surtout le choix fait par ses élites coloniales de cesser le combat et de suivre le sort du régime de Vichy. On n'insistera jamais assez sur la nature criminelle de cette défaillance, dont les principaux responsables furent Darlan et Noguès, en ce qu'elle assura à Hitler à peu de frais la neutralisation et le contrôle de larges territoires africains, offrant aux possessions italiennes totalement encerclées, un répit inespéré.

C'est dans ce cadre que doit s'apprécier le choix belge de continuer la guerre au Congo, dont nous parle Prosper Vadenbroucke, ce qui apporta une aide importante aux Britanniques à un moment où ils étaient bien isolés.

Cet article nous permet également d'aborder la campagne alliée¹ qui va permettre, après les succès initiaux italiens, de conquérir la totalité de l'Afrique orientale italienne, à l'issue d'une campagne difficile qui se terminera le 27 novembre 1941 par la reddition des dernières forces italiennes, qui allèrent jusqu'au bout de leurs capacités de résistance.

C'est en Afrique, à Addis Abeba que les Alliés libérèrent leur première « capitale ».

Une fois la situation créée par l'entrée en guerre de l'Italie et la cessation des hostilités de la France stabilisée, l'Axe et les Britanniques vont lutter en permanence sur une étroite bande de terrain entre la Libye et l'Égypte.

Les campagnes vont ainsi se succéder entre 1940 et 1943, l'Afrique représentant le seul endroit où les

1 : Les Alliés engagés sur ce théâtre d'opérations étaient d'origine très diverses : Sud-Africains et Britanniques, mais aussi venant des Indes, de Rhodésie, du Nigéria et du Ghana. Ces forces furent renforcées par les résistants éthiopiens, les soldats des Forces françaises libres et des Forces belges libres.

Allemands et les Britanniques combattent sur un front terrestre avant l'offensive contre la Sicile et l'Italie².

Après quelques échecs initiaux, les Italiens avancent sur l'Égypte en septembre 1940, et prennent Sidi Barrani. Ils y subissent une terrible défaite en décembre 1940, infligée par les troupes motorisées du général O'Connor, qui lancent la poursuite et conquièrent à l'issue d'une campagne époustouflante toute la Cyrénaïque en février 1941.

C'en est trop pour Hitler, qui décide d'aider son allié italien et envoie son plus célèbre général de Panzer, Erwin Rommel, à la tête d'un petit corps motorisé, le Deutsches-Afrikakorps, pour défendre la Tripolitaine.

Bien que, comme le développe brillamment François Delpla dans son article sur Hitler et l'Afrique, ce continent soit secondaire pour lui, il ne peut laisser son allié italien y subir une défaite définitive, et surtout rater une occasion de maintenir la pression sur le Royaume-Uni pendant qu'il prépare son « grand œuvre » : l'invasion de l'URSS.

La décision est rapidement prise (10 janvier) et les premières unités sont débarquées à Tripoli en février 1941. Comme je vais essayer de le démontrer dans mon article sur la constitution du Deutsches-Afrikakorps, cette rapidité cache d'une part l'existence de préparatifs depuis la fin de l'été 1940 et d'autre part des faiblesses dont certaines ne seront jamais comblées.

Dès son arrivée, le fougueux général allemand veut attaquer, et il va inaugurer avec son offensive du 31 mars 1941 des relations tumultueuses et très changeantes avec les Italiens, que David Zambon va étudier dans un article sur les rapports entre les Allemands et les Italiens en Afrique du Nord.



L'offensive est un plein succès et toute la Cyrénaïque est reconquise en quelques jours, à l'exception du port stratégique de Tobrouk, tenu par des Australiens déterminés. L'absence de contrôle de ce port empêche l'Axe de pouvoir avancer en Égypte. Après une série

2 : Si on excepte les brèves campagnes de Grèce et de Crète du printemps 1941.

d'échecs des deux camps à sortir de ce blocage, les Italo-Allemands à prendre Tobrouk et les Britanniques à attaquer la frontière pour briser le siège du port, l'été s'installe et chacun des belligérants va fourbir ses armes pour l'automne.

C'est à cette époque que l'Afrikakorps devient ce corps d'élite, forgé par de terribles entraînements sous les chaleurs torrides du désert. De même, c'est l'époque où les forces aéronavales alliées, basées à Malte, une île située en plein milieu de la route des convois entre l'Italie et l'Afrique, commencent à menacer dangereusement le ravitaillement de toutes les unités de l'Axe en Afrique.

C'est le 17 octobre 1941 que les unités Alliées s'ébranlent pour leur offensive contre les troupes assiégeant Tobrouk. Rommel devait attaquer le 24, et il n'en aura pas l'occasion, puisqu'il se retrouve impliqué dans une série de batailles terribles autour de la cuvette de Sidi Rezegh.

Chaque camp manœuvre ses tanks pour encercler l'ennemi. Les pertes sont lourdes et après 3 semaines de combats acharnés, les Italo-Allemands doivent jeter l'éponge : le manque de ravitaillement ne leur permet plus d'espérer reconstituer leurs forces, et il



faut donc lever le siège de Tobrouk, abandonner les unités encerclées sur la ligne de front³, et se replier de la Cyrénaïque.

La retraite se termine en janvier 1942, mais les deux camps sont épuisés, et Rommel profite de l'affaiblissement britannique pour réussir une contre-offensive surprise et foudroyante qui lui permet de reprendre en quelques jours à partir du 21 janvier, la majeure partie de la Cyrénaïque. Le front se stabilise à Gazala, une ligne défensive à l'Ouest de Tobrouk.

À la fin de l'année 1941, les Alliés ont récupéré une partie des possessions françaises qui leur avait échappé avec l'armistice, il s'agit du Gabon, du Tchad, et d'une grande partie de l'Afrique Équatoriale française. À l'issue de courtes campagnes, les Alliés disposent d'un ensemble cohérent en Afrique, leur permettant de sécuriser les approvisionnements vers l'Égypte et le Moyen-Orient. La route du Cap sert pour les navires (qui contournent l'Afrique en évitant la Méditerranée trop dangereuse) et la route de Takoradi

pour les avions débarqués sur la côte ouest-africaine, remontés puis convoyés par air jusqu'en Égypte ou en Inde.

Pourtant, cette situation stratégique favorable est brutalement déstabilisée par l'entrée en guerre du Japon qui déferle sur toute l'Asie et menace bientôt l'Australie et les Indes. Il faut dérouter des renforts et affaiblir les forces qui font face aux Italo-Allemands dans le désert au moment où ces derniers décident de lancer une offensive stratégique majeure en Méditerranée et en Égypte pour le printemps 1942.

Tandis que les Britanniques prennent de force l'île de Madagascar en mai 1942, afin de s'assurer que Vichy ne soutiendra pas les Japonais qui menacent l'océan indien, Rommel lance son offensive, conjuguée avec un pilonnage intensif de Malte.

Après un succès initial de sa manœuvre débordante, il se heurte bientôt à un ennemi disposant d'une grande supériorité numérique et s'accrochant à des positions fortifiées dont celle tenue par les Français à Bir Hacheim. Cette bataille, qui va voir une brigade de Français Libres emmenés par le général Koenig tenir tête aux forces supérieures en nombre de l'Afrikakorps, est détaillée dans l'article de Daniel Laurent et Alain Adam.

Ce succès défensif exemplaire ne sera toutefois pas suffisant et malgré les pertes, l'Axe prend l'ascendant sur les Alliés et repousse vers l'Égypte la 8^{ème} Armée, qui abandonne une garnison sud-africaine dans Tobrouk. Rommel, désormais surnommé « le renard du désert » lance son assaut, qu'il prépare depuis plus d'un an, le 21 juin 1942 et dès le lendemain, c'est la catastrophe : le port stratégique de Tobrouk tombe.

La poursuite en Égypte est totalement échevelée, et les Allemands ne s'arrêtent qu'à El Alamein, un minuscule point d'eau à une centaine de kilomètres d'Alexandrie. Les Alliés font face début juillet et après des combats intenses parviennent à bloquer toute avance d'un ennemi épuisé et au bout de ses capacités logistiques et militaires.

Après un dernier échec fin août 42, l'initiative passe désormais définitivement du côté Allié, avec l'apparition d'un nouveau chef, le général Montgomery, et l'arrivée d'innombrables matériels livrés par les Américains.

Dès lors, l'Axe ne peut que retarder une défaite inéluctable. En octobre 1942, c'est la 8^{ème} Armée britannique, commandée par Montgomery, qui lance son offensive contre les positions fortifiées des Italo-Allemands à El Alamein. Après 3 semaines de durs combats, la percée est faite, et les Britanniques remportent enfin cette victoire stratégique majeure qu'ils attendent dans le désert depuis deux ans.

L'Afrikakorps est presque entièrement détruit, les survivants doivent se replier vers l'Ouest abandonnant toute la Libye, pour se rallier sur la ligne Mareth, ligne de fortifications dans le Sud tunisien, étudiée par Jean Cotrez.

Ils sont en effet menacés d'être pris à revers, depuis que le 8 novembre 1942, pour soulager l'Union soviétique, engagée dans une lutte à mort avec l'Allemagne hitlérienne, les forces américaines et britanniques ont débarqué au Maroc et en Algérie contrôlés par le gouvernement de Vichy, dont les

3 : Il s'agit de celles qui occupent les positions fortifiées de Bardia et de la passe d'Halfaya et qui se rendent.

troupes vont résister pendant quelques jours.

Comme en juin 1940, la situation stratégique en Afrique bascule en quelques jours puisque, tandis que les troupes de Vichy retardent les Alliés, elles offrent sans combattre la Tunisie aux Allemands, première étape vers une collaboration encore plus active qui se matérialisera par la création de la Phalange africaine, unité militaire française engagée avec les Allemands.

De son côté, l'armée française d'Afrique cesse les combats et se rallie aux Alliés.



En Afrique du Nord, les Allemands sont alors pris en tenaille entre les Britanniques à l'est et les Franco-Anglo-Américains à l'ouest. L'issue ne fait plus de doute malgré de nombreux succès tactiques, les Allemands écrasent à plusieurs reprises les troupes américaines qui découvrent pour la première fois le combat moderne, face notamment aux Tiger des Schwere-Panzer-Abteilung débarqués par les Allemands, et qu'étudient dans son article Antoine Merlin.

Avec la prise de Tunis, le 7 mai 1943 et la reddition des troupes allemandes et italiennes le 13 mai 1943, les Alliés sont maîtres de toute l'Afrique, ce continent sort bientôt d'une guerre qui lui échappe.

La victoire en Afrique sonne le glas des illusions pour les Italiens, qui commencent à s'éloigner de leur alliance avec l'Allemagne, mais elle marque aussi une défaite terrible pour les Allemands qui perdent en Tunisie des effectifs importants, et qui vont manquer dans les mois à venir pour défendre le Sud de l'Europe.

On le voit, même si notre souci a été d'offrir aux lecteurs d'Hisomag'44 un panel d'articles intéressants sur les multiples aspects de la Seconde Guerre mondiale en Afrique, il est impossible d'en faire le tour de manière exhaustive.

Je terminerai cette longue introduction par quelques observations générales.

- Aborder la Seconde Guerre mondiale en Afrique suppose d'abord de s'ouvrir à des horizons très différents, mais qui furent très liés les uns aux autres. C'est en Afrique que la Seconde Guerre mondiale acquiert réellement son caractère planétaire.

- On ne peut saisir les opérations en Afrique du Nord si l'on écarte l'étude de la guerre aéronavale en Méditerranée, à Malte notamment. Les opérations contre l'Angleterre comme celles contre la Russie eurent également des influences décisives sur ces campagnes.

- On ne peut comprendre l'invasion de Madagascar ou la faiblesse alliée de janvier 1942 si l'on ne tient pas compte de l'offensive japonaise dans le Sud-Est asiatique.

- Enfin, comment saisir les raisons du débarquement allié en novembre 1942 en Afrique du Nord, l'opération Torch, si l'on n'a pas abordé les besoins de Staline sur le front de l'Est ?

Pour des raisons de cohérence, nous n'avons pas traité directement des opérations en Méditerranée, au Proche et au Moyen orient, même si ces campagnes sont elles aussi dignes du plus grand intérêt.

Mais il fallait préciser que les opérations en Afrique sont totalement interdépendantes avec ces campagnes.

Aborder la Seconde Guerre mondiale en Afrique suppose aussi de savoir se défaire des idées préconçues, souvent issues de lectures de jeunesse, tirées des écrits des premiers historiens.

C'est en Afrique que la propagande nazie, puis celle des Alliés a fait le plus de ravages chez les historiens, ravages dont les traces peuvent encore se trouver ici.

Non, la guerre n'y fut pas plus propre qu'ailleurs, même si la faible densité de populations civiles et le fait qu'elle se soit souvent déroulée en territoire ami, peuvent expliquer de manière triviale l'absence des exactions commises en Europe ou en Chine. Il y a eu des SS en Afrique, et même des camps de concentration pour les Juifs en Tunisie.

Les conceptions raciales nazies peuvent aussi s'y rencontrer, comme le goût des Alliés pour les opérations spéciales particulières (Rommel sera l'objet de plusieurs tentatives d'assassinat).

Non, les Italiens ne furent pas les « boulets » que l'on présente encore, entravant et limitant les capacités de leurs alliés allemands, alors qu'ils furent de tous les combats, et que sans le soutien sans faille de la marine et de l'aviation italienne, l'épopée de Rommel se serait arrêtée avant même d'avoir commencé.

On le voit, en Afrique, les opérations militaires qui se sont déroulées entre 1940 et 1943 engendrent souvent des débats sans fin, et excitent constamment la recherche et le besoin d'aller encore plus loin pour trouver ce que fut la réalité au-delà des travaux déjà publiés.

Et il y a encore beaucoup à apprendre...



Hitler et l'Afrique

Par François Delpla

Le nom d'une localité du continent africain a compté plus que tous les autres dans la vie d'Hitler, et dans sa mort : Mers el-Kébir.

Le 3 juillet 1940, une escadre anglaise tire sur une française, qu'elle a surprise au port où l'armistice l'avait provisoirement immobilisée. Le bilan matériel est lourd, le bilan humain plus encore : 1 275 morts (le chiffre officiel de 1 297 fera longtemps foi), qui selon la terminologie pétainiste ou nazie ont été « lâchement assassinés ». C'est cela même qui inspire à Hitler sa décision fatale.

Auparavant, il attendait avec une relative sérénité la chute de Churchill. Il la jugeait inévitable à brève échéance étant donné le gigantisme des tâches qui s'offraient à l'Angleterre et l'esprit calculateur de sa classe dirigeante, qui ne pouvait que reprendre le dessus, une fois digérée la perte de l'allié français qui seul, depuis 1914, avait permis de tenir en lisière la puissance allemande. À présent, on doit se résigner à compter avec elle et la laisser en paix, pour qu'elle grignote tranquillement l'empire stalinien en s'y taillant un « espace vital », dans une direction opposée à celle de l'expansion anglaise.

Churchill ne veut pas de cet arrangement, cela on le savait depuis 1933 à Berlin, d'où on contemplait avec délices son isolement. Lequel, brièvement interrompu par les combats sur le front de l'Ouest, devrait reprendre de plus belle. Or voilà que non seulement il s'obstine à guerroyer, mais que le feu de Mers el-Kébir prouve soudain sa capacité à faire obéir son pays, pour une durée peut-être pas éternelle, mais dangereusement indéterminée.

Du coup, dès le 13 juillet - juste le temps de constater le retour au calme après la semaine d'affrontements franco-anglais de l'opération Catapult dont le 3 juillet marquait le début -, il commence à orienter ses généraux vers une attaque, la plus prochaine et massive possible, contre l'URSS, dans laquelle il va jouer son va-tout.

Une option de fond : l'alliance « aryenne » avec l'Angleterre

Tout en étant une folie individuelle (une psychose paranoïaque faisant concevoir à Hitler, en toute sincérité, les Juifs comme une entité nocive et multiforme, à l'œuvre dans tout malheur survenant à l'Allemagne), le nazisme est une solution astucieuse des contradictions dans lesquelles Guillaume II s'est pris les pieds de 1914 à 1918 (et dès 1900, quand il avait lancé son défi à l'Angleterre en parlant de construire une flotte de guerre égale à la sienne). Grâce au mythe de la « race aryenne supérieure », il donne à l'Allemagne une direction d'expansion et une seule, qu'il estime acceptable par Londres : les terres d'Europe orientale habitées par des « sous-hommes » slaves. Les Anglais, pendant ce temps, prouveront leur excellence raciale par leur domination coloniale, et les vaches seront bien gardées.

Pour absorber à loisir l'« espace vital » russe, il conviendra de priver l'Angleterre de son épée sur le

continent, par une campagne rapide contre la France. Le soutien précoce et constant du dictateur à la révolution mécanique mise en place par Guderian en fournit l'instrument, au moyen d'un corps blindé capable d'emporter la décision dans une guerre éclair. C'est chose faite, avec un peu de chance et surtout beaucoup de méthode, à la mi-mai 1940.

Le fait d'avoir alors guerroyé aussi contre un petit corps expéditionnaire britannique ne signifie pas plus un renoncement au programme initial que la signature, à la veille de la guerre, d'un pacte de non-agression avec Staline. Ce ne sont là qu'entorses superficielles et révocables aux principes. Ce sont d'ailleurs les deux plus voyantes, mais non les seules. De 1933 à 1939, Hitler, dans ses diatribes contre le traité de Versailles, mettait volontiers en avant le « vol » des colonies allemandes, principalement africaines, que Guillaume II, toujours lui, avait conquises sur le tard, rompant avec la prudence bismarckienne qui laissait l'Afrique en pâture aux appétits anglais et au désir français de compensation du désastre de 1870.

L'Allemagne avait ainsi occupé le Togo, le Cameroun, le Tanganyika et le Sud-Ouest africain (l'actuelle Namibie, dont le père de Göring avait été le gouverneur, et où la pratique génocidaire avait trouvé un banc d'essai avec le sort des Hereros). Stigmatiser le partage de ces territoires par le traité de Versailles entre la France et l'Angleterre était une manière à la fois de justifier un jour la revendication de compensations en Europe orientale, et de brouiller les pistes en laissant entendre que l'Allemagne pourrait renoncer à ses projets guerriers en Europe si on lui rouvrait des fenêtres coloniales.

Un « idiot utile » du nazisme, le docteur Schacht, s'était spécialisé avant 1940 dans l'amorce de fausses négociations sur ce sujet, en prétendant que si on lui faisait bon accueil il pourrait peut-être influencer le Führer dans ce sens.

La mise en place d'un leurre : Hendaye et Montoire

Hitler a si bien su convaincre le monde de ses appétits africains qu'il extorque un armistice à la France, en juin 1940, sous la menace de poursuivre séance tenante ses armées au sud de la Méditerranée si elles ont la témérité de s'y réfugier : c'est ainsi qu'une nation sans colonies arrive à neutraliser le deuxième empire colonial du monde sans risquer un soldat hors d'Europe ni en avoir, à l'époque, le moindre moyen ! À Hendaye, le 23 novembre 1940, Hitler rencontre dans le crépitemment des caméras le général Franco, dont le monde entier se demandait si et quand il allait rejoindre dans leur guerre ses protecteurs Hitler et Mussolini. On pense alors (après une visite très médiatisée à Berlin de son beau-frère et ministre Serrano Suner dans la seconde quinzaine de septembre) que l'entrée en guerre de l'Espagne est imminente, qu'elle va commencer par la prise de Gibraltar (un petit coin de la côte castillane occupé par

l'Angleterre depuis 1703) et que la fermeture du détroit du même nom aux Anglais prélude à un vaste remodelage du continent africain aux dépens de la domination britannique, de l'Égypte au Nigeria.



Ce n'est pas la nouvelle concomitante et tout aussi médiatisée d'une rencontre le lendemain, à Montoire, entre Hitler et Pétain qui va démentir les bruits de grandes manœuvres coloniales. On dit notamment que la France vichyste sera invitée, après avoir récupéré l'AEF passée à de Gaulle et aux Anglais en août, à se tailler un empire au Nigeria en compensation des larges cessions qu'elle devra faire à l'Italie en Tunisie, et à l'Espagne au Maroc.

Sur ces entrefaites, Molotov (ministre soviétique des Affaires étrangères et proche collaborateur de Staline) est invité à Berlin en visite officielle, et, l'entente restant apparemment solide entre les deux capitales, on peut penser qu'il s'agit là encore d'une manœuvre anti-anglaise, ayant les moyens de susciter des ennuis à la Grande-Bretagne, par exemple en Inde.

Ce ne sont là que leurres, destinés notamment à ne pas alarmer Staline, ou le plus tard possible : il est bon qu'il craigne une attaque allemande mais il serait catastrophique qu'il la croie inéluctable et décidée d'avance quoi qu'il arrive, ce qui est le cas. Si Staline en prenait conscience, il n'aurait plus rien à perdre et devrait se consacrer exclusivement à sa défense, à la fois en matière militaire et diplomatique : il ferait au moins une tentative pour se rapprocher de Churchill et créer ce front commun antinazi qui aurait permis d'éviter la guerre en 1939, comme il permettra de la conclure en 1945.

Mais tant que le canon n'a pas parlé, l'URSS a quelque chose à perdre, et ne va pas se résoudre à le lâcher : ce pacte germano-soviétique qui lui a permis jusque là d'échapper à l'orage. Là encore, le diagnostic qui manque, c'est celui de la folie hitlérienne, de cette mystique qui fait qu'Hitler se croit réellement le prophète élu d'un remodelage de l'espèce humaine sur la base de l'inégalité des races.

Staline surestime son réalisme et, loin de lui faire comprendre qu'il trouvera à qui parler s'il l'attaque, multiplie les manifestations de bonne volonté. Il espère le retourner durablement contre l'Angleterre, si vulnérable en ses colonies, à la fois en Afrique, en Asie et sur la charnière des deux, vitale par son pétrole et son canal de Suez, le Moyen-Orient.

Bien entendu, le leurre mis en place à Hendaye et Montoire est entretenu de diverses façons jusqu'à l'opération Barbarossa. Hitler s'en prend aux intérêts

britanniques d'une manière mesurée qui peut passer pour le prélude d'un effort beaucoup plus important : par l'envoi de Rommel à la rescousse des Italiens en Libye, par la mainmise sur les Balkans et la Crète, par une intervention en Irak via la Syrie de Pétain, par des pressions sur Franco pour qu'il attaque Gibraltar (d'autant plus insistantes qu'il y résiste davantage), etc.

Conclusion : le leurre joue les prolongations

Même après l'attaque allemande contre l'URSS, une certaine dose d'ambition africaine apparente est utile au Reich : il ne s'agirait pas que, quand le chat n'est pas là, les souris se mettent à danser, Pétain à se rapprocher de Churchill, etc.

Au contraire, il faut faire craindre le plus longtemps possible un retour du balancier, une fois que le Reich pourra libérer des forces à l'est, soit par une victoire, soit par une paix de compromis.

C'est ainsi que Hitler, Göring et Abetz continuent d'amuser Vichy par l'éventualité d'un traité de paix assorti d'une certaine dose de collaboration en Afrique, au moins jusqu'au retour au pouvoir de Laval (avril 1942).

Et même ensuite, puisque la dernière offensive de Rommel contre les Anglais, dirigés par Auchinleck, Montgomery n'arrivant qu'en juillet-août, est lancée ce printemps en même temps que l'attaque de la dernière chance sur le territoire soviétique, qui prend la direction du Caucase en attendant d'être déviée vers Stalingrad.

Plus que jamais, la Tunisie concentre les attentions : elle pourrait intéresser l'Afrika Korps à titre de base arrière et Laval peut être tenté à tout moment de monnayer l'usage de ce territoire contre de menus avantages. Le glas des ambitions africaines du Reich ne sonnera qu'un an plus tard, en Tunisie précisément, pays que Hitler a fini par occuper en novembre 1942 en ayant endormi la vigilance et la volonté de résistance des pétainistes, tandis qu'il renonçait à disputer l'Algérie et le Maroc aux envahisseurs anglo-américains.



La politique africaine de Hitler est donc un bon observatoire, à la fois de l'inventivité du nazisme en matière de faux semblants et de diversions, et de sa cruauté de preneur d'otage : ce régime, en tirant parti de sa violence verbale comme des précédents de sa violence tout court, manie efficacement la peur et désamorce à peu de frais d'immenses potentialités chez des gens qui auraient tout intérêt à se dresser contre lui.

Genèse et création du Deutsche afrikakorps (DAK)

Par Cédric Mas

Les premiers projets de Panzers en Afrique (juillet - novembre 1940)

Lorsque les premiers détachements allemands débarquent le vendredi 14 et le samedi 15 février 1941, marquant le début d'une véritable épopée aux allures mythiques, il s'agit avant tout de l'aboutissement d'un processus qui a commencé à l'automne 1940.

Il est en effet important de bien préciser que lorsque les allemands s'élancent à l'assaut de l'Europe de l'Ouest et principalement de la France, ils n'ont aucune visée vers la Méditerranée et l'Afrique du Nord. C'est ainsi que rien n'est prêt pour une exploitation d'une éventuelle victoire vers les possessions britanniques en Méditerranée ou françaises au Maghreb. Ni l'Oberkommando der Wehrmacht (OKW), ni l'Oberkommando des Heere (OKH), respectivement état-major général et état-major de l'armée de terre, n'ont entamé de serait-ce qu'un de ces travaux théoriques préparatoires dont ils sont si friands. Il n'y a même pas de cartes du secteur méditerranéen.

Nous pourrions être tentés d'interpréter cette absence totale de projection au-delà d'une victoire dans le Nord-Est de la France par la confirmation de la thèse selon laquelle la victoire fut une surprise pour les allemands¹.

Mais cette thèse nous paraît trop contraire avec l'état d'esprit des dirigeants allemands de l'époque, en ce qu'elle suppose qu'ils auraient lancé « Fall Gelb », l'offensive du 10 mai 1940, en ne croyant pas sérieusement à leurs chances de victoire.

En revanche, l'absence totale de préparation à la poursuite du conflit au-delà de la victoire en France montre, sans doute possible, qu'Hitler pensait que la Grande-Bretagne suivrait logiquement, et qu'en mettant en situation de K.O. brutal et inattendu la France, il imposerait une paix de compromis lui laissant les mains libres à l'Est².

En tout état de cause, une fois l'armistice obtenu avec les Français, et alors que contre toute attente, la Grande-Bretagne rejette ses offres de paix, l'Allemagne nazie se retrouve dans une situation inédite, et certains n'hésitent pas à parler de « crise » stratégique : de fait, les allemands semblent ne pas exactement savoir comment exploiter leur victoire stratégique³.

En conclusion, l'Allemagne victorieuse n'a au 25 juin

1 : Thèse développée notamment par K.H. Frieser dans son célèbre livre « Le mythe de la Blitzkrieg ».

2 : C'est la thèse soutenue notamment par François Delpla.

3 : Nous renvoyons les lecteurs sur un mémoire d'histoire américain de Leonard S. Cooley Jr, *What next ? The german strategy crisis during the summer of 1940*, Thesis of Graduate Faculty of the Louisiana State University, May 2004.

1940 aucun plan vers le Sud, qu'il s'agisse de l'Afrique ou même simplement du secteur méditerranéen.

Cette absence totale de perspective stratégique est en outre fondée sur le fait que l'allié italien est entré en guerre le 10 juin précédent, et qu'il s'agit de sa sphère d'influence directe. Les partenaires de l'Axe, soucieux de ne pas lâcher une once de leur souveraineté, restent ainsi soumis au concept dit des « guerres parallèles », chacun se chargeant des opérations dans sa zone d'influence, sans aucune interaction de l'allié.



Réunion en plein désert entre Rommel et des officiers allemands et italiens, alors que les troupes manoeuvrent. Si en 1941, la première reconquête de la Cyrénaïque fut une opération où les Italiens jouèrent un rôle important, quoique dévalorisé par Rommel, la seconde reconquête de la Cyrénaïque est une affaire essentiellement allemande. En effet, les Italiens se sont vus imposer la décision de contre-attaquer par Rommel, et ils s'estiment trahis une fois de trop. Ceci aura des conséquences graves en permettant à la 4th Indian division encerclée à Benghazi de s'échapper.

Collection Mas

Pourtant à Berlin comme à Rome, on ne se fait pas vraiment d'illusions sur la réalité de la puissance militaire italienne. Il est vrai que les allemands ont été interpellés par la posture défensive adoptée par Mussolini lors de son entrée en guerre⁴, puis par les mauvais résultats obtenus face aux fortifications françaises dans les Alpes.

Les chefs allemands vont donc, tout en respectant le principe du parallélisme des conflits, suivre attentivement les opérations italiennes contre l'Égypte, qui peuvent avoir leur importance au moment de la bataille d'Angleterre, en portant atteinte au prestige et à la puissance britannique.

C'est pourquoi, alors que Ciano en visite à Berlin le 7 juillet sollicite Hitler sur une attaque contre la Yougoslavie et la Grèce, ce dernier s'y oppose avec la dernière des vigueurs, rappelant que l'objectif prioritaire est la défaite de la Grande-Bretagne.

4 : L'attaché militaire allemand à Rome, von Rintelen s'étonne ainsi qu'aucune attaque de Malte n'ait été lancée, comme les Britanniques d'ailleurs.

Dans ce cadre, il propose l'envoi en Libye de bombardiers à long rayon d'action pour pouvoir menacer le canal de Suez⁵. Cette première offre d'une intervention allemande en Afrique du Nord est donc réduite à quelques bombardiers, dont les effets ne peuvent qu'être politiques et médiatiques. Il s'agit de mettre le plus de pression sur la Grande Bretagne.

Suite à cette rencontre, Mussolini va tenter de répondre aux attentes de son allié en allouant la priorité à une offensive en Égypte dès le 11 juillet 1940, l'attaque étant prévue à partir du 15 juillet au moment jugé opportun par le commandement local⁶.

L'état-major allemand s'intéresse enfin à l'envoi d'unités en Afrique du Nord le 30 juillet 1940, date à laquelle le sujet apparaît lors d'une discussion entre Halder et von Brauchitsch, deux des plus hauts responsables de l'O. K. H.

Le 1^{er} août, l'O. K. H. propose à Hitler lors de sa conférence quotidienne, la mise à l'étude de l'envoi en Libye d'un corps de deux divisions blindées pour soutenir l'avance italienne en Égypte, si l'invasion des îles britanniques ne pouvait avoir lieu.

Le 9 août, un mémorandum de l'O. K. H. à l'O. K. W. détaille le projet : il s'agirait d'un corps de Panzer qui pourrait être utilisé jusqu'au printemps 1941 afin de soutenir les italiens, dont la faible mobilité est néfaste dans le désert.

Mais avant cela, le mémorandum liste les études et travaux préparatoires à réaliser par l'O. K. H. et l'état-major de la Luftwaffe :

Sur les conditions opérationnelles sur l'étroite bande côtière égyptienne entre la mer et le désert ;

Sur les méthodes pour protéger les convois traversant la Méditerranée ;

Sur le délai nécessaire pour adapter les unités et l'équipement à leurs nouvelles conditions d'emploi ;

Sur le délai nécessaire pour transférer les troupes et le matériel des ports du Sud de l'Italie en Libye ;

Sur les moyens de transférer des forces d'Italie vers la Libye.

Le mémorandum insiste également sur la question de pouvoir poursuivre la réorganisation des unités blindées qui est en cours avec l'envoi d'un corps en Afrique.

Enfin, les rédacteurs souhaitent une décision rapide car ils craignent que l'adaptation des hommes et du matériel à l'Afrique, la création d'une base logistique sur place, la préparation des moyens de transport prennent un certain temps.

Une note de l'O. K. W. du 12 août signée par Jodl reprend ces demandes à l'attention des services concernés.

L'O. K. H. répond par une première étude du 26 août 1940, qui conclut qu'un corps de Panzer ne pourra être prêt pour les opérations en Libye avant le mois de décembre 1940. De 4 à 6 semaines sont nécessaires

pour la tropicalisation des hommes et du matériel, le transfert en Afrique est prévu sur 10 jours et un nouveau délai de 8 semaines est prévu pour l'acclimatation sur place⁷. Mais c'est surtout l'étroitesse du terrain et la faiblesse des infrastructures qui pose problème : les chefs de l'armée de terre ne voient pas comment un corps de Panzers pourra être employé, et ravitaillé, sur une seule route entre Tripoli et Bardia, déjà largement utilisée par les forces italiennes très nombreuses. La réponse conclut, non sans un certain humour, que la perte d'un corps d'armée de Panzers en Afrique ne serait pas de nature à affecter la réorganisation en cours (sic).



Embarquement pour l'Afrique d'un célèbre 8,8cm (un Flak 18 avec le nouveau bouclier). Les unités de Flak lourdes font partie des premiers éléments envoyés en Afrique du Nord, et elles seront constamment renforcées jusqu'à constituer une division, la 18. Flak-division. Rommel a déjà utilisé les 88 en antichars pendant la campagne de France, notamment à Arras (rappelons que les capacités antichars de ce canon ont été découvertes par les Allemands pendant la guerre civile d'Espagne, véritable « banc d'essai » des armes et des tactiques), mais la faiblesse en artillerie du DAK va l'obliger à les utiliser aussi en artillerie de campagne pour soutenir les premiers assauts contre Tobrouk en avril 1941.

Collection Mas

Avant même cette réponse, Hitler ressent intuitivement que la lourdeur d'un corps d'armée allemand complet sera un frein aussi bien en pratique qu'en terme de prestige. Pour faciliter un accord avec les italiens, il demande donc le 20 août que l'étude soit établie sur l'envoi d'une simple brigade renforcée de Panzers.

L'idée essentielle est donc de montrer des panzers allemands sur la frontière égyptienne pour maintenir la pression sur Churchill alors même que la bataille d'Angleterre tourne mal.

L'envoi d'une simple brigade mixte renforcée est étudié par l'O. K. H. dès le 5 septembre, dans une note séparée, qui conclut aux délais suivants : 4 semaines de tropicalisation en Allemagne – 6 jours de transfert vers le Sud de l'Italie et 8 semaines d'acclimatation en Afrique.

5 : Proposition déjà faite à l'ambassadeur transalpin dès le 1^{er} juillet 1940.

6 : Elle ne sera lancée qu'en septembre après plusieurs ultimatus comminatoires de Rome.

7 : Le délai d'acclimatation est manifestement exagéré, et sera largement réduit dans la pratique, en revanche, celui du transfert est défini de manière très optimiste : 10 jours pour transférer un corps complet !

C'est dans cette note qu'apparaît pour la première fois le nom de la division « heureuse élue » pour fournir les unités à envoyer en Afrique : la 3^{ème} Panzer-division.

La composition de cette brigade mixte renforcée est la suivante :

Un état-major (Stab) de division (avec une escadrille de reconnaissance aérienne) ;

Un état-major de brigade de Panzer ;

Deux régiments de Panzers ;

Un bataillon d'infanterie motorisée (Schützen) ;

Un bataillon de motocyclistes (Kradschützen) ;

Un bataillon de pionniers motorisé ;

Un régiment d'artillerie (artillerie légère et moyenne motorisée) ;

Une section de guidage d'artillerie ;

Un bataillon antichar (Pak) ;

Une compagnie de mitrailleuses antiaériennes (Flak légère) ;

Un bataillon de transmission motorisé (Nachtrichten).



Un Panzermann de la 5. Kompanie de la 5. Leichte-division, manifestement déjà largement imprégné de l'ambiance et du caractère attaché à l'appartenance à l'Afrikakorps. Une bande de bras sera bientôt créée.

Collection Mas

Les rédacteurs de cette étude constatent que le délai d'emploi sera le même (au plus tôt en décembre) et qu'une décision très rapide est requise pour lancer les préparations. Ils sollicitent de même l'autorisation de prendre contact avec les italiens pour obtenir des informations plus complètes.

Mais Hitler a changé d'avis et souhaite à nouveau proposer aux italiens deux divisions. À cette date, il a

lancé une réflexion plus globale sur une éventuelle offensive générale contre les positions britanniques au Sud, notamment Gibraltar et le canal de Suez.

Ces projets se heurtent à deux problèmes décisifs : le manque d'entrain d'Hitler pour ces opérations périphériques (alors qu'il regarde déjà vers l'Est depuis quelques semaines) et l'opposition des italiens qui ne veulent pas d'unités allemandes dans leur colonie libyenne.

Dès le mois de septembre 1940, le malentendu est complet entre les deux alliés : les Italiens réclament du matériel moderne allemand, que leur industrie pas préparée n'est pas capable de produire, et à ces demandes, les Allemands répondent par l'envoi de divisions complètes allemandes.

La proposition d'envoyer deux Panzer-divisions est abordée lors de la visite à Berlin le 3 septembre du général Marras, venu solliciter du matériel militaire auprès de Jodl.

Sans attendre la réponse, l'O. K. H. pousse les préparatifs pour au moins l'hypothèse de l'envoi de la brigade renforcée⁸.

Le 11 septembre, la proposition est reformulée à Rome par von Rintelen à Badoglio, le chef d'état-major italien et le général Roatta. Ce dernier l'accueille favorablement mais Badoglio reste taisant.

La réponse italienne se fait attendre tandis qu'enfin, les troupes transalpines s'ébranlent le 13 septembre pour s'avancer en Égypte jusqu'à Sidi Barrani, conquise sans réels combats dès le 16.

Hitler ordonne de commencer les préparatifs sans attendre la réponse italienne, dès le 14 septembre, et à partir du 15, von Rintelen commence à prendre contact avec les autorités italiennes à Rome sur les capacités logistiques du Sud de l'Italie et de la Libye. La réponse est immédiate, la colonie italienne est sous-équipée et ne parvient même pas à assurer le ravitaillement des troupes déjà sur place.

Le 16 septembre, Halder se fait confirmer par Böhle, le responsable des effectifs, les unités disponibles pour une préparation à l'envoi en Afrique : la 3^{ème} Panzer-division (sur 2 régiments de Panzer) et les 11^{ème} et 5^{ème} Panzer-division (sur 1 régiment) seront prêtes à partir du 15 octobre.

Le 4 octobre, Hitler et Mussolini se rencontrent au Brenner, et l'italien donne enfin sa réponse : il refuse l'envoi de forces allemandes pour la seconde phase de l'offensive (vers Mersa Matruh) mais éventuellement une unité blindée pour la troisième phase (l'avance sur le Nil).

Malgré ce refus, les allemands continuent à se préparer, et dès le 8 octobre, le projet d'ordre pour l'envoi de Panzers en Afrique est préparé par Warlimont, qui apprend alors de Jodl que cela ne concernera qu'une petite unité.

Le général von Thoma, qui effectue depuis mai une série de conférence à Rome sur l'emploi des blindés allemands pendant la campagne de Pologne, est sollicité pour effectuer un voyage d'étude en Libye et en Italie en vue de recueillir le plus d'informations.

⁸ : Note de Warlimont à Jodl du 11 septembre 1940.

Lors d'une nouvelle entrevue entre Hitler et Mussolini à Florence le 28 octobre, et alors que l'Italie vient de déclarer la guerre à la Grèce, étendant le conflit aux Balkans contre l'avis allemand, les deux dictateurs s'accordent pour reporter toute décision sur l'envoi d'unités allemandes en Afrique à la conférence des chefs d'état-major prévue le 15 novembre à Innsbruck. À cette date, Hitler temporise désormais clairement, aussi bien avec Franco qu'avec Pétain ou Mussolini, qu'il vient de rencontrer d'affilée.

Cette réticence du Führer est renforcée par le rapport von Thoma, qui lui est remis à son retour de Florence, et qui est particulièrement pessimiste sur la situation en Libye : les Italiens sur place ne sont pas prêts de reprendre leur avance en Égypte et sont particulièrement peu motivés par l'arrivée d'Allemands. Les problèmes de commandement et de ravitaillement d'unités allemandes sur place seraient insolubles. Les effectifs britanniques en Égypte sont largement surévalués, ce qui amène Halder à considérer que l'envoi d'une division de Panzer ne changera rien à la situation.

Hitler décide donc le 5 novembre de reporter sine die toute l'opération, alors même que les préparatifs étaient suffisamment avancés pour envisager l'envoi d'un premier état-major avancé en Libye⁹.

Pourtant, les préparatifs de tropicalisation de la 3^{ème} Panzer-division¹⁰ vont se poursuivre malgré cette décision, car c'est désormais la préparation de l'opération Felix, l'attaque contre Gibraltar, qui est poussée. L'unité libérée par la fin du projet d'envoi en Libye est immédiatement reversée au XXXXVI corps d'armée motorisé, de la 11^{ème} armée, chargée de l'opération.

Le contexte de l'envoi du DAK (décembre-janvier 1940)

Si les italiens ont pu refuser pendant l'automne 1940 les propositions d'aide allemande en Afrique, préférant réclamer sans succès la livraison de matériels militaires modernes, la tournure générale des événements en Méditerranée entre novembre et décembre 1940 ne laisse bientôt plus le choix au *Comando Supremo*. C'est ainsi qu'après le désastre de Sidi Barrani, le général Ugo Cavallero¹¹ prend l'initiative, le 19 décembre, de solliciter l'aide allemande en Libye auprès de von Rintelen. Cette demande est formulée par le général Gandin, chef des opérations au *Comando Supremo*, lors d'une visite du sous-secrétaire d'État italien à l'industrie de guerre à Berlin le 28 décembre 1940. Au départ, elle ne porte que sur un détachement de Panzer pour aider à la défense de Tripoli. Cette demande est appuyée par von Rintelen et par la Kriegsmarine, qui s'inquiète des progrès britanniques en Méditerranée. Il est clair que dès la fin de 1940, le concept de « guerres parallèles » a vécu.

Hitler accepte le 11 janvier le principe de l'envoi en urgence d'un *Sperrverband* « Libien », c'est-à-dire un

détachement d'arrêt, dont le noyau serait une simple *Panzer-Kompanie* appuyée par de l'infanterie motorisée et soutenue par des services.

C'est ainsi que, le 15 janvier 1941, la 3^{ème} Panzer-division, reçoit pour ordre de l'O. K. H. de détacher certaines de ses unités en vue de former une *leichte Division*, c'est-à-dire une division légère formée à partir de ces unités et d'autres tirées de la 5^{ème} Panzer-division¹².



Une unité motorisée dans une oasis, qui ressemble à l'oasis de Marauda, vient de débarquer en Afrique. Le matériel est neuf et les uniformes ne sont pas encore usés par le climat désertique. Pendant le mois de mars 1941, les unités vont poursuivre leur adaptation à ce théâtre des opérations en se constituant autour d'un noyau de blindés de combats (Panzers, automitrailleuses, canons portés...) auquel s'adjoindra tout un ensemble de véhicules hétéroclites de servitude (à droite, on observe une Horch Kfz. 17 Funkwagen dont l'antenne est repliée), la plupart tractant remorques ou pièces d'artillerie

Collection Mas

Le principe de l'envoi de cette division légère allemande, dotée d'une importante capacité antichar, est acté le 20 janvier 1941 lors d'une réunion entre Hitler et Mussolini à Berchtesgaden. Dès le 21, les ordres pour son transfert en Italie sont établis¹³, et elle est placée sous les ordres du généralmajor Funck, qui part immédiatement pour Tripoli pour préparer son arrivée.

Dès le 1^{er} février, il rédige un rapport très pessimiste qui précise qu'une seule division légère ne sera pas suffisante sur place et qu'une deuxième division de Panzer est nécessaire. Cette suggestion cadrant avec les idées de Berlin, elle est aisément admise. Mais Funck ajoute qu'en l'état de la situation dramatique des Italiens, seule la région voisine de Tripoli peut encore être tenue et défendue. Halder refuse complètement l'idée d'une défense pelotonnée autour de la capitale de la Tripolitaine, qui n'aurait aucun sens. Elle n'empêcherait pas les Britanniques d'entrer en contact avec les Français en Afrique du Nord, et ne justifierait pas l'envoi d'unités allemandes.

Dès le 3 février, l'ordre est donné de retirer la 15^{ème}

9 : Envoi proposé dès le 30 octobre par von Rintelen à Badoglio qui repousse l'idée à la conférence du 15 novembre.

10 : Elle passe sous le commandement d'un certain Walter Model le 15 novembre 1940.

11 : Il a remplacé le 26 novembre Badoglio à la suite des défaites en Grèce.

12 : Cette division, qui a combattu pendant la campagne de 1940 « dans l'ombre » de la 7^{ème} division de panzer de Rommel, a subi tout le poids de sa vindicte et de sa mauvaise foi. Ceci ne sera pas sans conséquence sur la première campagne.

13 : Ordre OKW/WFSt 44046/41

Panzer-division des forces se préparant à l'invasion des Balkans, pour être envoyée en Afrique¹⁴.

Le général Funck est remplacé par Rommel, sur la décision personnelle d'Hitler, défavorablement impressionné par le pessimisme du malheureux¹⁵, et qui saisit l'occasion de placer son général préféré à un commandement fortement médiatisé.

Dans le même temps, les Allemands décident de solliciter les Italiens pour qu'ils renoncent à se cantonner à une défense autour de Tripoli. Rome n'est bien évidemment pas du tout au courant de ce projet, et relève aussitôt Graziani, qui est remplacé par Gariboldi.

De même, les Italiens ne sont plus en position de force et acceptent donc l'idée du transfert de deux divisions allemandes.

La composition des unités du commandement allemand en Libye¹⁶ est fixée par différents ordres, les effectifs passant d'un Sperrverband, à une division légère renforcée. Au 10 février, les unités sont les suivantes¹⁷ :



Colonne de Panzers III Ausf. de la 21 Panzers-division progressant vers le front à proximité de l'Arco dei Fileni, et montant au front. C'est une scène fréquente tout au long de la campagne marquée par des va-et-vient entre Mers el Brega et la frontière égyptienne. Notons en arrière-plan les SM 82 et les Ju 52 de transport. Les hommes furent souvent transportés par voie aérienne.

Collection Mas

État-major Generalleutnant Rommel (chef d'état-major : Oberstleutnant vom den Borne, ancien chef d'état-major de la 3^{ème} Panzer-division) ;

État-major de la 5^{ème} Leichte-division (mot.) du generalmajor Streich ;

5^{ème} régiment de Panzers (Oberst Olbrich) sur deux bataillons de Panzers ;

14 : Ordre OKW 44089/41.

15 : Il va remplacer Rommel à la tête de la 7^{ème} Panzer-division.

16 : Stab des Befehlshabers der deutschen Truppen in Libyen.

17 : Ordre OKH 44089/41.

200^{ème} régiment spécial (z.b.V.) (Oberstleutnant Graf von Schwerin) sur deux bataillons de mitrailleurs (MG Btl 5 et 8) ;

3^{ème} bataillon de reconnaissance (Oberstleutnant Wechmar) renforcé ;

605^{ème} et 39^{ème} bataillons antichars motorisés (Major Schültze et Janser) ;

1^{er} groupe du 75^{ème} régiment d'artillerie (Major Lorenz) ;

1^{er} groupe du 33^{ème} régiment antiaérien renforcé par le 606^{ème} bataillon ;

2^{ème} escadrille (H)/14^{ème} groupe aérien de reconnaissance ;

1^{er} bataillon du 39^{ème} régiment de pionniers motorisés ;

Nombreux services de soutien.

Le cadre d'emploi des Allemands en Libye est fixé par la circulaire n°6339 datée du mardi 11 février 1941¹⁸, cosignée par le *Generalfeldmarschall* Wilhelm Keitel et le général Alfredo Guzzoni :

« 1 - Les troupes allemandes en Libye et en Albanie seront tactiquement à la disposition immédiate du commandement supérieur compétent.

2 - Elles doivent exclusivement être employées en unités complètes constituées, soit au moins une division. Des exceptions sont cependant admises à cette obligation, à la latitude du commandant allemand : si elles sont menacées avant qu'elles n'aient pu être complètement réunies ou lorsque la situation est si grave que leur emploi regroupé pourrait engendrer la perte complète du théâtre d'opération concerné.

3 - Une fois engagées, les unités allemandes doivent rester sous commandement allemand et ne peuvent être réparties sur différents secteurs du front.

4 - Dans le cas où les unités allemandes se verraient attribuer une tâche qui selon le commandement allemand pourrait n'aboutir qu'à un grave échec ou à une atteinte au prestige des Armées allemandes, le commandement allemand a le droit et le devoir, en informant le général allemand de liaison au Comando Supremo à Rome, de solliciter la décision du Führer, ou au moins de l'Oberkommando des Heeres.

5 - Le X. Fliegerkorps reste sous la subordination du commandement de la Luftwaffe, sous la seule subordination du Reichsmarschall Göring. Sur la base de ses instructions, le corps aérien allemand exécute ses tâches en étroite collaboration avec les commandements italiens concernés. »

Les Allemands envoyés en Afrique sont donc soumis à deux structures hiérarchiques différentes, selon qu'ils relèvent de l'armée de terre ou de l'aviation (Luftwaffe). La marine allemande est en outre chargée du transfert et du ravitaillement. De plus, les unités du DAK sont aux ordres des Italiens mais disposent d'une possibilité « d'appel » directement à Berlin (à l'O. K. H. ou à Hitler) dans certaines situations définies de manière assez vagues.

18 : La référence allemande OKW/WFSt 44075/41.

Cette organisation du commandement est bien trop complexe, en ce qu'elle fait intervenir les trois états-majors allemands, et le commandement italien sans centralisation. En outre, la double hiérarchie du DAK à Rome et à Berlin va être aggravée par l'individualisme de Rommel, et ses liens particuliers avec Hitler. Pour illustrer notre propos nous joignons en illustration les schémas établis à l'époque pour l'organisation des commandements au sein du DAK pendant le transfert (schéma 1) puis une fois le transfert terminé (schéma 2).

En voulant préserver les intérêts de chaque pays, et notamment pour des questions de prestige, l'Axe met à mal l'efficacité opérationnelle, et met en place les conditions de la défaite et de la mésentente.

Enfin, soucieux de flatter l'orgueil de Rommel¹⁹ et pour des raisons médiatiques évidentes, Hitler ordonne le 18 février que l'ensemble des unités allemandes envoyées en Tripolitaine s'appellera « Deutsches Afrika-Korps » (DAK)²⁰.

Le transfert du DAK

L'urgence de la situation impose le déploiement rapide des premières unités. C'est ainsi que les premiers éléments ont été extraits de la 3^{ème} Panzer-division dès le 15 janvier 1941. Mettant à profit les études préparatoires menées au sein de cette unité l'automne précédent, les véhicules sont chargés immédiatement sur les wagons et les premiers trains partent pour Naples.

Le transfert est prévu en trois groupes, deux avec les premières unités combattantes, et un avec les unités de service.

Le chargement des unités sur les navires à Naples et leur déchargement à Tripoli sont supervisés par deux groupes spécialisés, les V.P. I (Naples) et V.P.II (Tripoli). Les officiers marins, au nombre de 4, partent en avion d'Allemagne dès le 5 février pour atterrir à Tripoli à 19 h 30 après des escales à Rome et Catane en Sicile.

Le temps presse et tout est à faire : si l'opération n'a rien à voir avec un débarquement amphibie sur une côte hostile, elle n'en est pas moins compliquée car il faut organiser, avec les infrastructures italiennes en Libye, l'arrivée de forces modernes.

La marine allemande est chargée, avec les navires réfugiés en Italie au moment de la déclaration de guerre de 1939, d'effectuer le transfert, les moyens italiens étant affectés en priorité aux renforts italiens et au ravitaillement de l'ensemble de la colonie. Ces navires sont organisés en 4 groupes (schiffestaffel) qui vont alterner les trajets, toujours dans le même ordre en théorie.

Et le temps presse puisque dès le 11 février arrivent à Tripoli les premiers éléments (en fait le groupe III, celui des services²¹).

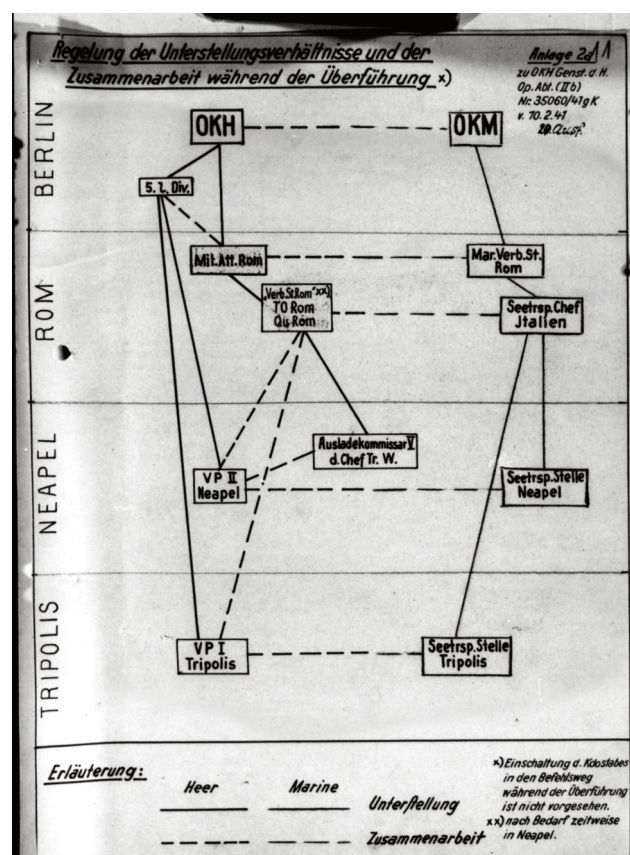


schéma 1

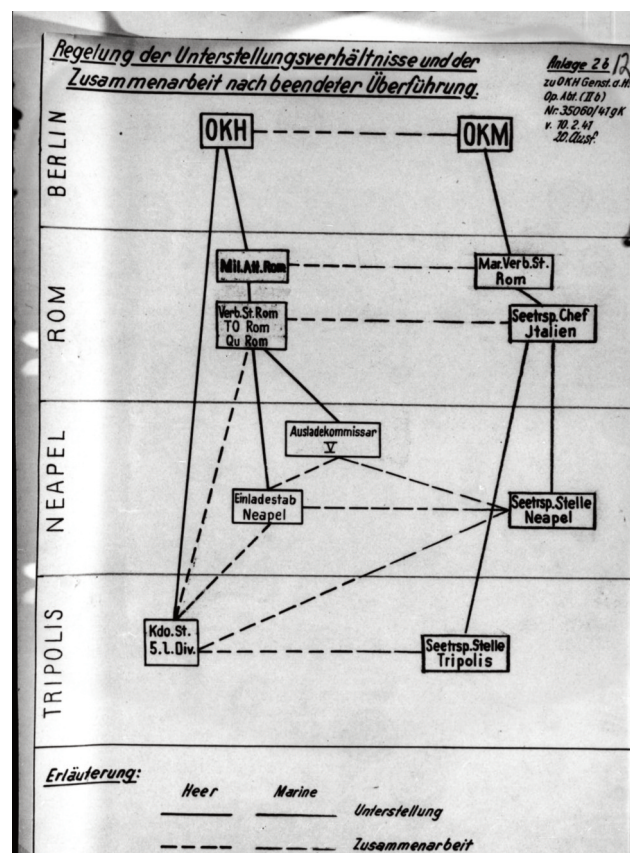


schéma 2

19 : Rommel a combattu en 1916 et 1917 au sein de l'Alpenkorps en Roumanie et en Italie.

20 : Ordre OKW / WFSt 44189/41 signé le 19 février par le général Warlimont.

21 : Hôpital militaire 4/572, et 3 colonnes de véhicules lourds de transport.

Les premières unités combattantes²² de la 5^{ème} division légère du Generaleutnant Johannes Streich débarquent à partir des vendredi 14 et samedi 15

22 : Le 39^{ème} bataillon antichar et le 3^{ème} bataillon de reconnaissance.

février 1941, soit moins d'un mois après que la décision d'intervenir ait été avalisée.

Rommel est alors arrivé en Libye et participe activement à l'organisation de l'arrivée de ses premières unités, qu'il fait défiler dans les rues de Tripoli le 15 après-midi, lors d'une cérémonie largement couverte par les actualités allemandes.

Les convois se succèdent ensuite à intervalles réduits, mettant rapidement en difficulté les capacités de déchargement du port, à tel point que les soldats à peine débarqués vont souvent aider au déchargement de leurs matériels. Les arrivées sont alors les suivantes :

20 février : bataillon de flak lourde (I./ 33) ;

25-26 février : fin du bataillon de flak lourde, bataillon radio, échelon au sol de l'escadrille de reconnaissance aérienne et 4 colonnes de transport ;



Différentes scènes du déploiement d'un 88 Flak 18 en plein milieu du champ de bataille désertique. Les Flak-Abteilung vont être répartis auprès de toutes les grandes unités blindées, les pièces de 8,8cm étant désormais indispensables pour espérer combattre les tanks ennemis, qu'il s'agisse des Matilda Mk II ou des M3 Grants.

Collection Mas



Les artilleurs de la pièce s'affairent à fixer la pièce avant de détacher les trains avant et arrière. Les 88 équipent les 1. 2. et 3. Batterien de chaque Flak-regiment (Flak-regiment 18 et 33 en Libye). Il s'agit pour l'essentiel de canons de Type 8,8cm Flak 18.

Collection Mas

27-28 février : 8^{ème} bataillon de mitrailleurs, état-major divisionnaire, éléments du 2^{ème} bataillon de mitrailleurs et des services mécaniciens du régiment de panzers ;

3-4 mars : état-major du 200^{ème} régiment spécial, et des camions de transport ;

6-7 mars : 2^{ème} bataillon de mitrailleurs et des camions de transport ;

8 mars : état-major et 2^{ème} bataillon du Panzer-regiment 5 ;

10 mars : 1^{er} bataillon du Panzer-regiment 5 ;

18 mars : compagnie de la poste (Kurierstaffel) et éléments du 605^{ème} bataillon antichar ;

21 mars : 1^{er} groupe du 7^{ème} régiment d'artillerie, restes du bataillon radio et du 605^{ème} bataillon antichar et des camions de transport.



Une pièce de 15,5cm schwere Feldhaubitze 18 tractée par un SdKfz à travers le désert. Confronté au siège de Tobrouk, Rommel cherchera à renforcer ses moyens en artillerie, particulièrement faibles dans le DAK initialement envoyé en Afrique.

Collection Mas

On le voit, le transfert de la majeure partie des éléments sera terminé en un mois, ce qui représente une gageure compte tenu des problèmes rencontrés.

Le transfert de la 15^{ème} division de panzers suit dans la foulée, et est même accéléré lorsque Rommel se retrouve bloqué devant Tobrouk dans une situation très précaire.

Cette projection d'une division légère suivie d'une division de Panzer à un régiment se déroule avec un taux de pertes très réduit, surtout comparé à celui subi par les convois à partir de juin. Mais cela ne signifie pas pour autant que les Anglais restent passifs. Les convois subissent de nombreuses attaques, et les alertes aériennes nocturnes sont fréquentes au-dessus de Tripoli. De fait la traversée n'est jamais une partie de plaisir, et les Alliés maintiennent une pression permanente sur les communications entre l'Italie et l'Afrique, obligeant l'Axe à user ses forces pour protéger les navires.

Il faut aussi gérer les avaries et les incidents qui posent souvent des problèmes inattendus, retardant des convois, désorganisant le chargement ou le déchargement. Il n'est ainsi pas rare de voir des navires quitter l'Italie en partie vide ou le port de Tripoli incomplètement déchargés.

Étudios par exemple le transfert des deux bataillons du Panzer-regiment 5, élément clé de la 5^{ème} division légère. Il est transféré le 7 février à la 5^{ème} division légère et doit charger immédiatement ses chars sur les trains en partance pour Naples. Lors de

l'embarquement, un incendie se déclare sur le cargo « Leverkusen » dans la rade de Naples, occasionnant la perte de 10 Pz III et 3 Pz IV, ainsi que de nombreux véhicules légers. Il arrive donc en Libye avec les effectifs suivants : 25 Pz I, 45 Pz II, 61 Pz III et 17 Pz IV, ainsi que 7 chars de commandement.

Les chars perdus à Naples sont immédiatement renvoyés depuis l'Allemagne, mais ils ne rallieront l'Afrique que bien plus tard. Ils arrivent devant Tobrouk le 29 avril 1942.

Cette question du délai, incompressible pour transférer des unités aussi lourdes, est important pour bien comprendre l'ensemble des enjeux du secteur, nous y reviendront dans notre conclusion.

Sur le plan analytique, il est intéressant de voir que les unités arrivées en premier correspondent bien à l'idée de départ sous-tendant l'intervention allemande en Afrique italienne : stopper l'avance des forces motorisées alliées. Logiquement, les unités de reconnaissance et antichars ont donc été prioritaires. Ensuite, le dispositif est progressivement étoffé par l'adjonction de troupes appartenant à différentes Armes, étant entendu que le *Panzer-Regiment* arrive tardivement. De même, il convient de souligner la faiblesse des effectifs d'infanterie et le fait que les munitions ne parviendront pas tout de suite, la priorité étant d'abord donnée au transport des hommes et de leur matériel.

La tropicalisation du DAK

L'ensemble des études et des rapports rédigés à l'époque, ou juste après la guerre, met l'accent sur le fait que les premières unités envoyées en Libye n'ont pas d'équipement particulier, à l'exception d'un uniforme spécialement créé et qui fait la silhouette si caractéristique des premiers soldats de Rommel. Cet uniforme est rapidement abandonné au profit d'effets plus adaptés, tirés notamment de vieux stocks de l'armée française ou de l'uniforme de la Luftwaffe. Plus tard, les hommes s'équipent beaucoup à partir d'effets de prise.

De même, les hommes n'ont pas le temps de recevoir un entraînement aux opérations dans le désert.

En fait, l'équipement est progressivement amélioré et adapté directement sur place, de manière empirique sur la base de tests et d'erreurs corrigées.

Pour autant, cela ne doit pas masquer qu'un gros effort d'étude a été fait à partir de l'été 1940, notamment au sein de la 3^{ème} division de panzer, dont sont issues une grande partie des unités envoyées en Afrique.

Que ce soit pour préparer une aide aux Italiens, ou une opération contre Gibraltar, les Allemands réfléchissent dès le mois d'août 1940 aux conditions d'engagement de troupes dans un environnement tropical.

Sur la base des expériences des anciens colons allemands d'Afrique ou des vétérans des forces envoyées en Turquie pendant la Première Guerre mondiale, des études sont réalisées sur les questions de climat, de géographie, et les questions sanitaires.

À partir du 13 septembre 1940, la 3^{ème} division concentre ces études et commence à les mettre en œuvre en menant notamment une sélection médicale,

sur la base de l'expérience acquise en Espagne avec la Légion Condor essentiellement.

Mais la préparation doit aussi porter sur les méthodes de chargement et de transport par rail et par navires du matériel d'une division de Panzer, grâce au soutien de l'expérience acquise en Norvège, et des travaux préparatoires à l'invasion de l'Angleterre. Plusieurs officiers étudient ainsi ces préparatifs à Anvers²³ à partir du 9 octobre.

La division est rééquipée en camions neufs de type Ford. Les Allemands pensent que les moteurs diesel sont plus exposés dans le désert à des surchauffes, ce qui se révélera faux. De même, les véhicules de transport allemands sont souvent montés sur des essieux doublés, ce qui posera des difficultés sur les pistes rocailleuses. Les pneus allemands se montrent inadaptés à la conduite dans le sable ou les terrains meubles, étant trop étroits. C'est ainsi qu'à partir de 1942, les véhicules légers sont rééquipés de pneus ballons.



Le moral des soldats éloignés de leur patrie, confrontés à un climat extrême et bien différent de celui de leur pays doit être soutenu, surtout qu'à partir de juin 1941, la campagne de Libye passe au second plan par rapport à l'invasion de l'URSS.

Collection Mas

Sur le terrain, les mécaniciens développent un filtre à huile spécifique, permettant d'augmenter considérablement la durée de vie des moteurs, passant pour un Panzer de 1 000-1 500 km à 2-3 000 km.

Enfin, les motos et les side-cars se révèlent trop fragiles au sable et à la poussière. Les unités de motocyclistes sont donc progressivement transformées en infanterie classique sur camions.

C'est dans le domaine de la logistique que les unités allemandes sont rapidement confrontées aux problèmes les plus graves.

Pourtant l'étude de la question du transport est essentielle pour permettre le ravitaillement des unités éloignées des ports où sont déchargés les munitions, le carburant, les vivres et les pièces de rechange...

Les études préliminaires imposent ainsi 3 fois plus de camions que pour une Panzer-division engagée sur le continent. Mais dès le 20 février 1941, une note

23 : Au près du XXXXI^{ème} Korps.

spécifique de l'O. K. H. demande à ce que les responsables de la Logistique de l'armée allemande (c'est-à-dire le général Wagner, Quartier maître général) se mettent en rapport avec l'O. K. W. pour vérifier que le déploiement du DAK ne vienne pas entraver la préparation de l'opération « Barbarossa », c'est-à-dire l'invasion de l'URSS.

Et c'est ce qui explique que Rommel ne recevra que le double des camions normalement alloués à une division de panzer. Vu de Berlin, cela paraît large alors qu'en Libye ce sera trop juste.



Une section de mitrailleuses lourdes Vickers d'une unité d'infanterie néo-zélandaise à l'entraînement. La campagne en Afrique impliquera de nombreuses unités du Commonwealth, ce qui engendrera un malaise de plus en plus perceptible aboutissant à une crise ouverte fin juillet 1942 à El Alamein, lorsque Néo-zélandais et Australiens refusent de monter à l'assaut, accusant les Britanniques d'éviter les combats.

Collection Mas

Les unités doivent donc assurer elles-mêmes leur propre ravitaillement avec leurs véhicules propres. Les Italiens sont également mis à contribution pour le transport des vivres et de l'eau potable ce qui génère très tôt des frictions, leurs moyens étant déjà limités pour leur propre ravitaillement.

On le comprend en filigrane, à l'orée de la grande campagne contre l'Armée Rouge, l'Allemagne ne dispose pas d'assez de moyens et doit faire des choix.

En amont, le transport du ravitaillement allemand depuis le col du Brenner jusqu'au front en Libye est à la charge d'une administration propre à la Wehrmacht qui doit toutefois agir en étroite coopération avec le département italien du transport.

En aval, les deux groupes chargés de superviser le transfert des unités contrôlent ensuite le ravitaillement du DAK, au sein du *See-Transportchef* « Afrika », basé à Naples et à Tripoli, avec une antenne à Benghazi après le 6 avril.

Le transport des troupes de l'*Afrika-Korps* et de son ravitaillement reste du ressort des navires allemands regroupés sous commandement spécifique.

Mais en pratique, le chargement, le déchargement et la protection des convois restent tributaires de l'allié italien.

Sur le papier, il s'agit d'une organisation respectueuse du principe de « guerre parallèle » dont nous avons déjà parlé. Il va sans dire qu'elle ne résistera pas

longtemps à la tournure prise par les événements !

En effet, dans leurs calculs, les planificateurs berlinois ont considéré que le DAK resterait en Tripolitaine, le temps de constituer des réserves et de concentrer les forces pour lancer l'offensive de reconquête de la Cyrénaïque.

Or, Rommel ne l'entend pas de cette oreille, et il lance rapidement ses unités vers l'avant, sans tenir aucun compte de ses capacités logistiques.

C'est ainsi que la simple projection de la *Gruppe* Wechmar jusqu'à En-Nofilia, qui n'est partie qu'avec cinq jours de ravitaillement, la met *de facto* au-delà des capacités de transport par route du DAK.

L'aide italienne est donc sollicitée dès le 20 février et, malgré quelques difficultés, un premier dépôt est constitué à En-Nofilia grâce à la mise en œuvre de deux petits caboteurs qui font la navette entre Buerat et Tripoli. L'unité de purification de l'eau, qui a commencé à construire un puits à Homs, est réquisitionnée pour débarquer le ravitaillement des navires à Buerat.

Conclusion

Il ressort de cette petite étude que la constitution du DAK et son transfert en Afrique sont loin d'être une opération modèle, mais au contraire une succession de décisions partielles et d'improvisations.

Parti d'un groupe d'unités motorisées chargé d'une mission défensive, le DAK devient un corps d'armée blindé, avec une division légère et une division de panzer nouvelle (la 15^{ème}) soutenues par de nombreuses unités de services et de support.

Au 19 mars 1941, l'O. K. H. demande même l'étude de l'envoi d'un deuxième corps d'armée de deux panzer-division et d'une division d'infanterie en renfort, sûrement pour préparer la suite de la victoire en URSS.

Mais au-delà des aspects liés à la création de ce corps qui va pendant 3 années se couvrir de gloire dans le désert, cette étude est aussi intéressante en ce qu'elle montre trois points essentiels pour toute réflexion sur la Seconde Guerre mondiale en Méditerranée, notamment en 1940.

D'abord, il suffit de se rappeler que l'envoi d'une division légère d'Italie vers un port africain ami a pris plus de 2 mois entre l'ordre (10 janvier) et le dernier débarquement (21 mars). Le transfert de la 15^{ème} division de panzer et des éléments permettant de transformer la division légère en division de panzer prendra encore plus de 3 mois (d'avril à début juillet²⁴).

Et un tel transfert, effectué dans l'urgence a bénéficié de trois facteurs favorables : une préparation pendant l'automne 1940 (rappelons que les troupes envoyées en Afrique avaient déjà été sélectionnées médicalement en octobre 1940), une distance faible et une maîtrise des mers et des ports d'embarquement et de débarquement.

24 : Ce délai est le délai classique pour toutes les unités. Par exemple, pour la *Schwere-Mot. Artillerie-abteilung 408*, qui commence sa tropicalisation en Prusse début avril et arrive fin juillet en Afrique.

Imaginons maintenant en juillet 1940 une France ayant refusé la défaite et poursuivant avec sa flotte la lutte dans ses colonies, et nous ne pouvons que constater que la Wehrmacht durant l'été 1940 n'avait pas les moyens d'engager des forces en nombre suffisant avant au plus tôt le mois de décembre. Et encore il se serait agi alors d'un débarquement de vive force à partir de ports occupés, face à une flotte supérieure en nombre, et sur des distances autrement plus importantes.

Le gigantesque coup de bluff réussi fin juin 1940 par Hitler, qui obtient la neutralisation de la flotte et des territoires français d'outre-mer grâce à la collaboration de Vichy, n'en est que plus évident puisque les conditions du transfert du DAK en 1941 démontrent que la Wehrmacht n'avait pas les moyens durant l'été 1940 de menacer sérieusement le Maghreb avant un très (trop) long délai.

Ensuite, l'envoi de Rommel en Afrique marque une nouvelle étape dans les tentatives maladroites et désordonnées d'Hitler de parvenir à imposer une paix à la Grande-Bretagne en feignant de menacer ses possessions en Égypte. Tout dans l'organisation de

cette opération, menée à la va-vite pour sauver les possessions italiennes en Tripolitaine et entourée de la plus grande publicité, montre combien la Méditerranée est alors un théâtre d'opération secondaire pour Berlin.

Pendant longtemps, il m'a semblé que le choix de Rommel pour commander en Libye avait été le pire qui fut, l'impétueux souabe étant incapable de s'intégrer dans un commandement international et interarmes, surtout avec les italiens, contre lesquels il avait accompli en 1917 ses plus brillants exploits à Caporetto et Longarone. Maintenant, si l'on replace cette nomination dans le contexte de la stratégie hitlérienne, on conçoit qu'il s'agit au contraire d'un très bon choix : Hitler « joue » en Afrique son meilleur général de Panzer pour tromper le monde sur la réalité de son effort principal vers l'Est. Et cela a marché !



Des soldats alliés en train de progresser en plein désert. Le terrain n'offre aucun couvert et c'est ce qui explique la supériorité des tanks et des unités motorisées. L'infanterie va bientôt être limitée aux assauts nocturnes, technique testée en juin 1942 lors de la bataille de Gazala, améliorée par Auchinleck à El Alamein, avant de devenir une méthode éprouvée et efficace pour percer les positions défensives de l'Axe en novembre 42.

Collection Mas

Enfin, la création du DAK symbolise à merveille les limites et les faiblesses de l'alliance entre l'Italie et l'Allemagne. En effet, ces deux nations fascistes ne peuvent par postulat idéologique accepter une limitation des prérogatives militaires de leur dictateur. C'est ainsi que contrairement aux Alliés, seul le concept de « guerre parallèle » était envisageable, empêchant tout commandement unifié.

Or, les opérations mettant en œuvre des forces coalisées de plusieurs pays nécessitent encore plus de coordination et d'intégration, les dangers de frictions étant encore plus importants.

Dès le mois de janvier 1941, l'absence de commandement unifié se fait sentir sur la constitution du DAK, et elle pèsera sur toute la campagne de l'Axe en Afrique du Nord, qui se distinguera par une absence totale de vision stratégique à long terme, les coups tactiques se succédant sans cohérence d'ensemble ni soucis d'emporter la décision.

Une telle situation déjà bien visible dès le début de 1941, n'a pas posé de soucis car pour l'Allemagne, l'Afrique du Nord est un théâtre secondaire et même le dernier endroit où Hitler veut forcer la victoire.

Bibliographie

Documents des archives de l'O. K. W. sur le DAK – Greiner Entwürfe.

Documents des archives de l'O. K. H. sur le DAK - Rolls NARA T78-324.

KTb de la 3. Panzer-division.

KTb du Deutsches Afrika-Korps.

KTb der Seetransporthauptstelle Tripolis.

Thomas L. Jentz, *Tank Combat in North Africa – Vol 1 The opening Rounds*, Schiffer.

Roger J. Bender et Richard D. Law, *Uniforms, organization and history of the Afrikakorps*, Bender Publishing.

Cédric Mas, *L'Afrikakorps vol. 1 : 1941*, Hors-série BATAILLES & BLINDES n°6..



Les relations germano-italiennes sur les théâtres d'opérations nord-africain et méditerranéen

Par David Zambon

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les relations germano-italiennes connaissent des phases distinctes. À mesure que l'Italie glisse dans le rôle de junior partner de l'Allemagne nazie et ne devient plus qu'un simple satellite de la nébuleuse « axiste », elle perd son statut de « Puissance » et, surtout, sa « liberté d'action ». Les conséquences sur les rapports entre les deux alliés sont sensibles, à différentes échelles. Nous tenterons d'en donner ici une vision synthétique.

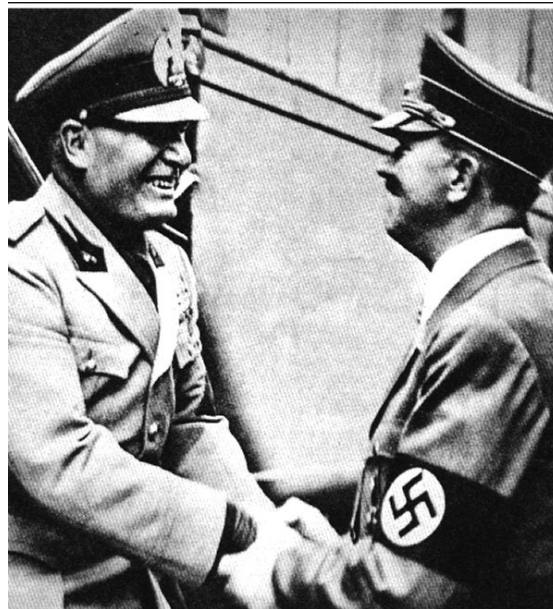
L'échec de la « guerre parallèle », tournant des rapports entre partenaires de l'Axe

Pour comprendre les relations germano-italiennes, il est nécessaire de remonter à leur genèse, plus précisément à la signature du « pacte d'acier » le 22 mai 1939. Partisan du *statu quo* en Europe centrale et balkanique, qu'il inclut dans la « sphère d'influence italienne », Mussolini encaisse mal l'annexion de la Bohême et de la Moravie par l'Allemagne.

Pour autant, il considère que l'Italie n'a pas d'autre choix que de se lier davantage encore à l'Allemagne s'il veut satisfaire les ambitions qui sont les siennes, à savoir la consolidation du régime et l'achèvement de la « révolution fasciste » ainsi que la conquête d'un « espace vital », dont les contours restent assez flous à l'époque. Impressionné par Hitler et les réalisations des nazis lors de ses voyages officiels, il en craint aussi la puissance. Conscient des carences de ses forces armées, il mise surtout sur l'action diplomatique ; c'est pourquoi il redoute l'isolement et cherche dans l'alliance avec l'Allemagne une épaule forte destinée à le soutenir dans ses revendications territoriales, d'autant plus que la France fait comprendre qu'il faudra lui passer sur le corps pour lui arracher Nice, la Corse, la Tunisie et Djibouti. Ciano et Ribbentrop, les ministres des Affaires étrangères, travaillent donc à l'accord qui doit graver dans le marbre l'alliance entre l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie. Même si Ciano prévient que l'Italie ne peut s'engager militairement avant 1943, aucune garantie ne lui est donnée que les appétits allemands patienteront jusque là.

Le « pacte d'acier » place *de facto* l'Italie en position d'infériorité et non pas de parité avec son allié. Il est important de préciser que les deux partenaires n'ont jamais ratifié de clauses stipulant les « domaines réservés » ou les « sphères d'influence » de chacun. Il n'y a que de « bonnes paroles » entre les deux dictateurs, rien de plus. Il n'y a pas non plus de stratégie commune ni de buts de guerre convergents, tout juste existe-t-il quelques ébauches de coopération entre les deux marines de guerre, discutées lors de la conférence de Friedrichshafen (20-21 juin 1939). Peu avant l'agression allemande contre la Pologne, l'Italie admet indirectement son impréparation militaire en sollicitant du *Reich* l'équivalent de plus de 17 000 trains de fournitures diverses, exagérées, certes, mais qui confirment que

le pays dépend de l'étranger pour les matières premières.



Au printemps 1940, et au nom d'une sacro-sainte liberté d'action par rapport au *Reich*, naît l'idée d'une « guerre parallèle », c'est-à-dire, dans l'esprit de Benito Mussolini, d'une action militaire autonome et limitée dans le temps. Celle-ci doit avoir lieu en Méditerranée et en Afrique. Le Duce en fait part à Hitler le 18 mars, et l'entrée en guerre ne doit intervenir qu'après l'offensive allemande à l'Ouest. N'imaginant pas un seul instant que son allié puisse avoir raison de la France facilement, il pense gagner du temps : sa stratégie « politique » est confirmée par l'attitude résolument défensive qu'il imprime à ses forces armées, même après l'entrée en guerre du 10 juin. La décision d'attaquer dans les Alpes n'est motivée que par la crainte de se voir privé de gains territoriaux ; aucune armée au monde n'est capable de passer, en quelques heures, de la défensive à l'offensive, et c'est ce qui explique l'échec italien sur le front alpin (21-24 juin), plus que toute autre considération.

À ce moment précis, Mussolini est convaincu que l'Allemagne n'est pas disposée à soutenir l'Italie dans ses revendications, ce qui est confirmé par la signature de deux armistices séparés qui lui sont défavorables. C'est pourquoi il lui paraît indispensable de mener cette « guerre parallèle », « non pas pour l'Allemagne, ni avec l'Allemagne mais aux côtés de l'Allemagne », tout en comptant sur la puissance militaire de son allié pour l'y aider, indirectement. En effet, la France éliminée, il ne reste plus que la Grande-Bretagne en état de contrarier ses projets ; comme la « sœur latine », Albion doit s'incliner face à la force brutale de la *Wehrmacht*, il en est convaincu. L'Angleterre vaincue, les territoires désirés doivent tomber dans l'escarcelle italienne. Pourtant, l'Italie ne peut évoluer de façon totalement indépendante dans sa « sphère d'influence »

méditerranéenne. Sans le charbon, le fer, le pétrole et d'autres matières indispensables que lui livre le *Reich*, elle est incapable de faire fonctionner son économie de guerre. Avec la pénétration allemande en Europe danubienne, à laquelle l'Italie ne peut s'opposer, cette dépendance est accrue. Enfin, l'opération *Seelöwe* étant reportée *sine die*, Mussolini craint un règlement diplomatique du conflit, dont il serait le grand absent.

Ainsi, le 3 août, le 13 septembre puis le 28 octobre 1940, les armées italiennes attaquent respectivement au Somaliland, en Égypte et en Grèce. Hitler apprécie peu l'ouverture d'un front au sud des Balkans, mais probablement à l'époque n' imagine-t-il point que son allié puisse y subir un affront. Il est pourtant parfaitement au courant de l'impréparation italienne, notamment par l'entremise de l'attaché militaire à Rome, le général Enno von Rintelen, qui lui transmet, dès la fin du mois de juillet 1940, qu'il ne faut « *pas beaucoup compter sur l'Italie.* »

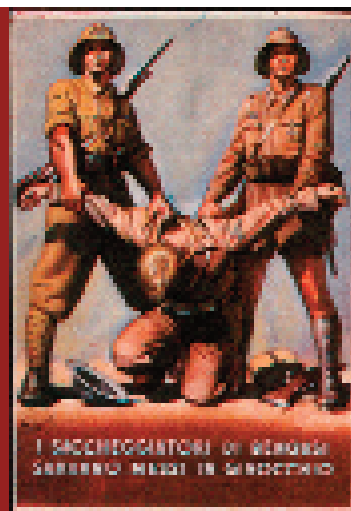
Le 5 septembre, soit huit jours avant l'offensive de Graziani en Égypte, il offre à Mussolini des troupes mécanisées (une à deux divisions blindées selon les sources) et réitère son offre le 5 octobre. Cette proposition, déclinée avec une certaine suffisance, a surtout pour but de montrer sa solidarité, mais on peut se demander si la présence très tôt en Égypte d'unités allemandes, même limitées, n'aurait pas eu un effet psychologique non seulement sur les Italiens mais aussi sur les Britanniques. Les menus succès de la « guerre parallèle » ne durent pas : la débâcle en Épire finit de consumer le peu de crédit dont jouissent les forces armées italiennes auprès de l'OKW.



Vignette satirique du journal *La rason de Buenos Aires*. « Veux-tu une petite poussette ? », demande Hitler au Duce. « Oui, mais pas trop forte, j'ai peur du mal de mer ! ». (DR)

Le 4 décembre 1940, la position de Mussolini évolue quelque peu, avec l'acceptation de l'envoi du *X Fliegerkorps* en Sicile, destiné à épauler la *Regia Aeronautica* pour la neutralisation de Malte, mais le début de l'opération *Compass*, le 9 décembre, contraint le Duce à demander officiellement une aide substantielle à son allié (« une division blindée et du matériel pour équiper 10 divisions ») dix jours plus tard. Hitler, s'il ne peut répondre qu'en partie à ces

sollicitations, doit néanmoins adopter des mesures drastiques. Il lui est impossible de laisser les Italiens perdre pied en Libye, en Méditerranée et, surtout, dans les Balkans, alors que le projet *Barbarossa* est en cours de maturation. Dès lors, la « guerre parallèle » se mute en « guerre subalterne » : pour Hitler, il faut éviter l'effondrement militaire qui entraînerait la fin du régime fasciste et un possible bouleversement des alliances. Lors de la conférence de Merano (13-14 février 1941), la délégation allemande tente de « secouer » un allié véritablement « groggy » : la *Regia Marina* est sommée d'adopter une attitude plus offensive et on lui conseille de mettre en œuvre une tactique différente, ce à quoi les Italiens objectent qu'ils ne disposent pas du carburant nécessaire pour satisfaire ces desiderata. On y détermine aussi les conditions d'envoi de la *Speerverband Afrika*, noyau du futur *Afrikakorps*, dont les conditions d'emploi ont été discutées le 4 février entre Alfredo Guzzoni, sous-secrétaire d'État à la guerre et adjoint d'Ugo Cavallero au *Stato maggiore generale*, et Wilhem Keitel, chef de l'OKW.



Carte postale de propagande de Gino Boccasile. « Les saccageurs de Benghazi seront mis à genoux ». La référence à la présence de l'allié allemand en Libye est très nette, et montre à quel point les Italiens comptent sur lui pour tenir leur empire. (DR)

En Libye en effet, le *Speerverband* est théoriquement placé sous commandement local mais il dépend en réalité directement de Berlin, en particulier face à un ordre dont « l'exécution [...] pourrait engendrer un insuccès grave et donc une minoration du prestige des troupes allemandes, le commandant allemand a le droit et le devoir [...] de requérir la décision du Führer. » Ainsi, les Allemands conservent leur souveraineté de fait et les Italiens ne peuvent rien entreprendre sans leur consentement.

Comando Supremo et Oberkommando der Wehrmacht

Les deux organes de commandement suprême n'ont aucune relation directe contrairement à ce qui se passe chez les Alliés. Hitler et Mussolini se limitent à des échanges épistolaires ponctuels (moins d'une dizaine de lettres pour l'année 1942) et à des rencontres occasionnelles. Le tout est généralement stérile car les courriers ressemblent le plus souvent

à des exercices de rhétorique idéologique : Hitler élude volontairement les points que Mussolini a pu soulever dans la missive antérieure, en particulier lorsqu'ils concernent le théâtre africain ; quant aux « rencontres au sommet », elles sont, selon le général Mario Roatta, chef d'état-major de l'Armée, d'une « banalité désolante. » Le Führer y « rassure » le plus souvent son allié : « *Je vous assure que je ne ferai jamais la paix avec l'Angleterre* », déclare-t-il à Salzbourg lors de l'entrevue des 29 et 30 avril 1942.



Le général Ugo Cavallero (à droite) remplace le maréchal Badoglio en novembre 1940, tombé en disgrâce après les premières semaines de la désastreuse « campagne de Grèce ». Le 19 mai 1941, le Stato maggiore generale devient le Comando Supremo. Cavallero tente d'améliorer la coordination entre les trois armes (quatre avec la milice) mais son attitude face aux Allemands est jugée trop servile par ses pairs. Sur ce cliché, il est en compagnie du général Ettore Baldassare, qui commande la division blindée Ariete puis le XX Corpo d'Armata ; tué le 26 juin 1942, sa perte affecte Rommel, qui le tenait en haute estime. (Luce)

Ni le Duce ni le *Comando Supremo* ne comprennent que le dictateur allemand mène une guerre d'anéantissement contre le « judéo-bolchevisme », et que cette « mission » reste sa seule obsession ; cette naïveté dans l'appréhension des enjeux à l'Est les pousse même à proposer au *Reichskanzler* de signer une paix séparée avec l'URSS, une fois que se profile l'invasion alliée en Méditerranée. C'est pourquoi la conduite des opérations en Méditerranée et en Afrique du Nord passe toujours au second plan. Ainsi, toutes les opérations « promises » sont remises aux calendes grecques, comme l'invasion de Gibraltar ou l'opération amphibie et aéroportée contre Malte, pour lesquelles la participation des forces du *Reich* est indispensable ; les Italiens estiment que les Allemands font preuve de « stupidité stratégique », alors que dans la logique nazie le sort de « leur » guerre se joue à l'Est.

L'absence d'un grand état-major commun, aux compétences militaires et logistiques étendues, prouve encore qu'il n'y a aucune stratégie

convergente. Pour autant, cette réalité n'a rien que de logique. En effet, l'organisation même des deux régimes exclut *de facto* l'hypothétique constitution d'un tel organe, car les deux dictateurs sont les seuls responsables de la conduite des opérations. En Italie, même après la mise sur pied du *Comando Supremo* (mai 1941) et les efforts entrepris par Ugo Cavallero pour améliorer la cohésion entre les trois armes (qu'il souhaite contrôler davantage, en créant l'*Ufficio Operazioni*), Mussolini reste le chef suprême des forces armées ainsi que ministre de la Guerre. C'est donc lui qui valide toutes les décisions importantes (sous l'influence de Hitler, même s'il se promet souvent, si l'on en croit le journal de Ciano, de « l'envoyer au diable ») tandis que les états-majors des trois armes et de la milice ne s'occupent que des aspects « techniques ». Il faut attendre le mois de février 1941 pour que les missions allemandes se fassent plus nombreuses en Italie.



Mussolini a confiance en Hitler mais a surtout besoin de lui pour « arracher » des gains territoriaux à l'Angleterre, comme le montre cette affiche de Gino Boccasile. 1941 doit être l'année décisive. Décisive en effet, puisque l'Italie n'est plus qu'un satellite du III Reich. (Coll. Zambon)

Afin d'assurer le transit des convois de troupes et de matériel en direction du sud de la botte et en Sicile, des bases sont créées tout au long du périple, mais leur fonctionnement dépend directement de Berlin. La collaboration entre alliés de l'Axe ne se conçoit donc, du côté allemand, qu'à partir du moment où Berlin dirige, sans concession. Le dogme de « l'infailibilité germanique » est à considérer lorsque l'on souhaite se pencher sur les rapports germano-italiens. Lors des entrevues, auxquelles participent

occasionnellement Keitel et Cavallero, cette certitude de « contrôler le destin » se mesure au nombre de phrases toutes prêtes qui jalonnent les discussions : « *l'Angleterre demandera la paix* », « *la Russie sera à terre dans deux mois* », etc. La plupart des sollicitations italiennes sont éludées pour des motifs politiques (exemple : contraindre Vichy à autoriser l'usufruit de ses ports en Tunisie) ou considérées avec suffisance, même lorsqu'elles sont pertinentes et défendues (timidement) par les attachés militaires allemands à Rome, comme von Rintelen, Weichold (Marine), Wenninger (Aviation) ou encore le maréchal Albert Kesselring, commandant de l'*Oberbefehlshaber Süd* (organe de commandement créé en novembre 1941). Ces derniers participent régulièrement aux sessions du *Comando Supremo* et aux discussions avec le Duce (Hitler a placé l'*O.B.S.* aux ordres de ce dernier), au Palazzo Venezia, mais leur attitude est versatile et calquée sur celle de l'*OKW* ou de Hitler en personne ; notons tout de même que la réciprocité n'a pas lieu à Berlin !



Deux officiers, l'un allemand (à gauche), l'autre italien (à droite), font le point, entourés de leurs hommes, sur la ligne de front. En 1942, Rommel fait en sorte que les patrouilles soient mixtes, surtout de nuit, car les Allemands, contrairement aux Italiens et à leurs adversaires du Commonwealth, ont des lacunes dans ce domaine. (Coll. Zambon)

Enfin, à partir de l'été 1942, quand les pertes en navires de transport commencent à atteindre un seuil inquiétant, l'hypothèse d'un « craquage » des machines à coder (*Enigma* en particulier) est murmurée, ce que les Allemands estiment « impensable », préférant donner foi aux habiles manipulations britanniques qui évoquent des « indiscretions romaines ». Le complexe de supériorité des nazis tranche avec l'attitude soumise des Italiens (Cavallero en tête), conséquence directe des échecs militaires de la « guerre parallèle ». Il n'en reste pas moins que ces derniers ne versent pas systématiquement dans la servilité absolue, et ce afin de conserver le peu de liberté de manœuvre qui leur reste. Pour les affaires civiles, cela se traduit, par exemple, par la protection de la communauté juive livournaise de Tunisie, qui échappe aux rafles destinées à créer des contingents de forçats. Puis, au mois de mars 1943, le général Vittorio Ambrosio (qui remplace Cavallero à la tête du *Comando Supremo* au 1^{er} février 1943) refuse catégoriquement de placer la *Regia Marina* sous tutelle allemande (comme le demande l'Amiral Dönitz sur sollicitation du Führer) afin « d'assurer les convois pour la Tunisie », tout comme il rejette l'idée d'utiliser des contre-torpilleurs pour pallier le manque de cargos.

En résumé, il est inévitable qu'avec le prolongement de la guerre la direction des opérations échoie au plus fort, c'est-à-dire à Hitler et son aréopage, dont la rudesse heurte la sensibilité italienne. Le tout sous une apparente cordialité ! De cette situation naît une défiance mutuelle, mais surtout une forme d'abattement dans le camp italien, dont les intérêts en Méditerranée et en Afrique sont ostensiblement relégués au second plan. Il n'en reste pas moins que Mussolini tente, jusqu'au bout, de se raccrocher à ses éternelles illusions, n'hésitant pas à proposer de prendre les Anglo-américains à revers en attaquant le Maroc depuis la péninsule ibérique !

Au niveau tactique et logistique

Depuis 1937 existe en Libye un Commandement supérieur des forces armées, nommé *Superasi*, qui est constitué d'un état-major inter-forces dont dépendent les unités des trois armes. Le Gouverneur général de Libye en est le commandant. Deux ans plus tard, une loi place *Superasi* sous la tutelle du *Stato maggiore generale* au niveau stratégique et des chefs d'état-major de chaque arme pour la préparation des opérations.



Le général Enno von Rintelen (ici avec le Duce) est le premier Attaché militaire allemand à Rome. Il faut attendre le printemps 1941 pour que la présence allemande s'étoffe en Italie. Von Rintelen participe à 112 des 300 réunions du Comando Supremo qui ont lieu en 1942. Le puissant réseau qui s'y installe va permettre à Hitler de tenir l'Italie après l'armistice du 8 septembre 1943. (Luce)

Cette organisation, très lourde, est quelque peu simplifiée au début de l'été 1941 lorsque Cavallero obtient des pouvoirs plus étendus dans les domaines logistique et opérationnel en Libye. Mais la présence des Allemands sur place lui crée des problèmes d'une nature différente. En effet, le *Speerverband Afrika*, appelé à s'étoffer, représente le fer de lance du dispositif germano-italien en Afrique du Nord italienne (*ASI : Africa Settentrionale Italiana*) en raison de son équipement moderne qui lui permet de s'adapter très rapidement à la guerre sur ce théâtre d'opérations. Le général Erwin Rommel est théoriquement placé aux ordres de *Superasi* mais,

comme nous l'avons évoqué plus haut, il jouit d'une large autonomie. Ce n'est d'ailleurs pas cet aspect qui envenime les rapports germano-italiens sur place, comme on le croit trop souvent. Le général Italo Gariboldi, qui remplace Rodolfo Graziani à la mi-février 1941, partage globalement les points de vue de Rommel, comme le souligne ce dernier dans sa correspondance à son épouse. Au contraire, c'est sur le plan logistique que le bât blesse.



Intéressant cliché d'une « librairie de campagne », des éditions milanaises Mondadori, qui propose des ouvrages aux soldats allemands et italiens de première ligne. (Coll. Zambon)

En effet, bien que mécanisés et motorisés, l'*Afrikakorps* et le *Fliegerführer Afrika* ont besoin non seulement des camions italiens pour renforcer leurs matériels (250 véhicules leur sont accordés) mais aussi et surtout du système logistique de leur allié pour le ravitaillement. De plus, les intendances italienne et allemande sont à la fois séparées et concurrentes, puisque chacune souhaite accorder la priorité aux unités qui dépendent de ses bons offices. Étant donné que la responsabilité des transports incombe exclusivement au *Comando Supremo*, l'OKW a obtenu, en amont, que le ravitaillement de l'*Afrikakorps* soit favorisé : en juillet 1941 par exemple, 58 % du tonnage débarqué est destiné aux unités allemandes qui ne comptent pourtant que 40 000 hommes, alors que les Italiens doivent fournir des vivres et du matériel pour 160 000 hommes, sans oublier les besoins civils de la colonie.

Ainsi, ces derniers sont très largement désavantagés et les effets sur l'équipement des forces combattantes s'en ressentent sensiblement. Moralement, pour le troupier du *Regio Esercito*, cet état de fait est aussi humiliant : il doit continuer à se battre avec du matériel vétuste ou à bout de souffle tandis que l'allié germanique jouit de passe-droits, avec la bénédiction du Duce (c'est en tout cas ainsi qu'il le ressent) ! Ce mois de juillet 1941 est d'ailleurs critique, puisque la décision de Mussolini - envers et contre tous - d'envoyer un corps expéditionnaire en URSS a des répercussions importantes sur le front africain en termes de livraisons de matériel moderne aux unités de première ligne.

Puisque la priorité donnée aux divisions allemandes est motivée par le fait qu'elles sont les mieux armées et les mieux équipées, Rome décide de mettre sur pied le *Corpo d'Armata di Manovra*, toujours au mois de juillet 1941. Aux ordres du général Gastone Gambara, il est constitué de la division blindée *Ariete* et de la division motorisée *Trieste*. Gambara assure

aussi la fonction de chef d'état-major du général Ettore Bastico, nouveau commandant de *Superasi* depuis le 19 juillet ; si l'on ajoute à cela que le *XXI Corpo d'Armata* est placé directement aux ordres de Rommel, on comprend aisément que la chaîne de commandement manque de cohérence. Mussolini comprend la nécessité d'un commandement tactique unifié en Libye mais son ordre du 23 novembre 1941, quelques jours après le déclenchement de l'opération *Crusader*, n'apporte pas les réponses nécessaires.

Rommel commande alors l'ACIT (*Armata Corazzata Italo Tedesca* ou *Deutsch-Italienische-Panzerarmee*, « l'armée blindée italo-allemande ») mais dépend toujours de Bastico, lui-même aux ordres de Cavallero. Pour la logistique, qui constitue le point d'achoppement majeur entre Rommel et les Italiens, rien ne change et les canaux de ravitaillement restent séparés, avec leurs spécificités propres. De plus, le fait que les commandants italiens (Bastico notamment) restent très éloignés du front réduit considérablement leur vision de la coordination nécessaire entre les enjeux opérationnels et logistiques (surtout que les lignes de ravitaillement s'étendent). Attention toutefois : cet éloignement n'est aucunement lié au désir d'éviter les dangers du front, mais bel et bien parce que le Commandant de *Superasi* est aussi le Gouverneur de Libye, avec toutes les tâches administratives que cela suppose. Cette aberration est donc à reporter exclusivement sur l'organisation de l'État.



Dans son semi-chenillé GREIF, Rommel a embarqué le général Arnaldo Azzi, qui commande la division motorisée Trieste. (Luce)

Pour y remédier, de menus changements ont lieu au mois d'août 1942, lorsque l'ACIT passe aux dépendances du *Comando Supremo* (théoriquement, mais Rommel peut passer directement par Berlin ou Rome pour faire valoir ses points de vues) tandis que *Superasi* se transforme en *Superlibia*, avec des compétences territoriales, mais cela reste très insuffisant car inadapté à la guerre de mouvement et à ses exigences de réactivité. Les batailles d'El Alamein représentent sans aucun doute les moments les plus tendus entre les deux partenaires de l'Axe. La crise du ravitaillement fait que les colères et les reproches de Rommel à ses alliés deviennent récurrents. Il n'hésite pas à parler de « trahison » ou de « sabotage » ; nous savons que ces allégations sont erronées et que *Ultra* bien plus encore que Malte cause des dommages importants aux convois tandis

que la *Desert Air Force* achève le travail en attaquant inlassablement les colonnes de camions. Voyant la victoire lui échapper, il n'hésite pas à se dédouaner de ses responsabilités et à faire endosser les échecs à ses alliés, comme devant Tobrouk au printemps 1941.



Les Carnets du maréchal Erwin Rommel, présentés il y a un demi-siècle par Sir Liddel Hart, ne sont pas avares d'épisodes croustillants où les Italiens ont le premier rôle. En réalité, Rommel sait à quoi s'en tenir avec les Italiens, connaît leurs forces et leurs faiblesses. Son jugement est souvent pertinent, mais il sait aussi faire preuve d'une mauvaise foi toute « germanique », selon le contexte militaire, politique ou psychologique dans lequel il se trouve. Les troupes mécanisées italiennes sont les protagonistes de ses succès de 1942. Ici, il s'entretient avec des officiers du Regio Esercito, dont un major des Bersaglieri (à droite). (Luce)

D'un autre côté, il n'a pas « abandonné » les unités italiennes déployées au sud du front d'El Alamein, comme cela lui a été longtemps reproché dans la littérature transalpine de l'après-guerre. Les divisions *Folgore* (parachutiste) et *Pavia* (infanterie), par exemple, ne disposent pas, au moment de l'ordre de retraite, des camions nécessaires à leur transport. Quand le « renard du désert » déclare qu'il n'est pour rien dans le fait que « Mussolini envoie ses troupes combattre sans matériel », il est dans le vrai. Il faut finalement attendre le 5 février 1943 et la constitution de la 1^{ère} *Armata italiana* pour qu'une innovation spectaculaire fasse son apparition, en l'occurrence la présence d'un organe allemand, commandé par un chef d'état-major (le général Fritz Bayerlein), comprenant des bureaux des opérations, informations, liaisons et intendance. De son côté, le général Giuseppe Mancinelli est nommé chef d'état-major chargé des relations avec l'ACIT. Il ne s'agit pas encore d'un véritable commandement interallié, mais d'une structure qui intègre partiellement les deux entités. L'impulsion du général Giovanni Messe, sans aucun doute l'un des officiers supérieurs italiens les plus compétents, est décisive en ce sens. Malgré tout, les dernières offensives contre les troupes américaines et britanniques se déroulent sous la responsabilité des Allemands, même si des unités italiennes y participent.

Au niveau des unités combattantes

Les combattants allemands et italiens ne se battent ensemble qu'occasionnellement. Des ordres sont même donnés (surtout du côté italien) afin que les relations restent circonscrites au strict nécessaire. Dès le mois de décembre 1941 en Sicile, lorsque le *X Fliegerkorps* prend ses quartiers pour se préparer à agir contre Malte et le trafic naval britannique, des tensions apparaissent. Les Italiens se plaignent de l'attitude « arrogante » et « hautaine » de certains officiers et soldats allemands, évoquant même des problèmes d'ivrognerie et d'inconvenance vis-à-vis de la gent féminine, ce dernier point étant fort sensible en Sicile ! De leur côté les « hôtes » mettent en avant le manque de collaboration franche et la propension de certains officiers supérieurs à leur mettre des « bâtons dans les roues ». En Libye, Rommel se fait très tôt une idée de la valeur des unités italiennes, mais il faut noter que ses remarques négatives portent avant toute chose sur l'équipement ou le matériel, l'instruction et l'aptitude au combat n'intervenant que dans un second temps.

Durant l'été 1941, il écrit : « le soldat italien est discipliné, équilibré, excellent travailleur et un exemple pour le soldat allemand dans l'aménagement des positions retranchées. S'il est attaqué, il réagit bien. Il lui manque toutefois un esprit offensif et surtout un entraînement adéquat. De nombreuses opérations n'ont pas été couronnées de succès en raison de l'absence de coordination entre l'artillerie légère et lourde et le mouvement de l'infanterie. Le manque de moyens de ravitaillement et de services adaptés, ainsi que le nombre insuffisant de véhicules à moteur et de chars est tel que, durant les manœuvres, les sections italiennes sont parvenues incomplètes sur leurs positions. Le manque de moyens de transport et de services dans les unités italiennes est tel - et en particulier dans les grandes unités - que ces dernières ne peuvent être tenues en réserve et qu'on ne peut compter sur elles pour une intervention rapide. » Ce à quoi le général Bastico répond : « le portrait dressé par le



Les officiers italiens conservent un minimum de décorum, même en première ligne. Leur train de vie diffère sensiblement de celui de la troupe, ce qui choque les officiers allemands, mais cette image est à nuancer. Les officiers d'active (in servizio permanente effettivo) sont généralement bien formés et compétents, contrairement aux réservistes. Lorsque des unités italiennes jouxtent leurs homologues allemandes, les « invitations » ne sont pas rares, ce que les Allemands apprécient car ils raffolent du café, des pâtes et du vin italiens. Sur cette photo, un major d'infanterie offre le café à un sous-lieutenant de la Luftwaffe. (BA)

général Rommel sur l'attitude de nos unités sur le champ de bataille concorde sans aucun doute avec la réalité. Toutefois j'ai fait remarquer à Rommel que la raison principale de cette attitude n'est point un manque d'esprit offensif de la part de nos hommes mais une déficience - tant dans la qualité que dans la quantité - des armes dont ils disposent, notamment si on les compare avec la puissance et la quantité des moyens blindés dont disposent les Anglais. Il faut aussi considérer la faiblesse de notre logistique, qui tient autant de la composition organique de nos unités, qui n'ont tout simplement pas les moyens nécessaires au transport motorisé, que des énormes difficultés liées à la réception des moyens nécessaires à la manutention et à l'amélioration de l'équipement en provenance de la métropole. »



En Tunisie, des fusiliers-marins du régiment San Marco et des soldats de l'Afrikakorps posent pour les besoins de la propagande : la « fraternité d'armes » des combattants de l'Axe doit être galvanisée ! En réalité, Allemands et Italiens ont assez peu l'occasion de combattre dans des unités mixtes. (USSME)

Ce cadre correspond bien à la réalité des faits, même si Bastico omet naturellement de préciser que ce sont les militaires (et non pas Mussolini, qui n'a fait que valider leurs choix) qui sont les premiers responsables de l'équipement déficient de leurs propres forces armées.

De plus, le haut commandement italien reste fidèle à la stratégie du nombre, cherchant à équiper, même de façon très incomplète, un maximum de divisions, plutôt qu'à privilégier la qualité et la quantité de l'armement. Les problèmes de ravitaillement et l'usure du matériel, directement liés aux carences de la logistique, expliquent aussi les « rendez-vous manqués » que les Allemands ne se privent pas de mettre en avant, estimant que les « retards » italiens ne sont que des excuses pour « ne pas se battre ». Par ailleurs, les officiers mettent en évidence, et de façon pertinente, les lacunes de l'encadrement, comme l'écrit l'aide de camp de Rommel, Hans-Albrecht Schraepler, dans une lettre du 3 mai 1941 : « si les officiers italiens étaient plus courageux, leurs troupes seraient bien meilleures. Elles se réjouissent à la vue d'officiers allemands et leur souhaitent la bienvenue en lançant des « Camerada » ! (sic). Ces soldats, extrêmement serviables, aiment être

commandés. S'il n'y a ni commandement ni modèle, le résultat ne peut être que négatif. Chez nous, cela ne suffit pas. Nous exigeons une bonne formation, de l'éducation et un vif sentiment du devoir. » Si l'on excepte la remarque simpliste et subjective du « manque de courage » (qui saurait être aussi courageux qu'un soldat allemand ?), Schraepler met le doigt sur un point sensible : le manque de formation des officiers dits « de complément » et, surtout, des sous-officiers, en sous nombre dans les sections. Contrairement à ce qui se passe dans l'armée allemande, aucune place n'est laissée à l'initiative, ce qui engendre une incompréhension abyssale entre les deux alliés dans l'observation de leurs modes opératoires respectifs. La différence de « train de vie » entre les officiers et les hommes du rang achève de donner une image déplorable de la caste des officiers italiens, mais ce cliché, authentique surtout à l'arrière, est moins vrai en première ligne et totalement hors de propos dans les troupes d'élite.

À la longue, et en particulier au sein des unités motorisées et blindées, les nombreux mois de permanence aux côtés des forces allemandes ont pour effet d'améliorer la réactivité des officiers subalternes italiens, au niveau des bataillons et des régiments, tandis que les hommes gagnent en expérience. Les troupes italiennes de 1942 ont des compétences bien supérieures à celles de 1940-41, et ce facteur explique leurs succès du printemps 1942 ainsi que leur résistance incroyable au sud d'El Alamein, en octobre-novembre de la même année.



Sur la ligne Mareth, en Tunisie, un infirmier italien panse un camarade allemand. (Luce)

La soldatesque et les officiers restent toutefois très sensibles à la critique, positive ou négative. Nous pouvons même parler « d'hypersensibilité » dans certains cas, motivée le plus souvent par une haine cordiale des *crucchi* (« boches »), comme l'écrit un officier ayant combattu à El Alamein, Giovanni Merla, lorsqu'il évoque « l'absurdité historique et morale de l'association du drapeau tricolore et de la croix gammée, de façon ostentatoire, sur le champ de bataille » qui, selon lui, « en taraudait plus d'un. » Le manque de reconnaissance, dans les périodes de victoires, suscite aussi de vifs ressentiments : nombreux sont ceux qui s'indignent de se voir exclus du partage du butin pris à Tobrouk en juin 1942. De

même les reproches acerbes et infondés de Rommel le 16 avril 1941 au général Baldassare, commandant de l'*Ariete*, au sujet d'un assaut avorté contre le périmètre fortifié de Tobrouk, ne peuvent être effacés par de simples excuses.

Notons que le commandant de l'*Afrikakorps* reconnaît volontiers qu'il confie souvent des missions qui dépassent les moyens de ces unités, et qu'elles parviennent, la plupart du temps, à les honorer. De plus, le troupier apprécie de voir *il generale tedesco* en première ligne et ce dernier, à l'égo bien charpenté, ne dédaigne point de se laisser photographier au milieu de ces hommes qui l'acclament, lançant indirectement une pique aux commandants supérieurs italiens qui ne s'y montrent que trop rarement. Les officiers qui jouissent de la considération de Rommel ne sont pas rares, comme les généraux Baldassare, Piacenza, Frattini, Messe, les colonels Montemurro et Bonfatti, les majors Piscicelli Taeggi (artillerie) et Caccia Dominioni (du génie, à qui il demande d'organiser la traversée du Nil), et bien d'autres encore.



Enfin, les Allemands apprécient la collaboration de la *Regia Aeronautica*, même si les appareils réduisent leur nombre de sorties en raison de la pénurie de carburant et de pièces détachées. Le major Eduard Neumann, commandant de la JG 27, écrit : « *La plupart d'entre eux étaient des pilotes extrêmement doués, nés pour voler et qui avaient été parfaitement entraînés. Ils étaient exceptionnellement habiles et leur façon de voler faisait excellente impression. J'avais personnellement une haute considération pour eux. Je crois qu'ils ont donné de bien meilleurs pilotes, en terme d'habileté, que ce que l'histoire a bien voulu leur accorder. Quand le haut commandement italien autorisait nos escadrilles de 109 à composer avec eux, nos pilotes y allaient volontiers et les respectaient.* » Les pilotes de Stuka et de Ju 88 préfèrent être escortés de chasseurs CR. 42 ou G. 50, dont la vitesse – inférieure à celle des Bf 109 – permet de les accompagner lors de leurs attaques en piqué et de les défendre efficacement contre la chasse ennemie. En date du 12 septembre 1941, Schraepler écrit à ce propos : « *Les appareils allemands et italiens ont été très actifs. 11 avions italiens sont portés disparus, excepté celui du chef*

d'escadrille. Il a suivi le groupe allemand de bombardiers en piqué. On pense que les 11 avions à court d'essence, ont été contraints d'atterrir, sans être atteints par les Anglais. Je ne crois pas à cette version des faits, car les avions italiens qui collaborent avec nous ont toujours accompli des actions remarquables. »

La fraternité d'armes existe donc, mais elle est toute relative et évolue selon le contexte, l'éducation et la personnalité des individus. En Tunisie par exemple, les cas où les unités allemandes quittent leurs positions sans préavis ne sont pas rares, avec les conséquences que l'on imagine. Les Italiens sont les derniers à capituler en Afrique, le 13 mai 1943.

Bibliographie sommaire

BOTTI Ferruccio, *La logistica dell'esercito italiano (1831-1981)*, Vol. IV Tomo 1, Roma, USSME, 1995.

CEVA Lucio, *Africa settentrionale 1940-1943*, Roma, Bonacci, 1982.

CEVA Lucio, *La condotta italiana della guerra. Cavallero e il Comando Supremo 1941/1942*, Milano, Feltrinelli, 1975.

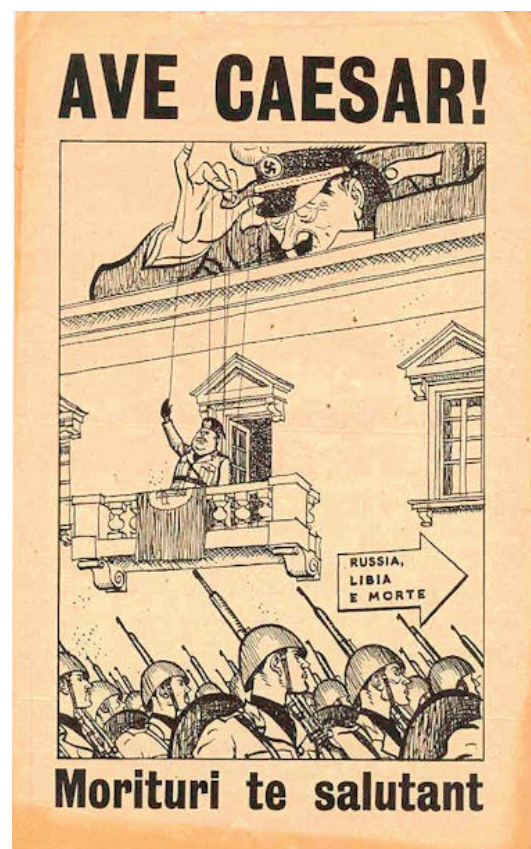
KNOX Macgregor, *Alleati di Hitler. Le regie forze armate, il regime fascista e la guerra del 1940-1943*, Milano, Garzanti, 2000.

ROATTA Mario, *Otto milioni di baionette*, Milano, Mondadori, 1946.

L'Italia in guerra. Il terzo anno – 1942, Gaeta, SGM, 1993.

L'Italia in guerra. Il quarto anno – 1943, Gaeta, SGM, 1994.

La guerre en Méditerranée (1939-1945), Paris, CNRS, 1971.



La Phalange africaine

Par Daniel Laurent

Les forces alliées débarquent au Maroc et en Algérie en novembre 1942. Immédiatement, des renforts allemands et italiens sont envoyés en Tunisie : dès le 9 novembre, sans avoir informé Vichy, des appareils de la Luftwaffe atterrissent à El Aouina pour y débarquer des troupes venant de Sicile. Le 12, une flotte germano-italienne arrive à Bizerte pour y débarquer des troupes et des blindés.

Les navires français de l'amiral Derrien sont capturés, leurs équipages débarqués. Puis l'Afrikakorps se replie de la Libye vers la Tunisie.

Devant ces nouveaux «accrocs» aux accords d'Armistice, le gouvernement de Vichy ne fait... rien.

Au contraire, son représentant sur place, l'amiral Esteva, fait de son mieux pour aider les Allemands et le représentant du Reich en Tunisie, Rahn.

Le 14 novembre, l'idée d'une «Légion Impériale» est même lancée à Paris avec l'appui de l'ambassadeur du III^{ème} Reich Otto Abetz. Le plan est approuvé par Laval le 24 novembre.

Le 12 janvier 1943, il écrit au maréchal von Rundstedt, commandant en chef du front de l'Ouest :

« Il ne s'agit pas seulement de participer à la défense du territoire et d'alléger ainsi la tâche qui incombe, en France, aux troupes germano-italiennes. Il convient également d'assurer la sauvegarde de l'Empire. [...] Elle pourrait comprendre deux brigades d'environ 7 000 hommes chacune et une demi-brigade de 3 000 à 4 000 indigènes nord-africains. Cette formation française de 18 000 hommes constituerait initialement la participation française à la reconquête de l'Afrique du Nord. »



L'OKW approuve le principe mais, cependant, pose des limites : pas question d'envoyer une grosse unité de France, comme Laval l'avait espéré, mais d'accord pour envoyer une mission militaire française chargée de recruter des volontaires sur place. Une fois de plus, les Allemands, qui n'ont rien demandé, limitent l'étendue des offres spontanées de collaboration de Vichy afin d'empêcher la reconstitution d'une réelle force militaire française. Du coup, la grandiloquente Légion devient Phalange Africaine.

Une mission commandée par le lieutenant-colonel Pierre Simon Cristofini, un militaire de carrière, et comprenant également Henry Charbonneau, milicien et neveu de Darnand, le chef de bataillon Curnier et 2 capitaines de Spahis, Euziere et Gillet, est donc envoyée le 27 décembre 1942 en Tunisie pour recruter des volontaires et constituer cette Phalange. Un autre officier, le lieutenant-colonel Christian Sarton du Jonchay fait partie du voyage, mais avec une mission purement politique : devenir Préfet de Police de Tunis et chef de cabinet d'Esteva (alors que son cousin germain sera chef de l'AS dans le Limousin puis chef de cabinet du COMAC en août 44...)¹

Ils sont précédés sur place par Georges Guibaud, envoyé par Paul Marion, secrétaire d'État à l'Information de Vichy dès novembre, et qui réussit le tour de force d'unifier l'ensemble des Partis Collaborationnistes implantés en Tunisie sous l'égide du « Comité d'unité d'action révolutionnaire ». Les collaborateurs de Tunis ont fait ce que les ultras de Paris ont toujours rêvé sans jamais y arriver : Le Parti unique fascisant français. Éphémère réussite...

Cristofini se blesse gravement à l'entraînement le 23 janvier 1943, explosion imprévue d'une grenade antichar, et est évacué chez lui, en Corse.

La tâche de la mission militaire est complexe et difficile. Elle doit encadrer les troupes militaires loyales (qui sont pratiquement inexistantes), rallier des unités ayant changé de camp (avec des chances de succès minimes) et enfin recruter des volontaires français et indigènes. La mission a enfin pour tâche de déployer les forces françaises dans les combats contre les alliés et participer à la reconquête des territoires coloniaux perdus (ce qui apparaît comme très improbable).

La presque totalité des unités militaires disponibles en Tunisie ayant suivi le général Barré pour rallier les anglo-saxons, la première mission des envoyés de Vichy n'a pas de sens dans le contexte tunisien. C'est pourquoi les membres de la mission essayent, sans succès, de réaliser une intense activité de propagande (radio, affiches...) pour tenter de convertir les « dissidents ».

La seule tâche réalisable est donc la création d'une Phalange africaine formée de volontaires locaux. Le chef des forces de l'Axe, le général von Arnim, donne son approbation au recrutement le 1^{er} janvier 1943. La Mission ouvre son bureau à Tunis le jour même et commence sa campagne immédiatement. Pour contribuer au succès du recrutement, le gouvernement français et l'amiral Esteva lancent des appels à la population tunisienne dont le plus connu est celui de l'amiral Esteva du 26 février 1943. La mission compte sur l'engagement des membres des différentes organisations gouvernementales et des partis (SOL, PPF, Chantiers de la Jeunesse française, Compagnons de France). Les résultats, là encore, sont

¹ : Dominique Venner, *Histoire de la Collaboration*, Pygmalion, 2000

modestes. Les membres de ces organisations sont déjà utilisés par les autorités locales pour participer au maintien de l'ordre (garde des points de communications, concours aux sinistrés, lutte contre le pillage, etc.) et ne sont plus disponibles pour d'autres missions.

D'ailleurs, ces éléments, ainsi que les rares officiers « fidèles » de l'armée, se montrent hostiles à cette unité militaire dont le destin aux côtés des Allemands semble funeste à très court terme. La seule exception est le SOL dont le chef adjoint, le capitaine de réserve André Dupuis, rejoint avec un certain nombre de ses légionnaires la Phalange, la « *seule force armée française de Tunisie restée fidèle au Maréchal* ». Sa contribution explique très certainement sa nomination, ancien de la Grande Guerre, à la tête de la Phalange. L'échec est partiellement de la responsabilité du lieutenant-colonel Cristofini dont l'arrogance et le caractère difficile ne semblent pas avoir favorisé les engagements.

Pour atteindre leurs objectifs, les officiers de la mission acceptent l'engagement de tous les candidats : « *On accepte tout le monde, ou presque, des jeunes, des vieux, des grognards et des blancs-becs qui n'ont jamais tenu un fusil* ». Les meilleurs éléments sont déjà utilisés par les unités de tirailleurs de l'armée d'Afrique. La Phalange doit se contenter des moins aptes.



Écusson de poitrine de la Phalange Africaine

La composition des recrues est peu connue. Si la moitié de l'effectif est composée d'indigènes, on peut aussi y trouver les représentants de toutes les classes sociales, y compris des élèves d'une classe de philosophie du lycée Carnot de Tunis. Grâce à l'activité du capitaine Dupuis, la plupart sont des militants des partis collaborationnistes ou des membres des organisations de Vichy (surtout du SOL).

Environ 420 volontaires sont recrutés et instruits dans le camp de Bordj-Ceda, 300 Français et 120 Tunisiens²

La Phalange comprend donc aussi bien des Français de souche, pieds-noirs et cadres venant de la Métropole, beaucoup provenant de l'éphémère Légion Tricolore, que des volontaires musulmans. À partir de ces volontaires est constituée une compagnie avec 212 hommes, 42 sous-officiers et six officiers, soit seulement 258 hommes sur les 450 (420 ?) volontaires d'origine. La raison de la fonte de ces effectifs n'est pas claire mais il s'agit probablement du dur « écrémage » du tri et de l'entraînement à l'allemande.



Le capitaine Dupuis

La Phalange est enregistrée par la Wehrmacht en tant que Franzosische Freiwilligen Legion (parfois appelée Compagnie Frankonia) et incorporée au 2^{ème} bataillon, 754. PzG Rgt, 334. Inf. Division, 5. Panzerarmee (von Arnim). Leur uniforme, français, est complété du casque allemand et de quelques équipements provenant de l'Afrika-Korps.

Le 19 mars 1943, les phalangistes prêtent serment à Hitler en présence des officiers de la mission militaire et des représentants des autorités françaises et allemandes. Le texte du serment est le suivant :

« *Fidèle au Maréchal Pétain et à son gouvernement, je prête serment au Führer Adolf Hitler, chef des armées allemandes et européennes. Je m'engage à servir, au sacrifice de ma vie, pour la victoire commune de la France et des puissances de l'Axe* ».

La compagnie est envoyée le 7 avril 1943 sur le front de la Medjerda au nord-ouest de Medjez-El-Bab, dans le secteur du II/754^{ème} GR.

Sous le commandement du capitaine Dupuis, capitaine de réserve, combattant des 2 guerres, cité 2 fois pendant la campagne de France et ancien du 4^{ème} Zouaves, elle doit faire face aux forces britanniques (soixante-dix-huitième division d'infanterie).

Sa conduite, notamment un coup de main audacieux contre une unité britannique supérieure en nombre le 16 avril, lui gagne les félicitations du Général Weber,

² : R. Pellegrin, dans son « *La Phalange Africaine* » parle de 330 ; Henri Charbonneau dans « *Les mémoires de Porthos* » parle de 450.

commandeur de la 334 PzG Division qui distribue plusieurs croix de fer et conclut son discours par : « *Je les décerne au nom de notre Führer, rénovateur de notre race blanche, aux plus braves soldats de la Compagnie se battant pour un but commun*³ ». Sachant qu'une bonne centaine de ces « braves » sont Tunisiens, il est possible de conclure que Weber avait une définition de la « race blanche » qui n'était pas tout à fait la même que celle de son Führer.

Le 29 avril à l'aube, les forces alliées lancent une offensive générale sur le secteur. Les positions de la Phalange sont détruites par l'artillerie et les chars. En une heure, l'unité perd la moitié de ses hommes, morts, blessés ou disparus. Cependant, les survivants résistent et reculent dans l'ordre. C'est la fin de la bataille, les forces alliées sont aux portes de Tunis.

Les 150 survivants, réunis le 8 mai au quartier Faidherbe, ont le choix entre « disparaître » ou se placer sous la protection de l'Evêque de Tunis, Mgr Gounot, que le lieutenant Charbonneau a convaincu d'intercéder en leur faveur.

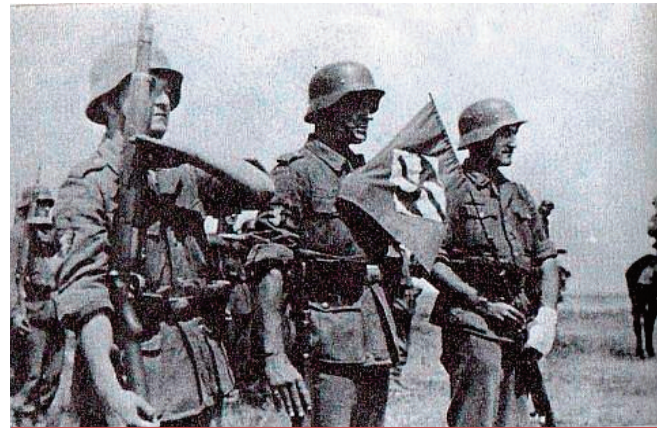
Les officiers sont évacués avec les Allemands qui battent en retraite. Ils sont accueillis le 31 mai à Vichy et décorés par Pétain. À cette occasion, de Brinon, Ministre de la Défense de Vichy, dira : « *Qui lutte contre les ploutocrates anglo-américains lutte contre le bolchevisme* ». La plupart d'entre eux continuent leur combat au sein de la Milice, de la LVF ou de la Waffen-SS.

Mais la plupart des volontaires restés en Tunisie sont arrêtés par les troupes françaises qui entrent dans Tunis. Selon Paul Gaujac⁴, 14 volontaires sont capturés et fusillés par les troupes françaises⁵.

De manière surprenante, environ 40 survivants de la Phalange, qui ont la chance d'être faits prisonniers par des troupes de l'ex-armée d'Afrique, donc essentiellement des pieds-noirs et des musulmans comme eux, sont incorporés dans l'armée française et se sont bien battus jusqu'en l'Allemagne.

Rétroactivement, la Phalange Africaine est intégrée à la LVF. Les survivants, les veuves et les familles sont

rattachés à l'association qui s'en occupe. (JO du 20-05-43). C'est sans doute pour cela que la Phalange est parfois appelée, à tort, « Légion des Volontaires Français de Tunisie ».



Phalangistes - Notez le drapeau qui reprend l'insigne de la Phalange

De juin 1943 à mai 1944, de nombreux membres de la Phalange africaine sont jugés à Tunis : selon madame Christine Levisse-Touze, Directeur du Mémorial du maréchal Leclerc de Hauteclocque, quatre sont condamnés à mort, deux aux travaux forcés à perpétuité et deux à dix ans de travaux forcés. Les procès sont largement couverts par la presse d'Afrique du Nord, mais également par les journaux Vichystes et Collaborationnistes qui appellent aux représailles.

Parmi eux, le capitaine Dupuis et le capitaine Peltier sont condamnés aux travaux forcés à perpétuité et le lieutenant-colonel Cristofini, arrêté en octobre 43 en Corse, transféré à Alger, condamné à mort en avril 44, est exécuté sur une civière le 3 mai 1944 car il vient de tenter de se suicider.

Le chef de bataillon Curnier, arrêté en Allemagne, en attente de transfert pour Alger à Nice⁶, se suicide dans sa cellule le 29 septembre 1945 en se coupant les veines.

Quelques-uns réussirent à s'échapper : Guilbaud émigrant en Amérique du Sud, Sartou du Jonchay se réfugie en Argentine, puis en Espagne, avant d'être gracié.

L'amiral Derrien accusé d'avoir livré le port de Bizerte aux Allemands, est traduit devant le tribunal militaire d'Alger du 9 au 12 mai 1944. L'amiral se défend en arguant qu'il n'a fait qu'exécuter les ordres de Vichy. La peine de mort est évitée pour sauver des résistants des Glières, dont le sort est soumis à la sentence contre Derrien. Aussi, le « félon », bénéficiant des circonstances atténuantes, s'en sort avec la réclusion criminelle à perpétuité.



3 : R. Pellegrin, op. cit.

4 : Dans « *L'armée de la victoire, le réarmement 1942 -43* »

5 : Que Dominique Venner, op. cit, appelle « troupes gaullistes »...

6 : Ou à Villefranche-sur-Mer selon le New York Times du 1er octobre 1945

Il décède à la centrale de Lambèse, située sur les hauts plateaux constantinois.

Le 12 mars 1945 s'ouvre, devant la Haute Cour de justice à Paris, le procès de l'amiral Esteva. Il est reconnu coupable de trahison, au terme de l'article 75 du code pénal. Mais, ayant aidé la communauté juive de Tunisie, fait libérer des patriotes avant l'arrivée des troupes de l'Axe et facilité le départ de fonctionnaires compromis avec les Allemands, l'amiral sauve sa tête, mais il est condamné, le 15 mars, à la détention perpétuelle. Libéré après 6 mois de prison, il décède peu de temps après.



L'amiral Esteva, reçu par Pétain à son retour de Tunisie en mai 1943

Les archives de la Croix-Rouge Internationale contiennent 2 dossiers sur les prisonniers de la Phalange, sous la référence 301 G44/12 - 63.02

Le dossier, [Afrique du Nord : Phalange africaine] est maintenu du 19.04.1944 au 27.02.1945, ce qui porte à croire qu'il n'y avait plus de détenus phalangistes en Tunisie à cette date. L'autre, [Correspondance générale concernant les otages et détenus politiques en Afrique du Nord] s'étale du 01.06.1943 au 29.09.1948, ce qui peut laisser penser que, rapatriés en France, les derniers détenus auraient été libérés fin 1948. À confirmer cependant.

L'éphémère aventure de la Phalange Africaine se trouve à la charnière des multiples tendances qui émaillent la Collaboration armée française. D'un côté ceux qui, restés sur le sol de la métropole, se sont battus dans des combats fratricides et ont commis tous les débordements contre des français, à des degrés divers et variés. De l'autre, ceux qui sont partis sur le front de l'Est et, du moins pour un grand nombre d'entre eux, auraient refusé de se battre en France et, à priori et avec les habituelles nuances, se seraient comportés en combattants réguliers. Et, quelque part au milieu, ces Phalangistes qui, certes, ne se sont battus que contre les Britanniques mais auraient fort bien pu affronter une unité française si les hasards de la guerre l'avaient voulu.

Pour finir cette triste page sur une note moins sombre, il semblerait que la très célèbre photo d'un phalangiste tunisien, qui figure parmi les illustrations de cette page et dont l'original se trouve à Londres, au «Imperial War Museum», soit un faux. Une discussion sur un forum spécialisé anglo-saxon⁷ tend à

démontrer que, en fait, cette photo aurait été prise au Caire à la mi-44. Un soldat britannique avait récupéré le casque, prise de guerre, et un correspondant de presse britannique, fidèle à la solide tradition des Tabloïds, a posé ce casque sur le crâne d'un citoyen Egyptien, soigneusement choisi pour son aspect très patibulaire et, après lui avoir demandé de prendre une attitude très agressive a pris le cliché qui a fait les délices de la presse londonienne.



Volontaire tunisien ?

Sources

Krizstian Bene, Thèse de doctorat, « *La collaboration militaire française pendant la Seconde Guerre mondiale* » Département d'Études françaises et francophones de l'Université de Pécs (Hongrie), 2010.

Dominique Venner, *Histoire de la Collaboration*, Éditions Pygmalion, 2000.

Pierre Giolitto, *Volontaires Français sous l'uniforme allemand*, Perrin, 1998.

René Pellegrin, *La phalange africaine, la LVF en Tunisie*, Paris, 1973 (édition à compte d'auteur).

7 : <http://forum.axishistory.com>



La Bataille de Bir-Hakeim

Par Daniel Laurent et Cédric Mas

La 1^{ère} Brigade FFL

La 1^{ère} Brigade Française Libre commandée par le général Koenig, est une unité assez hétérogène, formée au gré des ralliements successifs.

Elle a un effectif de 3 700 hommes, répartis dans six bataillons : deux de Légion étrangère, les 2^{ème} et 3^{ème} de la 13^{ème} DBLE (Demi-Brigade de la Légion Etrangère), du colonel Prince Amilakvari ; les bataillons de l'Oubangui-Chari et du Pacifique forment, eux la demi-brigade de marche du colonel Roux ; celui de fusiliers marins du commandant d'Amyot d'Inville et celui d'infanterie de marine du commandant Savey.

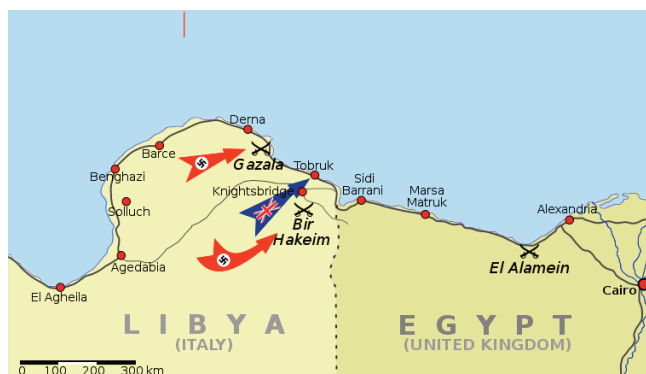
Le 1^{er} régiment d'artillerie du colonel Laurent-Champrosay et plusieurs petites unités, comme la 22^{ème} compagnie nord-africaine du capitaine Lequesne et la 17^{ème} de sapeurs-mineurs du capitaine Desmaisons, les appuient. Notons que la 13^{ème} DBLE est formée en 1940 comme demi-brigade de montagne, et qu'elle connaît cette même année, en compagnie des bataillons de chasseurs alpins, les grands froids de la bataille de Narvik (Norvège).

Comme pour les troupes, l'armement est d'origine diverse et assez hétéroclite. Ainsi 63 chenillettes Bren-Carrier, de nombreux camions et deux obusiers sont fournis par les Britanniques. Mais la grande majorité de l'artillerie est d'origine française, récupérée au Levant, on y trouve 54 canons de 75 (dont 30 utilisés en antichars), 14 de 47, 18 de 25. Les Britanniques ont aussi fourni 86 fusils antichars Boys de 12,7 mm et 18 canons antiaériens de 40 mm Bofors, mais la plupart de l'équipement de l'infanterie est française avec 44 mortiers de 81 ou de 60, 76 mitrailleuses Hotchkiss, dont 4 bi-tubes, 96 fusil-mitrailleurs 24/29 de DCA et 270 d'infanterie. La garnison dispose au départ de dix jours de ravitaillement et de vingt mille obus de 75.

Le général Bernard Saint-Hillier décrit ainsi la position de Bir-Hakeim que les hommes de Koenig vont devoir défendre : « Simple croisement de pistes dans un désert aride, caillouteux et nu que balaient les vents de sable, Bir-Hakeim est vu de partout. Le champ de bataille se caractérise en effet par une absence totale de couverts et d'obstacles naturels. La position englobe une légère ondulation sud-nord, que jalonne un ancien poste méhariste, sans valeur défensive, et, près d'un point coté 186, « les deux mamelles », qui sont les débris de deux anciennes citernes. À l'est de l'ondulation, une grande cuvette inclinée vers le nord. »

Koenig divise le point d'appui en trois secteurs, défendus par trois des bataillons. Le 2^{ème} bataillon de la 13^{ème} DBLE tenant la façade Est. Le 3^{ème} en réserve, forme plusieurs groupes mobiles dotés de véhicules et de canons de 75 ou de 25 portés, disponibles pour mener des reconnaissances parfois lointaines à l'extérieur du réduit. Le système défensif emploie massivement les mines, le commandant Vincent, de

la brigade FFL, décrit ainsi les défenses de Bir-Hakeim : « Pour donner de la profondeur à ce système défensif relativement linéaire, un marais de mines, c'est-à-dire une surface très grande faiblement minée, précède la position. Les branches nord et nord-est de ce marais s'étendent jusqu'aux centres de résistance voisins. À hauteur du Trigh-el-Abd, elles sont reliées par une bande minée. Le triangle ainsi déterminé sur le terrain, qui est baptisé zone du V, est surveillé par des patrouilles motorisées de la brigade FFL. »



Les Français Libres vont tenir en « hérisson » face aux Allemands sur un front de 16 km². Dans cette position fortifiée, outre des unités d'infanterie, des canons sont récupérés partout où cela est possible, et des centaines de mines et des kilomètres de barbelés sont posés.

Ils sont couverts vers l'Ouest par les Marmon Herrington du 2nd King's Royal Rifles Corps qui patrouillent sur toute la zone, et au Sud par la 3rd Indian Motor Brigade, qui vient de prendre position.

Imaginez donc une force de vétérans de la taille d'une brigade (des légionnaires ayant combattu en Norvège pour certains), relativement bien équipés protégés par des mines et des barbelés. Les Britanniques ont fait le bon choix de donner cette position à défendre aux FFL, qui vont se montrer au niveau des meilleures troupes alliées du théâtre d'opérations.

Le lieu de cette bataille, Bir Hakeim, قرعلا يئانث en arabe, parfois orthographié Bir Hacheim, Bir Aqueim ou Bir Acheim, souvent écrit Bir-Hakeim (tiret) en anglais, "Abyar-Al-Hakim" sur les cartes libyennes, se traduit par « le puit du Sage », puit ancien auprès duquel avait jadis existé un fortin turc.

La bataille

C'est le 26 mai que l'offensive Italo-Allemande contre les positions Alliées sur la ligne de Gazala est lancée. Cette opération, appelée « Theseus », implique un gigantesque mouvement tournant par le Sud de cette ligne, dont le point d'appui le plus méridional est Bir Hakeim.

Pour l'Axe, Bir Hakeim n'est pas un point fortifié d'importance, mais seulement la position de départ des patrouilles d'auto-mitrailleuses alliées qui

protègent les champs de mines. Totalement trompé par des renseignements erronés, Rommel n'escompte pas de résistance sérieuse, et c'est pourquoi le plan prévoit une attaque dès le premier jour de la position, une percée rapide puis une remontée derrière les champs de mines vers la côte pour prendre à revers toute la 8^{ème} armée britannique.



Dans l'après-midi du 26, des reconnaissances aériennes amènent Rommel à mettre en œuvre l'hypothèse « Venezia ». Cette variante de « Theseus » implique de déporter au Sud de Bir Hakeim l'axe d'attaque des unités italo-allemandes. À cet instant, la Brigade des Français Libres est donc sauvée sans le savoir d'un danger extrême, puisqu'elle aurait dû affronter l'ensemble du Deutsches Afrika-korps à l'aube du 27 mai.

Pourtant, alors que la position devait être contournée, les hommes de Koenig vont connaître un premier combat ce 27 mai au matin.

En effet, les Italiens de la Division Ariete se heurtent à l'aube à la 3rd Indian Motor Brigade, qui se trouve plus au Sud des Français. La malheureuse brigade est rapidement anéantie, mais emportés par leur succès, une partie des chars italiens fonce dans le désert et se heurte bientôt aux positions françaises.

L'étude de cette séquence montre que le chef du IX battaglione, le teniente-colonel Prestisimone a poursuivi son attaque après avoir traversé les positions indiennes vers le Nord-Est. Marchant à pleine vitesse et sans boussole (son tank a perdu le compas fixé sur le dessus de sa tourelle), il dévie bientôt et oblique vers l'Ouest, suivi par l'ensemble de son bataillon en ordre de bataille (et la 1^{ère} compagnie du

X battaglione). C'est ainsi que vers 8 h 30, il se présente devant les positions du 2^{ème} bataillon de la Légion étrangère qui garde le périmètre Est.

Il semblerait que Prestisimone s'attende à une position improvisée dans le désert comme celle qu'il vient de percer. Il déploie ses 4 compagnies en ligne, soutenues par quelques Semoventi 75/18 qui ont suivi l'action. Le feu français se déclenche immédiatement avec une redoutable efficacité, et seules deux compagnies de tanks s'élancent (la 1^{ère} du X battaglione et la 2^{ème} du IX battaglione). Les autres chars restent à distance et regardent leurs camarades se sacrifier contre un mur de fer et de mines. Pendant 1 h 30, les M13/40 et M14/41 se lancent à l'assaut des positions françaises, en « enfants perdus » et sans autre soutien que les tirs d'appui des Semoventi. Le Teniente-Colonel Prestisimone change 4 fois de chars avant d'être gravement blessé et capturé au sein du périmètre par les légionnaires.



La 1^{ère} BFL en première ligne.

Collection du musée de l'Ordre de la Libération

Saint-Hillier raconte le 29 mai :

« Dans notre point d'appui aucun renseignement ne parvient sur la situation générale, nous savons seulement que la 3^{ème} brigade indienne fut écrasée le 27 mai, par 44 chars suivis de nombreuses autres troupes et que la 4^{ème} brigade blindée et la 7^{ème} brigade motorisée britannique se sont repliées sur Bir-el-Gobi et El-Adem. Nous sommes en grande partie isolés du reste de l'armée britannique... »

Vers 10 h 15, les Italiens rappellent leurs unités pour continuer à appliquer le plan Venezia. Les chars rompent alors le contact avec les Français. Les pertes sont lourdes : 31 chars perdus dont 18 sur des mines, 1 semoventi 75/18 et plusieurs véhicules détruits. Les tankistes comptent 4 morts et 87 prisonniers, tandis que les légionnaires n'ont que deux blessés légers.

Ce succès facile est important car il va gonfler le moral et la confiance des Français Libres, ce qui comptera pour la suite de la bataille. En outre, les cartes et les ordres de marche du XX Corps sont capturés et transmis immédiatement au 30th Corps par le général Koenig.

Le calme revient ensuite à Bir Hakeim, îlot isolé au milieu de la bataille. Les Français lancent plusieurs colonnes légères pour harceler les convois ennemis qui contournent la position par le Sud ou qui tentent de traverser les champs de mines au Nord.



Du 1^{er} au 10 juin, la position, harcelée méthodiquement, est complètement encerclée par des forces allemandes et italiennes, en supériorité numérique écrasante mais occupés dans des combats confus au Nord contre les tanks britanniques.



Avion allemand abattu par les Français à Bir Hakeim

Service historique de la défense

Rommel est pris au dépourvu par la masse de chars ennemie, et son plan échoue. Il est rejeté au milieu des positions alliées, dans les champs de mines, et Bir Hakeim acquiert alors une importance stratégique, puisqu'elle se situe exactement sur le passage des colonnes de ravitaillement de l'Axe.

Changeant ses dispositions pour s'adapter à cette nouvelle situation tactique, le « renard du désert » ordonne la prise de Bir Hakeim le 1^{er} juin. Il s'agit de détruire une à une les positions de la ligne fortifiée de Gazala en commençant par celle qui est la plus au Sud.

Croyant toujours que la position n'est pas sérieusement fortifiée, il confie cette tâche à la 90. Leichte-afrika-division et la Trieste. Ces deux divisions sont diminuées par les combats précédents.

De leur côté, les Alliés demandent à Koenig de résister le plus longtemps possible pour fixer l'ennemi, permettant aux tanks de préparer puis de lancer une contre-attaque de grande ampleur au centre.

Dès le 2 juin vers 5 h 30, la Trieste et la 90. Leichte-division, partent vers Bir Hakeim sur deux colonnes. La division allemande se déporte au cours de son avance et perd du terrain, ce qui fait qu'à l'aube, les Italiens se présentent seuls au Nord-est du périmètre. Les Allemands arrivent plus tard et se déploient à partir de l'Est, autour de la position, avec l'Aufklarung-Abteilung 3 à l'Ouest.

La position de la 1^{ère} Brigade Française Libre est désormais assiégée. Rommel supervise personnellement les opérations et envoie à 10 h 30 un message au général Koenig pour solliciter sa reddition. Le message manuscrit de Rommel, conservé au Musée de l'Ordre de la Libération, est le suivant : « *Aux troupes de Bir Acheim, toute résistance prolongée signifie une effusion de sang inutile. Vous subirez le même sort que les 2 brigades anglaises de Got Ualeb qui ont été détruites avant-hier. Nous cessons le combat si vous hissez des drapeaux blancs, et si vous vous dirigez vers nous sans armes.* » Le Français répond : « *Nous ne sommes pas ici pour nous rendre.* »

Le combat est donc inéluctable, et les unités italiennes se déploient jusqu'à 13 h, pour une attaque fixée d'abord à 17 h, puis à 18 h. Mais la faiblesse de l'artillerie, la vigueur de la réaction française et la proximité de la nuit amènent à reporter l'assaut.

Les premiers assauts sont limités, et la Brigade les repousse, ne cédant pas un pouce de terrain, et infligeant à l'ennemi des pertes élevées.

Dès le 3 juin, Rommel se rend compte que la position ne cédera pas facilement et il rameute des renforts : L'Aufklarung-Abteilung 33, puis la Gruppe Hecker (Sonderverband 288) rappelée le 4 juin.

Après le premier échec, les opérations à Bir Hakeim se limitent du 3 au 5 juin, à des échanges de tirs d'artillerie, un blocus assez lâche et quelques tentatives d'infiltration du dispositif français. Les assiégeants sont confrontés au harcèlement permanent des colonnes motorisées de la 7th Motor brigade, qui est placée derrière la 90. Leichte-afrika-division, et qui parvient à passer du ravitaillement. La dernière colonne alliée de trente camions de munitions et de ravitaillement passe aux premières heures du 5 juin, grâce à l'incroyable audace d'un groupe de volontaires du Train.

Les Français Libres réussissent magnifiquement leur mission : en fixant de nombreuses unités italo-allemandes, ils permettent aux Britanniques de pouvoir préparer leur contre-offensive au centre, qui est lancée le 5 juin à 2 heures du matin.

Mais c'est un désastre complet puisque, non seulement les Panzers ne sont pas inquiétés, mais encore ils peuvent dès l'après-midi passer à l'attaque et anéantir les unités abandonnées en plein désert par les tanks britanniques en déconfiture.

Le sort des hommes du Général Koenig devient d'un coup plus sombre. Ils sont désormais isolés, face à un ennemi qui a l'initiative et la supériorité numérique.

Une fois le succès assuré au centre, Rommel se tourne d'ailleurs immédiatement vers Bir Hakeim, dont la résistance bloque toute possibilité d'exploitation.

C'est ainsi que le 6 juin à 11 heures, les Français Libres vont connaître un nouvel assaut, le plus violent depuis le début de la bataille.

Deux bataillons de la 90. Leichte-afrika-division s'élancent contre le sud du dispositif, à la jointure entre le 2^{ème} bataillon de la Légion étrangère et le 1^{er} bataillon du Pacifique. Après deux heures de tentatives, les Allemands renoncent sans avoir percé.

Le succès défensif des Français décide les chefs de la 8^{ème} armée britannique à leur demander de tenir encore, pour permettre de réorganiser une nouvelle ligne défensive face aux Panzers.

Une nouvelle attaque est programmée par les Allemands le 7 juin, après un bombardement de tous les appareils disponibles du Fliegerführer Afrika. Cette mobilisation et les pertes subies au-dessus de Bir Hakeim par les avions allemands amènent le Maréchal Kesselring à intervenir pour essayer de faire hâter la capture de la position, qui est un véritable piège tendu contre ses appareils par la RAF.

Il réclame donc l'engagement des Panzers contre les Français Libres, ce que refuse Rommel qui veut

préserver ses blindés pour l'exploitation. L'attaque prévue au départ le 7 juin pour 9 h, est décalée à 16 h, puis reportée au lendemain, tandis que le « renard du désert » rameute l'infanterie de la 15. Panzer-division, ainsi que d'autres unités (dont sa propre Kampfstaffel, son détachement blindé de protection) contre la Brigade des Français Libres, qui fixe toute seule l'équivalent de 3 divisions renforcées !



C'est ainsi que le 8 juin, le Schutzen-regiment 115 de la 15. Panzer-division part pour Bir Hakeim, au moment où un nouvel assaut est lancé par les Italiens du 65° fanteria de la Trieste, et un détachement de la Kampfgruppe Hecker, contre le nord du périmètre.

L'attaque est soutenue par deux batteries de Mörser K18 de 21 cm du II/ Artillerie-regiment 115, ainsi que par 5 batteries des I, II et IV/21° artiglieria et du IV/ 24° artiglieria. Malgré cette débauche de moyens, les Français s'accrochent désespérément et les progrès sont faibles. Vers midi, excédé par le piétinement de ses troupes, Rommel change le dispositif d'attaque et demande aux Italiens l'engagement d'un deuxième régiment, le 66° fanteria.

Après un nouveau bombardement par les Stukas, les combats reprennent donc vers 17h, mais rien n'est fait : les Français sont littéralement incrustés dans le sol rocailleux. Les Italiens du 65° fanteria parviennent péniblement à s'insérer au-delà du champ de mines entourant le périmètre, au prix de pertes énormes.

Le 9 juin, à l'aube, les combats reprennent. La visibilité est trop mauvaise pour que les Stukas trouvent l'objectif, et l'appui se limite à une préparation d'artillerie. Le colonel Hecker est blessé dans la matinée, et Rommel suspend bientôt les assauts, dépité par la résistance française et l'épuisement des Italiens. Il décide de faire intervenir le Schutzen-regiment 115, qui arrive juste.

L'attaque est donc relancée par les fusiliers de l'Oberst

Baade, toujours contre le Nord de la position. Au prix de très durs combats et de lourdes pertes, les Allemands parviennent, vers 17 h, à ouvrir une brèche au Nord-ouest du périmètre défensif, et occupent la côte 186 et les vestiges des réservoirs (que les Allemands prennent par erreur pour le vieux fortin). Les défenseurs français étant arrivés au bout de leurs capacités, le commandement britannique autorise la sortie, mais pour la nuit suivante.

Koenig est inquiet car il doit encore tenir une longue journée, alors que la situation est extrêmement tendue.

Le repli

Le 10 juin, les ressources en eau, vivres, munitions, sont à la veille d'être épuisées. L'intégrité du périmètre a été entamée par les efforts de la veille, et la position peut à tout moment craquer.

Les Italo-allemands sentent que la décision est proche et ils redoublent d'effort. La situation des Français est rapidement critique. Les assauts sont lancés tous azimuts et plusieurs brèches dans les champs de mines sont ouvertes, mais les avant-postes isolés tiennent avec obstination, empêchant l'ennemi de se déployer au sein du périmètre.

Les munitions sont presque épuisées, et c'est à la grenade et au mortier que les dernières tentatives ont été stoppées. Malgré tout, au soir du 10 juin, les Français tiennent encore par miracle.



Pour le lendemain, Rommel a prévu de rameuter le reste de la 15. Panzer-division, dont les Panzers, pour leur donner le coup de grâce.

Il faut noter que la résistance des hommes de Koenig a été soutenue par le harcèlement de la colonne Primerose (2nd Rifle brigade) contre les arrières de la 90. Leichte-division.

Dans la nuit du 10 au 11 juin, les Français percent par un assaut nocturne vers le Sud-ouest, à travers les positions clairsemées de la Gruppe Briel. Les combats chaotiques morcellent les colonnes motorisées et c'est par petits groupes qu'elles rallient le point de rencontre situé au Sud-ouest de Bir Hakeim, où la 7th Motor brigade les ramène en Égypte. Les pertes de la 1^{ère} Brigade Française Libre sont importantes, mais le résultat obtenu est sans commune mesure. Et Rommel au petit matin ne cache pas sa frustration de voir les défenseurs de ce point perdu au milieu du désert lui échapper.

Un étrange légionnaire

Dès le début de la bataille, le général Koenig ordonne à toutes les femmes présentes sur place de quitter la position. Parmi elles, une Britannique, Susan Travers, chauffeur de Koenig et, accessoirement, sa compagne, le général ne négligeant pas le repos du guerrier.

Peu de temps après, Susan se joint à un convoi en provenance de l'arrière et Koenig accepte sa requête de retourner à Bir-Hakeim.

Au cours d'un des bombardements qui se succèdent sur la position, un obus crève le toit du véhicule du général Koenig, que sa conductrice, Susan donc, fait remettre immédiatement en état.

Le 10 juin au soir, c'est Susan Travers qui conduit le général lors de l'évacuation du camp. La colonne au sein de laquelle se trouve leur véhicule traverse un champ de mines sous le feu des mitrailleuses ennemies. Koenig ordonne alors à Susan de porter leur engin en tête de la colonne :

« Il dit : nous devons passer en tête. Si nous y arrivons, ils nous suivront. Ce fut alors une sensation fantastique, rouler aussi vite que possible au milieu de la nuit. Mon principal souci était que le moteur tienne le coup. » (Susan Travers)

Lorsque la colonne atteint les lignes britanniques, on relève 11 impacts sur le véhicule de Susan et les amortisseurs, comme les freins, sont hors d'état.

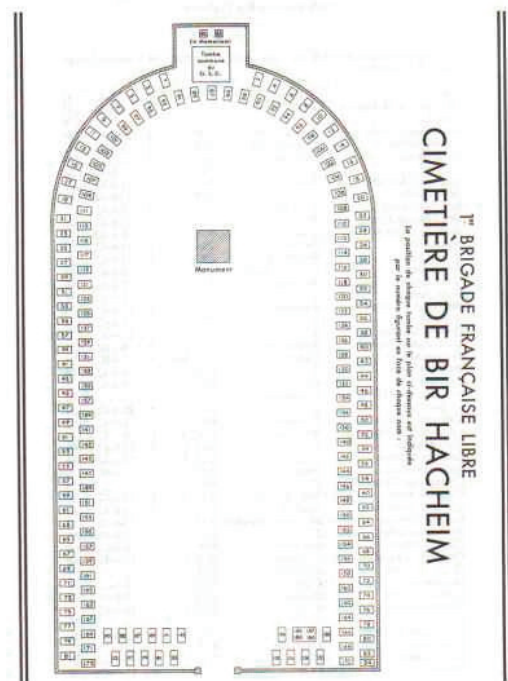


Après la guerre, sa situation militaire est régularisée et elle est engagée au sein de la Légion étrangère comme adjudant-chef. Elle est, à ce jour, la seule femme à avoir reçu un matricule de légionnaire d'active (matricule Légion 22166).

Le repli est donc un succès total, même si l'Axe reste maître du terrain et capture la position au matin du 11 juin 1942.

Au total 2 619 hommes des FFL arriveront à rejoindre les lignes britanniques, sur les 3 703 présents au départ.

Du côté de l'Axe, les pertes sont lourdes, 3 300 hommes ont été tués, blessés ou ont disparu, 277 ont été fait prisonniers. 51 chars et 13 automitrailleuses, ainsi qu'une centaine de véhicules divers ont été détruits. La Luftwaffe, elle, a perdu 7 avions du fait de la DCA et 42 Stukas abattus par la RAF. Les pertes françaises sont comparativement beaucoup plus légères, avec 99 tués et 19 blessés, pendant le siège, et 41 tués, 210 blessés et 814 prisonniers, lors de la sortie. En outre, pendant celle-ci, 40 canons de 75, 5 de 47, 8 Bofors et une cinquantaine de véhicules divers ont été aussi perdus.



Le cimetière militaire de Bir Hakeim

Erwan Bergot, Bir Hakeim, Presses de la cité, 2009

Situé sur les lieux même de la bataille, à une centaine de kilomètres au sud de Tobrouk, le premier cimetière militaire français de Bir Hakeim a été reconstitué à 8 km au sud de Tobrouk en raison de déprédations et de profanations successives mais aussi des risques dus à la présence de nombreuses munitions non explosées.

Seul le mausolée à la Croix de Lorraine est resté dans le désert mais nous déconseillons de tenter la visite, le secteur restant tout de même trop dangereux.

Les 182 corps des Français Libres morts pendant la bataille, à l'exception des corps rapatriés en France à la demande des familles, ont donc été transportés et ré-inhumés à Tobrouk où le cimetière d'origine a été intégralement reconstitué et où reposent aussi les quatre premiers soldats français tombés en Cyrénaïque, le 21 janvier 1941, et les six morts de l'opération de Koufra menée par le général Leclerc. Le musée de Bir Hakeim est installé à côté du nouvel emplacement du cimetière.

Ce fait d'armes est commémoré dans la toponymie de Paris, dans le 15^{ème} arrondissement : le pont de Bir-Hakeim (anciennement pont de Passy) relie le boulevard de Grenelle sur la rive gauche, à Passy sur la rive droite. Il est classé monument historique. La station de métro Bir-Hakeim est située à l'extrémité rive gauche du pont.

À Lyon, une place du 3^{ème} arrondissement porte le nom de Bir Hakeim. À Perpignan, le square du centre ville porte le nom de Bir Hakeim. À Marseille, une rue proche du Vieux Port s'appelle Bir Hakeim. À Grenoble, la rue où se situe le rectorat porte le nom de Bir Hakeim.

Il existe des rues Bir Hakeim à Dieppe, Mérignac (Gironde), Chevilly-Larue, Laval, Mably, Pérols, Quimper, Sevrin, Rennes, etc.

À Aix-en-Provence, le bâtiment logeant les élèves des classes préparatoires aux grandes écoles de 1^{ère} année du Lycée militaire porte le nom de Bir Hakeim. On citera aussi la 148^e promotion de Saint-Cyr (1961-63), qui se nomme "Bir Hakeim", et dont le parrain était Koenig lui même.

L'opinion «d'en face»

Voyons ce qu'en a dit le Maréchal Rommel :

« Les Français disposaient de positions remarquablement aménagées ; ils utilisaient des trous individuels, des blockhaus, des emplacements de mitrailleuses et de canons antichars ; tous étaient entourés d'une large ceinture de mines. Les retranchements de cette sorte protègent admirablement contre les bombardements par obus et des attaques aériennes : un coup au but risque tout au plus de détruire un trou individuel. Aussi, pour infliger des pertes notables à un adversaire disposant de pareilles positions, est-il indispensable de ne pas lésiner sur les munitions. La principale difficulté consistait à ouvrir des brèches dans les champs de mines, sous le feu des troupes françaises... Appuyés par les attaques continues de l'aviation, les groupes d'assaut, composés de troupes appartenant à diverses armes et prélevées sur différentes unités, engagèrent l'action au nord et au sud. Mais chaque fois, l'assaut était stoppé dans les fortifications remarquablement bien établies par les Français. Chose curieuse, le gros des troupes anglaises s'abstint d'intervenir pendant les premiers jours de l'offensive lancée contre Bir-Hakeim. Seule l'Ariete fut attaquée le 2 juin, mais elle opposa à l'assailant une résistance opiniâtre... Nous n'avions plus à craindre de voir les Britanniques lancer d'importantes attaques de diversion contre nos forces qui investissaient Bir-Hakeim et nous espérions poursuivre notre assaut contre la forteresse sans risquer d'être dérangés. Le 6 juin, à 11 heures, la 90^e division motorisée partit de nouveau à l'assaut des troupes françaises commandées par le général Koenig. Les pointes avancées parvinrent à 800 mètres du fort, puis l'offensive s'arrêta.

Le terrain, caillouteux, n'offrait aucune possibilité de camouflage et le feu violent des Français ouvrait des brèches dans nos rangs.

Une invitation à se rendre, portée aux assiégés par nos parlementaires, ayant été repoussée, l'attaque fut lancée vers midi, menée du nord-ouest par la division motorisée Trieste, et du sud-est par la 90^e division

motorisée allemande, contre les fortifications, les positions et les champs de mines établis par les troupes françaises. [...] Sur le théâtre des opérations africaines, j'ai rarement vu combat plus acharné.

Et pourtant, le lendemain, lorsque mes troupes repartirent, elles furent accueillies par un feu violent, dont l'intensité n'avait pas diminué depuis la veille. L'adversaire se terrait dans ses trous individuels, et restait invisible. Il me fallait Bir-Hakeim, le sort de mon armée en dépendait. »

Après l'échappée française, Rommel passe à l'étape suivante de son plan. Il s'agit maintenant de battre les tanks britanniques, de repousser vers l'Est le 13th Corps et de se rabattre ensuite sur le 30th Corps qui sera encerclé et anéanti sur ses positions fortifiées. Un détachement italien (le I/28^o fanteria de la Pavia avec une batterie de 88 et une compagnie de pionniers allemands) est laissé à Bir Hacheim, l'Armeekampfstaffel et l'Aufklarung-kompanie 580 patrouillent autour de Bir Hacheim afin de gêner l'ennemi qui harcèle encore les colonnes de ravitaillement, et le reste des unités (les Aufklarung-abteilung 3 et 33, la 90. Leichte-afrika-division, la Trieste et la 15. Panzer-division) remontent vers le Nord.



Mais au 11 juin, les unités de la Panzerarmee Afrika ont subi des pertes importantes, avec seulement 124 Panzers disponibles (25 Pz II, 83 Pz III, 23 Pz III Ausf. J, 8 Pz IV et 6 Pz IV Ausf. F2/G) de 60 M13/40 et M14/41. L'Axe a perdu plus d'un tiers de son infanterie motorisée. C'est dans ce contexte que le Comando Supremo s'alarme de la longueur de la bataille et de l'usure des forces. Cavallero souhaite en terminer au plus vite afin de pouvoir déclencher l'attaque de Malte. Il rencontre à plusieurs reprises Kesselring et Rommel, entre le 2 et le 10 juin.

Mais les deux Allemands ne s'entendent plus. Finalement, les Italiens mobilisent leurs forces pour

un nouvel effort afin de hâter la victoire. Il s'agit de prendre Bir Hacheim le 9 juin, de détruire les forces du 30th Corps à Gazala entre le 10 et le 14 juin, puis d'avancer sur Acroma les 15 et 16, d'éliminer les forces entre El Adem et Bir el Gobi les 16 et 17 juin avant d'attaquer Tobrouk entre le 18 et le 25 juin. Ce programme détaillé lors d'une réunion entre Kesselring et Cavallero le 10 juin (alors que Bir Hacheim n'est pas tombé) impose de décaler de 3 semaines l'assaut contre Malte. Le planning devient très serré et la résistance prolongée de Bir Hacheim bouleverse les plans stratégiques de l'Axe en Méditerranée. C'est ainsi que Cavallero envisage même d'abandonner l'assaut contre Tobrouk pour privilégier l'attaque de Malte.



Le general Koenig et ses officiers a Bir Hacheim

SHD

L'impact politique

Au-delà de l'exploit militaire, la Bataille de Bir-Hakeim a eu un impact politique énorme.

Nous sommes à la moitié de l'année 1942.

Sur le Front de l'Est, le Reich n'a pas encore subi la défaite de Stalingrad et semble toujours en position de pouvoir l'emporter.

Les USA sont entrés en guerre, mais, pour l'instant, se consacrent surtout au front du Pacifique, contre les Japonais.

Dans l'Atlantique, les U-Boot de Doenitz font des ravages dans les convois qui tentent d'emporter vers le Royaume-Uni le matériel dont Churchill a désespérément besoin.

La France Libre ne s'est pas encore remise des désastres de Mers-el-kebir et de Dakar.

En France, la Résistance est toujours divisée, Jean Moulin ne réussira à l'unifier et créer le CNR qu'en mai 1943.

Les Français Libres ne se sont pas encore distingués. Quelques coups de main de Leclerc contre les Italiens dans le Fezzan, les batailles fratricides en Syrie en juin 1941. Pas de quoi pavoiser (de Gaulle n'accordera aucune médaille, aucune distinction aux FFL qui se sont battus en Syrie).

La situation n'est pas brillante.

Et voilà qu'une poignée de soldats français tient tête à l'Afrika Korps !

Au Feldmarshall Erwin Rommel, en personne !

Permettant, au passage, aux Forces Britanniques de redresser leur situation compromise à deux reprises.

C'est l'instant. Ces 3 703 combattants sont le visage de la France Libre. Charles de Gaulle, à Londres, guette les nouvelles à chaque minute.



Pierre-Marie Koenig

SHD

« L'opinion s'apprête à juger. Il s'agit de savoir si la gloire peut encore aimer nos soldats. »

Il envoie un message à Koenig :

« Général Koenig, sachez et dites à vos troupes que toute la France vous regarde et que vous êtes son orgueil. »

Le 10 juin 1942, Churchill lui déclare :

« Je vous félicite de la magnifique conduite des troupes françaises a Bir-Hakeim, c'est l'un des plus beaux faits d'armes de cette guerre. »

Orgueil ! Fierté ! De Gaulle et toute la France Libre boivent du petit lait...

Le 11 juin 1942, de Gaulle s'enferme dans son bureau. Koenig et ses hommes vont-ils échapper à la destruction ? La presse Britannique du jour est dithyrambique mais funèbre.

En fin d'après-midi, enfin, un officier britannique apporte un message du Général Brook.

« Le Général Koenig et une partie de ses troupes sont parvenus à El-Gobi hors de l'atteinte de l'ennemi. »

Charles de Gaulle remercie l'officier, reconduit Maurice Schumann avec qui il se trouvait, et ferme la porte.

« Je suis seul. Ô cœur battant d'émotion, sanglots d'orgueil, larmes de joie. »



Charles de Gaulle écrira plus tard :

« Quand, à Bir-Hakeim, un rayon de sa gloire renaissance est venu caresser le front sanglant de ses soldats, le monde a reconnu la France. »

Par sa résistance prolongée au-delà de tout espoir et dont le retentissement mondial fut immense, la 1^{ère} Brigade Française Libre a aidé de manière décisive la 8^{ème} Armée britannique en difficulté.

En effet, cette ténacité a permis à deux reprises à la 8^{ème} armée britannique de reconstituer ses positions, ce qui aurait pu avoir des effets stratégiques plus grands encore, si les Alliés avaient su saisir ces occasions pour renverser la situation.

La résistance des Français a eu également un impact majeur sur le retard pris par l'Axe dans ses plans stratégiques : en tenant plus de 10 jours, à un moment clé, en permettant d'user l'aviation allemande, les hommes du général Koenig ont totalement déstabilisé le planning italo-allemand, et vraisemblablement sauvé Malte.

Enfin, aux Français alors sous l'oppression allemande, elle confirma leur foi en leurs destinées et en la victoire. La Résistance intérieure, celle de Jean Moulin et Christian Pineau, rejoint la France Libre pour ne faire qu'une seule France Combattante.

Sources

Cédric Mas, *L'Afrikakorps 1942*, vol. 2, hors-série n°8 de Batailles & Blindés.

Erwan Bergot, *Bir Hakeim*, Presses de la cité, 2009.

Attilio del Rosso et David Zambon, *Les tankistes de la division « Ariete » à Bir Hakeim - Les combats du 27 mai 1942*, Batailles & Blindés n°29, février-mars 2009.

Susan Travers, *Tant que dure le jour : Amour et héroïsme dans la Seconde Guerre mondiale*, J'ai lu, 2003

Max Gallo, *De Gaulle, la solitude du combattant*,

Robert Laffont, 1998.

Général Bernard Saint-Hillier, *Bir-Hakeim 1942, Sur les traces de la première légion romaine « Prima nomine et virtute »*, ECPA, 1992.

Bir-Hakeim, vol. 1, ICARE, numéro spécial paru avec l'Amicale des anciens de la 1^{ère} DFL, n°100, 1982/1.

Charles de Gaulle, *Mémoires de Guerre*, Plon, Tome 2, 1956.



Internet

www.charles-de-gaulle.org

www.birhakeim-association.org

<http://www.cheminsdememoire.gouv.fr/>

<http://www.francaislibres.net>

<http://www.1dfl.fr>

<http://www.france-libre.net>

<http://www.ordredelaliberation.fr>



L'effort de guerre du Congo Belge

Par Prosper Vandenbroucke

Peu de gens le savent peut-être, mais la Belgique s'était dotée depuis 1908 d'une grande colonie d'Outre-mer : le Congo Belge (actuelle République démocratique du Congo).

Ce vaste territoire avait déjà, lors du Premier Conflit mondial, été en proie à la convoitise des belligérants. Il n'en fut pas autrement, vingt deux ans plus tard. La capitulation, le 28 mai 1940, de l'armée belge de campagne ne produisit, d'abord, guère d'effet au Congo belge. L'effort de guerre colonial sera économique avant d'être militaire. Les premières bombes atomiques américaines n'auraient probablement pas été prêtes en août 1945 sans l'uranium congolais. Loin de l'Europe et vivant dans la tranquillité, le Congo belge, à son tour, allait pourtant entrer dans la guerre, mais c'était plutôt à reculons.

Le 21 janvier 1941, après de longs mois de négociations, un accord commercial visant à faire du Congo un "belligérant actif" fut signé à Londres par le gouvernement belge et la Grande-Bretagne. Sur le plan financier, était établi un taux de change fixe du franc congolais, lequel se voyait dévalué par rapport à la livre sterling. L'accord prévoyait également l'entrée du Congo dans la zone sterling, l'interdiction de l'importation et de l'exportation d'or et de devises. Sur le plan commercial, il garantissait l'achat par la Grande-Bretagne de certains produits congolais (cuivre, coton, huile de palme, etc.) qui seraient placés dans une situation douanière semblable à celle des produits coloniaux anglais. Mais si, à Londres, cet accord donna lieu à une satisfaction mutuelle, les Belges de la colonie déclarèrent plutôt que la convention tendait à exiger du Congo l'apport de sa production d'or et de ses revenus sans rien lui donner en échange.



Pierre Ryckmans, Gouverneur du Congo Belge

Le 10 mai 1940 et ses prolongements

En 1940, vivaient au Congo environ 25 000 Belges, y compris les femmes et les enfants. Le gouvernement Pierlot n'avait à peu près rien prévu, en fait de mobilisation. Le colonel Gilliaert, qui commandait la Force publique, avait créé un Deuxième bureau à des fins de renseignements, sous la direction du capitaine Emile Janssens.

Le théâtre des opérations était loin, les communications interrompues. Le capitaine Janssens s'entendit avec le directeur de Radio Léopoldville, la station locale, qui se trouvait dans les mains des pères jésuites, pour diffuser un bulletin quotidien donnant quelques informations. En fait, on ne savait presque rien de ce qui était en train de se passer. Le 28 mai à 12 heures 30, le gouverneur général, Pierre Ryckmans, prononça à la radio un discours haché par l'émotion. Sa conclusion était très ferme : le Congo restait dans la guerre. Le même jour, M. De Vleeschauwer, ministre des Colonies, télégraphia à Pierre Ryckmans le texte du discours prononcé par Hubert Pierlot au micro de Radio Paris. Porté à la connaissance des Belges, ce texte sema la consternation ; le gouverneur ajoutait toutefois, prudemment, que le Roi n'était plus libre et se trouvait dans l'impossibilité de régner, et il joignit à l'information l'avis de Churchill notant que « *l'heure n'est pas à porter un jugement sur ce qui s'est passé* ».

À tout hasard, le gouverneur fit enlever des lieux publics les portraits du Roi, insistant cependant pour que la chose se fit dans la plus grande discrétion, par crainte d'effaroucher les indigènes.

Cette mesure outra le capitaine Janssens, qui, dans son bureau, remit d'autorité le portrait royal là où, à son avis, il devait être. On entra dans une période de totale confusion, avec la défaite de la France, l'effondrement des institutions, le désarroi du gouvernement belge incapable de prendre une décision maîtrisée. Seul, en fait, à la tête de la colonie, Pierre Ryckmans connaissait les semaines les plus difficiles de sa carrière. Albert De Vleeschauwer avait bien été nommé, le 1^{er} juin, administrateur général du Congo belge, mais c'est le 4 juillet seulement qu'à ce titre il arriva à Londres pour prendre ses fonctions. Le 10 mai, les résidents allemands au Congo avaient été arrêtés. Le 10 juin, l'Italie étant entrée en guerre aux côtés de l'Allemagne, le gouverneur ordonna d'en faire autant pour les Italiens. Mais début juillet, au moment où les Britanniques demandèrent un soutien militaire aux troupes coloniales belges pour protéger la longue frontière commune de leurs possessions d'Afrique avec les territoires sous domination italienne, le gouverneur s'avisa que la Belgique n'était pas en guerre avec l'Italie : les Italiens retrouvèrent la liberté. Pas en guerre avec l'Italie, la Belgique ne l'était plus avec l'Allemagne. Des pressions de toutes sortes s'exercèrent sur le gouverneur pour qu'il évita de précipiter les colonies dans un camp plutôt que dans l'autre.

Des industriels et des hommes d'affaires plaidaient pour la neutralité de la colonie telle qu'elle avait été prévue en 1885 par l'Acte de Berlin : ils faisaient état d'interventions allemandes suivant lesquelles le Congo, au cas où il soutiendrait l'effort de guerre allié, risquerait gros. Une éventualité qu'il fallait, hélas, bien envisager était que l'Angleterre ne gagnerait pas la guerre. Quarante ans plus tard, lors des émissions de Maurice De Wilde à la télévision belge, sous le titre *L'Ordre Nouveau*, on évoqua un document du Deuxième bureau, rédigé par le capitaine Janssens, émettant l'avis qu'il fallait, pour définir les attitudes à prendre au Congo dans un souci de bonnes relations avec toutes les puissances, tenir compte de la possible défaite anglaise. Les notes mises en circulation par l'entourage du Roi allaient dans le même sens.

"Simple hypothèse de travail", dira Emile Janssens, devenu général, au cours de l'émission. À l'été 40, sur place, les cœurs et les esprits ne pouvaient qu'être déchirés. Les anciens combattants accusaient le gouverneur d'attentisme. Une Ligue d'action patriotique se constitua et milita pour une politique ouvertement pro-alliée et protesta énergiquement lorsque Léopoldville refusa l'appui militaire que sollicitait le Kenya. L'autorité coloniale permit seulement l'engagement de 300 volontaires dans les forces britanniques de l'est. À l'inverse, le gouverneur reçut une pétition réclamant que soit proclamée la neutralité du Congo. D'accord avec le colonel Gilliaert, Pierre Ryckmans, sachant que la petite armée congolaise n'était pas en état de se lancer dans des aventures lointaines et que des mois seraient nécessaires avant qu'arrivent d'Amérique les approvisionnements et le matériel indispensables, pensait que la prudence autant que la diplomatie commandaient de limiter le rôle des forces militaires à la défense du territoire. Il y avait non loin de là, en Abyssinie, 250 000 Italiens prêts à mettre en œuvre le rêve hitlérien de conquête de l'Afrique : c'est à répondre à cette attaque qu'il fallait être prêt.



Carte du Congo belge

Victoire en Éthiopie

Ce n'était pas l'avis des officiers des cantonnements du nord-est, qui fantasmaient au nom de de Gaulle et rêvaient de coup de force. Le 15 novembre 1940, jour

de la fête de la Dynastie, à l'issue d'une fiévreuse réunion tenue à Watsa, quelques-uns d'entre eux envoyèrent à Ryckmans un télégramme comminatoire.

Leur argument était que, faute de volonté de combattre, une collaboration avec les Anglais nous serait imposée par ces derniers et nous coûterait à terme la moitié de la colonie, tandis qu'une offre spontanée nous vaudrait leur amitié et sauverait l'intégrité du territoire. Gilliaert, à la suite de ce télégramme, gagna Stanleyville, où quelques têtes chaudes ne parlaient de rien moins que de procéder, dès son arrivée, à l'arrestation du commandant en chef.

Le colonel Mauroy, quoi qu'il fût ardent partisan de l'engagement immédiat de la Belgique dans les combats d'Afrique, réussit à calmer les plus excités. Gilliaert put s'adresser aux officiers et expliquer la situation. Le gouverneur général avait d'abord songé à soumettre à la Justice les animateurs de cet épisode burlesque abusivement affublé du nom de "putsch". Mauroy et le capitaine Met den Ancxt, un héros de la guerre 14-18, le plus énervé des "putschistes", furent seulement envoyés à Londres et mis à la disposition des forces belges de Grande-Bretagne ; ils se distinguèrent, l'un en Hollande et l'autre en Afrique du Nord. Sur quoi, le 21 novembre, le gouvernement belge reconstitué à Londres déclara la guerre à l'Italie. Des escadrilles italiennes s'étaient posées en Belgique pour participer aux opérations de bombardement sur la Grande-Bretagne ; un sous-marin italien avait coulé le vapeur belge Kabalo. C'était plus qu'il n'en fallait pour motiver l'attitude du gouvernement.

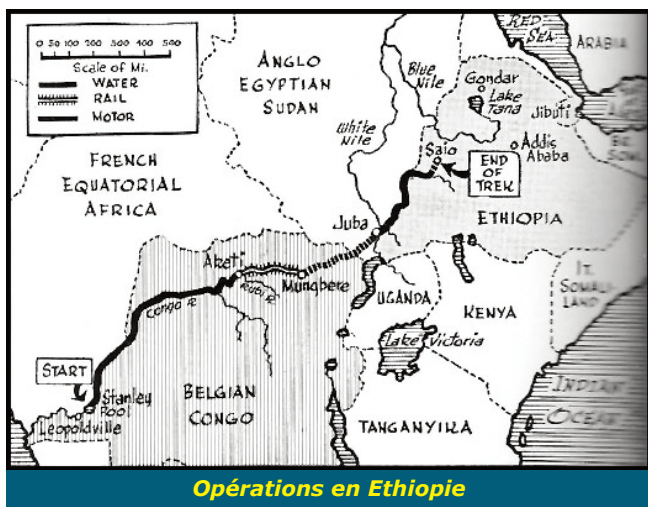
La situation redevenait claire. Et puis, cette participation directe des forces militaires belges en Afrique aux opérations, on allait l'avoir tout de même, en fin de compte. C'est même par là que s'ouvrit, en Afrique, l'année 1941.

Déchargé de ses fonctions de commandant en chef pour prendre le commandement du corps expéditionnaire du nord-est, le colonel Gilliaert, bientôt promu général, se trouva à la tête d'une force de 24 000 hommes dont une bonne partie allait être engagée en Éthiopie contre les Italiens. Partie de Stanleyville le 1^{er} janvier, la brigade parcourut mille kilomètres pour atteindre Juba, sur le Nil, puis mille encore vers le nord, puis 500 vers l'est, pour gagner la frontière éthiopienne et se trouver engagée par le commandement anglais.



Soldats congolais de la Force Publique

Le pire ennemi n'était pas les Italiens, bien qu'ils fussent, numériquement, largement supérieurs : c'étaient les maladies amibiennes qui faisaient dans la troupe congolaise le plus de dégâts. Néanmoins, le 12 mars, un bataillon s'empara d'Assosa, puis, avec le concours d'une unité britannique, de Gambela. Les forces adverses s'étaient repliées sur Salo. Trois mille hommes partirent à l'assaut le 3 juillet à 6 heures du matin et, à 15 heures, la garnison envoyait des parlementaires ; 4 000 Italiens dont 9 généraux, 18 canons, 250 véhicules, 8 000 fusils, 12 mortiers et 500 mulets tombaient, du même coup, aux mains des Alliés. L'armée congolaise laissait, pour sa part, 1 100 hommes en route mais le drapeau belge flottait à nouveau parmi les vainqueurs. Ce ne fut pas la seule participation de la colonie aux opérations militaires. Renvoyée par l'état-major britannique au Congo, la Force publique fut mise, plus tard, à la disposition du commandement de l'Ouest africain au Nigéria, où se préparait une attaque contre les colonies françaises ralliées à Vichy. D'autres unités se retrouvèrent au Moyen-Orient, avec, notamment, un raid de 7 000 kilomètres, pour 850 véhicules et 2 000 hommes, avant d'atteindre Le Caire. On vit en Palestine le First Belgian Congo Brigade Group, ou bien encore 300 Belges du Congo, résidents ou réfugiés, qui participèrent aux opérations de la Royal Air Force ou de sa section sud-africaine. Un hôpital de campagne équipé par le Congo opéra pour les Anglais jusqu'en Birmanie.



Mars ou Mercure

Tout cela, cependant, n'empêchait pas le futur général Janssens de déplorer que les responsables du Congo préférassent, ainsi qu'il l'explique dans son Histoire de la force publique, « l'épicerie à l'épée, les accords économiques au combat et Mercure à Mars. » On ne saurait nier que le Congo ait été une des principales sources d'approvisionnement pour l'industrie de guerre anglaise ; il est sûr que le rôle joué de ce fait par le Congo est sans comparaison avec le poids d'une armée coloniale belge que les Anglais jugeaient, à juste titre, insuffisamment encadrée et préparée pour affronter les troupes de Rommel. Mais il est vrai que les Anglais étaient prêts à tout, y compris à l'intervention militaire, pour s'approprier aux meilleures conditions l'usage des réserves congolaises de matières premières : la dévaluation de 30 % du franc congolais qu'ils imposèrent au gouvernement

belge et qui rendit d'autant plus pénible l'effort de la colonie n'avait, c'est un fait, aucun rapport avec le fair-play chevaleresque que l'on prête souvent, sans y bien réfléchir, au caractère britannique. L'âpreté des négociations avec Londres tranchait singulièrement sur l'enthousiasme des discours qui célébrèrent après la guerre la part prise par le Congo à l'effort pour la victoire. Les recherches effectuées par l'historien belge J.C. Willame dans les archives du Foreign Office montrent que, en effet, le Congo n'avait pas le choix : s'il n'était pas entré de bon gré dans la guerre, la Grande-Bretagne l'y aurait contraint. Quant au climat des pourparlers, c'est peu de dire qu'il était médiocre : le souvenir des campagnes menées par la perfide Albion contre l'entreprise coloniale de Léopold II était toujours bien vivant. C'est sans doute ce qui avait autorisé Chamberlain, en 1937, comme on ne le sut qu'après, à proposer à Hitler en échange de la paix en Europe la moitié du Congo belge ; de même le gouvernement Churchill s'étonnait de la prétention des Belges à réclamer des compensations pour l'effort de guerre que l'on allait demander au Congo. Albert De Vleeschauwer, combattant pied à pied afin que les Anglais puissent fournir au Congo le matériel nécessaire pour mener cet effort sans compromettre son équilibre économique, se rendit "insupportable" aux yeux de Churchill.

Les responsables politiques belges, encouragés dans leur attitude par les milieux privés et en particulier par les dirigeants de la Société Générale, trouvèrent également appui auprès des États-Unis, mieux à même de fournir au Congo le matériel dont il avait besoin : cette ébauche d'un axe Washington - Léopoldville incommoda, lui aussi, beaucoup les Anglais. Dans la "mère patrie", comme on disait alors, seul un petit nombre d'initiés étaient au fait des événements d'Afrique. L'attitude du gouverneur général mettant des troupes congolaises à la disposition des forces britanniques pour une campagne en Éthiopie avait tout d'abord été l'objet de critiques. On reprochait à Pierre Ryckmans d'avoir péché par excès de zèle. Le réalisme finit par l'emporter. Si l'on voulait que la Grande-Bretagne, un jour, contribua à la restauration de l'indépendance du pays, il fallait d'avance en payer le prix.

Sources bibliographiques :

Pierre Stéphany, 1941 – *Les misères et les chagrins de l'année la plus noire.*

Crédit photographique :

Pierre Ryckmans : *ars-moriendi.*

Carte du Congo : *Histoquiz.*

Soldats congolais : *Musée Royal de l'Armée - Bruxelles*

Carte des opérations en Éthiopie : <http://www.biblio.org/hyperwar/UN/Belgium/Congo/index.html>



Les militaires français face au débarquement en Afrique du Nord

Par Vincent Dupont

Peu de personnes pourront nier que la vision que nous avons d'un événement est en général construite d'après la représentation que nous en avons, qu'elle soit visuelle, photographique ou cinématographique. Ainsi l'image que l'on se fait en général du débarquement des troupes anglo-saxonnes en Afrique du Nord le 8 novembre 1942 est réduite à des officiers et soldats vichystes tirant sur leurs libérateurs américains dans une action que le temps nous rend incohérente pour en pas dire absurde. Une des rares représentations cinématographiques de cet événement, présente au début du film *The Big Red One* de Samuel Fuller¹, ne fait que confirmer cette perception, notamment de l'officier français donnant l'ordre de tirer avec virulence. Et pourtant cette vision est en partie faussée car il n'en fut pas ainsi sur tous les points de débarquement et il convient donc de rappeler quelle fut l'attitude exacte de l'armée d'Afrique, des officiers français, attitude moins catégorique que l'image que l'on s'en fait.

Pour étudier de plus près quelle fut l'attitude tenue par l'armée d'Afrique et par ses chefs en novembre 1942, il nous faut comprendre ce que la dissidence représentait aux yeux de ces officiers puis, une fois leur conscience en paix, rappeler les préparatifs de l'opération *Torch*. C'est la manière dont se déroulèrent les opérations à Alger, à Oran et au Maroc qui retiendra notre attention, et l'attitude qu'y adopta l'armée d'Afrique. Enfin nous verrons quelles purent être les conséquences et le bilan que l'on peut faire de ces événements.

Le chemin vers la dissidence

Avant toute chose, il nous faut rappeler dans quelles circonstances se prépara le débarquement allié en Afrique du Nord, pour mieux comprendre l'attitude que durent tenir les militaires français. Ce vaste territoire était alors encore sous la domination du régime de Vichy. Son armée était restée intacte sous la surveillance des Commissions d'armistice mais beaucoup d'officiers français en son sein bouillonnaient de reprendre le combat. Le problème de conscience, pour tous, était le sacro-saint devoir d'obéissance qu'ils répugnaient à briser. Certains officiers français voulurent néanmoins participer au retour de leur pays dans la guerre, aux côtés des Alliés et œuvrèrent pour cette cause dès 1940. Parmi ces officiers se trouvait le général Charles-Emmanuel Mast, qui fut la pierre angulaire de l'organisation militaire de la résistance en Afrique du Nord pour être en mesure d'aider les Alliés à débarquer le moment venu. Il tentera bien des années plus tard d'expliquer son choix, pour décrire la situation dans laquelle ses camarades et lui-même étaient confrontés : *« Comment un officier général dont toute la vie, toute la formation intellectuelle, furent dominées par le dogme de l'obéissance aux ordres et le dévouement*



Le général Charles Mast (1889 - 1977)

absolu à ses chefs, a-t-il pu, un jour, agir contrairement aux instructions reçues et entraîner avec lui, dans ce sens, un certain nombre d'officiers et d'unités ? » Il s'interrogea plus précisément sur les limites de l'obéissance, de manière à permettre la rébellion en accord avec sa conscience : *« Il y a dans la discipline militaire, une limitation qui exclut l'obéissance aveugle ; cette forme du devoir a pour objet l'observation des lois et l'honneur de la France. Certains ordres sont inacceptables parce qu'ils révoltent la conscience et ne peuvent être exécutés s'ils sont contraires à l'honneur ou à l'intérêt de la Patrie. Un chef mais seulement de grade élevé, doit réfléchir avant de s'engager : il a parfois le devoir de désobéir aux ordres reçus lorsque l'obéissance lui apparaît contraire à sa conscience ou à l'intérêt supérieur de la Patrie. Ce refus d'obéir doit être, de toute évidence exceptionnel, et ne peut être envisagé qu'à un échelon très supérieur de la hiérarchie, dans un grade qui comporte le pouvoir de décision. Un serment imposé et contracté à l'égard d'une autorité et ne jouissant pas de sa complète liberté demeure sans valeur. »* La nécessité d'entreprendre une telle action est une donnée très importante dans les mémoires d'officiers car elle comporte l'idée de devoir réussir ce qu'ils projettent ; ils engagent non seulement leur vie mais également celle de tous ceux qui sont derrière eux. Ils n'avaient donc pas d'autre choix que d'être des rebelles comme le rappellera Mast : *« Une rébellion, même justifiée, ne doit être tentée qu'avec des chances raisonnables de succès,*

¹ : *Au-delà de la gloire* en version française, sorti en 1980. Le film s'appuie sur l'expérience personnelle de Samuel Fuller au sein de la 1^{ère} DI US.

car le chef ne s'engage pas seul ; il compromet avec lui un certain nombre de subordonnés et d'unités qu'il ne doit pas entraîner sans espérance d'atteindre le but et si l'on cherche à définir les cas où un officier général a le droit d'entrer en rébellion pour défendre l'intérêt supérieur du pays, après mon expérience personnelle d'une rébellion militaire, je ne reconnais qu'un seul critère : la rébellion se justifie par le succès. »

Condamné au succès de son entreprise, le général Mast avait donc songé dès son arrivée à Alger fin avril 1942, à la manière dont il pourrait favoriser le débarquement des Alliés et le retour de l'Afrique du Nord dans la guerre. Un plan d'action avait déjà été préparé en ce sens par le général Giraud avec qui Mast² était resté en contact. Il fallait donc sérieusement planifier le concours qu'il pourrait apporter à la Résistance. Au mois de mai de la même année, il rencontra Jacques Lemaigre-Dubreuil, industriel dirigeant de la Société des huiles Lesieur qui après plusieurs entretiens lui confia qu'il avait constitué depuis janvier un mouvement civil de résistance. C'est ainsi que Mast commença à travailler avec ce qu'on appellera le « groupe des Cinq »³ dont l'action devait grandement aider au débarquement des Alliés en Afrique du Nord et en particulier à Alger. Mast pouvait, du côté militaire, prendre de nombreux contacts. Chef d'état-major de la 19^{ème} Région jusqu'à la fin du mois d'août 1942, il fut nommé commandant de la division d'Alger le 1^{er} septembre 1942, ce qui rendit encore plus facile ses déplacements, et il s'employa à prendre contact avec les chefs de corps ou officiers supérieurs placés sous ses ordres. Ceux-ci se révélèrent pleins d'enthousiasme, très patriotes, mais après les avoir sondés prudemment, il en vint à la conclusion qu'il ne pouvait pas leur proposer de le suivre dans une action illégale, l'armée d'Afrique faisant toujours preuve d'une très grande discipline intellectuelle et d'une fidélité irréflectible au maréchal Pétain.

L'attitude de l'armée d'Afrique était d'ailleurs bien compréhensible, puisque composée en partie d'éléments ayant eu à combattre les Britanniques en Syrie ou à Mers el-Kébir et l'on ne pourrait évidemment pas compter sur un appui quelconque de la Marine par exemple. Dans l'aviation, très peu d'officiers paraissaient accessibles à l'idée d'une action militaire illégale, trois seulement donnèrent leur adhésion au général Mast. Du côté de l'armée de terre, Mast fut mis en relation avec le général Béthouart, commandant de la division de Casablanca. Dès 1940, ce dernier avait assuré à son ancien camarade de Saint-Cyr, devenu chef de la France Libre, que si les États-Unis étaient en mesure de forcer le retour de l'Afrique du Nord dans la guerre, il en favoriserait l'action. Aussi avait-il accepté volontiers de diriger l'action au Maroc à la demande du général Giraud. Béthouart pourrait compter sur quelques officiers de son état-major et un certain nombre d'officiers de réserve parmi lesquels Roger Gromand, contrôleur civil à Fès. Il était d'autre part certain de la

coopération du colonel Magnan et du régiment d'infanterie coloniale du Maroc (RICM), stationné à Rabat, et composé de jeunes engagés métropolitains.



Jacques Lemaigre-Dubreuil (1894 - 1955)

En revanche, tout comme à Alger, un problème persistait : certains officiers risqueraient de ne pas suivre le mouvement du fait du serment prêté au maréchal Pétain. À Oran, Mast pourrait s'appuyer sur le colonel Tostain, chef d'état-major de la division d'Oran. Ce dernier pensait pouvoir compter sur quelques officiers mais ne disposait d'aucune unité. Enfin, dans le département d'Alger, tirant avantage de son commandement, Mast avait réuni plusieurs adhésions comme nous l'avons signalé et pouvait compter sur la participation d'une douzaine d'officiers dont le général de Monsabert, commandant de la 5^{ème} brigade de Blida, et le colonel Baril⁴, commandant le 29^{ème} régiment de tirailleurs algériens de Koléa. Dans le courant du mois d'août, le lieutenant-colonel Jousse vint rejoindre les conjurés. Bien qu'ayant été détaché pendant plusieurs mois en Tunisie pour diriger le service de livraison du matériel destiné à l'Afrikakorps, Jousse était en fait depuis 1941 le conseiller militaire du « groupe des Cinq ». Mast décida donc de le garder à ses côtés et le nomma Major de la garnison d'Alger en septembre 1942. Ainsi, en tant que commandant d'armes et chef d'état major secret, Jousse transmettrait les ordres de Mast et les ferait appliquer en maintenant l'ordre dans Alger. Il n'y avait plus qu'à attendre l'occasion de déployer toute l'organisation mise en place en neutralisant notamment les organes de commandement qui pourraient s'opposer à l'arrivée des Alliés.

2 : Le général Mast avait participé à l'évasion du général Giraud.

3 : « Groupe des Cinq » composé de Jacques Lemaigre-Dubreuil, de Jean Rigault son homme de confiance, de Jacques Tarbé de Saint-Hardouin, conseiller d'ambassade, du colonel Van Hecke (chef des Chantiers de jeunesse en Afrique du Nord) et de son adjoint Henri d'Astier de la Vigerie.

4 : Ancien chef du 2^{ème} bureau, il avait déjà contribué à « parrainer » le mouvement de Fresnay en métropole, et fit partie de la pléiade d'officiers supérieurs antiallemands « gênants » expédiés en AFN après la mort du général Huntziger.

Les discussions sur le débarquement futur commencèrent donc avec Robert Murphy, envoyé spécial de Roosevelt en Afrique du Nord, Mast servant de relais entre Giraud et Murphy. Le 11 octobre, Murphy annonçait enfin à Lemaigre-Dubreuil qu'une intervention militaire en Afrique du Nord était décidée, organisée et mise au point ; elle mettrait en jeu 500 000 hommes, 2 000 avions et une flotte considérable. Des négociations devaient donc être entreprises pour coordonner l'action de la Résistance et des Alliés. C'est ainsi que la conférence de Cherchell fut organisée pour préparer au mieux les opérations sur le plan militaire de manière à ce que la réaction des troupes françaises soit nulle, ou du moins faible, mais également sur le plan politique, afin de préparer l'arrivée du général Giraud et décider de la place qui devrait lui être donnée parmi les Alliés.

Prélude à un débarquement inopiné

Ainsi dans la nuit du 22 au 23 octobre, alors que les premiers convois partent des États-Unis, une conférence devant définir dans l'esprit des Français la date et les points de débarquements en Afrique du Nord se tint dans une villa isolée de Cherchell, à 90 km à l'ouest d'Alger. Dans cette villa se rassemblèrent les principaux « conjurés » : Robert Murphy, le groupe des Cinq, ainsi qu'une délégation militaire alliée conduite par le général Clark. Mast les rejoignit avec des conseillers militaires Français de toutes armes et les discussions commencèrent. Pour Mast il parut évident qu'il faudrait orienter une partie des débarquements sur les points tenus par les « conjurés », que les Alliés devraient envoyer des officiers de liaison auprès des chefs militaires de la

l'armée à résister à l'envahisseur.

En plus des vastes opérations prévues au Maroc et en Algérie, Mast voulut convaincre Clark de la nécessité de devancer une installation des troupes de l'Axe en Tunisie en débarquant quelques milliers d'hommes à Bône pour les diriger immédiatement sur la Tunisie, voire plus si possible, pour réoccuper la ligne Mareth. Mais Clark répondit que l'état-major américain n'envisageait pas d'étendre les opérations au-delà des objectifs initiaux. Il leur annonça en revanche que les opérations débuteraient prochainement, ce qui surprit beaucoup les Français qui ne s'attendaient pas à un débarquement avant 1943 et pensaient sans doute naïvement décider eux-mêmes de la date en fonction de leur préparation. Il fallait aussi traiter des prétentions politico-militaires du général Giraud, et Mast dut demander à ce que Giraud soit nommé, dès son arrivée en Afrique du Nord, Commandant en chef des opérations. Cette demande fut acceptée sur le principe mais, dans les faits, les forces américaines ne pouvaient être sous le commandement d'un général français inconnu. L'accord de Clark permit juste de faire croire à Giraud que ses prétentions étaient acceptées. Il fut également demandé qu'aucune troupe britannique ou gaulliste ne participe aux opérations, pour éviter tout conflit inutile, ce qui ne fut pas vraiment respecté, nous le verrons. Les questions réglées et les suggestions françaises abordées, les réponses demandées par Clark au sujet de l'action de la résistance ayant été satisfaisantes, les conjurés se dispersèrent.

Le délai entre la conférence de Cherchell et l'arrivée probable des Américains était donc très court, et Mast se chargea donc de prévenir au plus vite ses collaborateurs dans toute l'Afrique du Nord. Une lettre fut adressée au général Béthouart pour lui signaler l'action dont il serait chargé au Maroc. Il mit ensuite son vieux camarade Monsabert au courant des opérations à venir et fit enfin venir le colonel Tostain à Alger pour l'aviser lui aussi de l'imminence du débarquement dans sa zone. Tostain devait être en mesure de neutraliser la défense pendant les premières heures de l'action en intervenant dans la rédaction ou la transmission des ordres. Ne connaissant pas en détail les moyens dont il disposait, Mast le laissa libre d'organiser au mieux l'aide à apporter à ce débarquement. Il lui précisa à nouveau que leur action était illégale et qu'il était libre de refuser sa mission s'il ne se sentait pas de taille à choisir entre son devoir d'obéissance et l'intérêt supérieur du pays. Le colonel Tostain l'assura qu'il mesurait les difficultés et que ses ordres seraient exécutés. On verra que l'attitude de Tostain allait être très importante dans le déroulement des opérations à Oran, d'où l'intérêt de montrer l'attitude qu'il avait initialement adoptée.

Devant l'imminence d'une opération dont on ignorait encore tout, Mast planifia les opérations pour la ville d'Alger même, où le lieutenant-colonel Jousse serait chargé de neutraliser la Haute administration de l'Algérie ainsi que tous les chefs militaires placés au-dessus de lui dans la hiérarchie. Il s'agissait aussi d'empêcher le fort de Sidi-Ferruch d'ouvrir le feu sur le littoral, là où le gros des forces américaines devrait débarquer selon lui, puisque c'était un des endroits que Mast avait indiqués à Cherchell. Pour plus de sûreté, Mast fit donc relever l'unité de garde par une



Robert Murphy (1894 - 1978)

Résistance et livrer des armes pour la résistance civile. Le général Clark pensait que l'amiral Darlan pourrait être mis dans la confidence mais Mast lui répondit en résumé que lui dévoiler le secret de l'opération aurait des conséquences désastreuses, car il forcerait



Lt-colonel Germain Jousse (1895 - 1988)

compagnie de tirailleurs du 29^{ème} RTA de Baril en qui Mast pouvait avoir une totale confiance. Un coup de théâtre allait cependant tout perturber, car une semaine seulement après la conférence de Cherchell, Murphy vint annoncer à Mast que le débarquement aurait lieu le 8 novembre. Cette belle marque de confiance ne manqua pas d'énervier le général Mast. Selon ses propres mots, « *ce n'était pas la peine de faire venir de Londres un major-général américain pour nous dissimuler ainsi la vérité au sujet d'une entreprise dans laquelle mes officiers et moi-même engageons notre vie !* » Les préparatifs devaient donc s'accélérer. La présence de l'amiral Darlan venu faire une tournée d'inspection ne fit qu'accroître la tension. Heureusement il regagna Vichy le 30 octobre.

Les hauts responsables de la résistance à Alger furent informés, Mast donna des ordres pour que les armes camouflées à l'abri des regards des Commissions d'armistice soient réunies pour les volontaires de la Résistance. Il convoqua également Baril pour l'informer de la date exacte du débarquement. Ce dernier lui fit observer qu'il rencontrerait certainement une sérieuse résistance de la part de plusieurs de ses officiers, maréchalistes convaincus et partisans de l'obéissance aveugle au gouvernement. En effet, si une partie de ses officiers à qui il avait su insuffler son esprit combatif étaient prêts à le suivre, une autre partie était issue d'unités rapatriées de Syrie en 1941 et farouchement anglophobes. La situation à Sidi Ferruch mais aussi à Koléa, la garnison du 29^{ème} RTA, risquerait donc d'être indécise. Les officiers les plus virulents seraient donc envoyés en mission de recrutement en Kabylie quelques jours avant le jour J. La question du maintien de l'ordre était à régler également. En effet les ordres du Haut-commandement préoyaient qu'en cas d'opérations toutes les unités seraient mobilisées et que le maintien de l'ordre serait confié entièrement aux forces de police et du Service d'Ordre Légionnaire (SOL) recruté

parmi la Légion des combattants. Rien qu'en Algérie il faudrait donc neutraliser près de 11 000 SOL, dont près de 5 000 rien que pour Alger et 4 500 à Oran, et les remplacer par des résistants civils pour sécuriser les villes. Coté transmissions, il existait des lignes sécurisées aboutissant au central Mogador situé dans la cour même de l'état-major du 19^{ème} CA, sous le commandement du commandant Suhard qui se chargerait donc tout simplement de couper l'alimentation pour interdire toute communication entre les unités et le gouvernement général de l'Algérie notamment.

Dans les premiers jours de novembre, Murphy demanda à Mast s'il ne serait pas utile de mettre le général Juin dans le secret. Mais autant Mast était persuadé que Juin souhaitait l'intervention d'une armée américaine pour faire revenir la France dans la guerre, autant il était convaincu que dans sa position de commandant en chef, Juin devrait exécuter l'ordre de repousser le débarquement par la force. La nouvelle aurait remonté à Vichy puis Berlin et, avant même l'arrivée des Américains, les Allemands seraient intervenus en Algérie et en Tunisie. Le 4 novembre, Murphy transmit à Mast l'heure et la date exacte du débarquement et le lendemain, Mast faisait connaître ce supplément d'information à ses fidèles officiers dont nous avons déjà parlé.

Tout se présentait pour le mieux jusqu'à l'arrivée, le 5 novembre, de l'amiral Darlan venu rejoindre son fils mortellement malade. Tous les jours on s'informa de l'état de santé d'Alain Darlan, et il devint très vite certain que l'amiral serait encore à Alger le jour du débarquement. La conjuration trouvait là un problème de taille, et le « groupe des Cinq » alla même jusqu'à proposer de l'éliminer, idée que Mast rejeta mais qui fut visiblement gardée en tête par Henri d'Astier de la



Général Alphonse Juin (1888 - 1967)

Vigier dans les semaines qui suivirent... Il fut donc décidé d'isoler seulement la villa de l'amiral en

couplant toutes les communications. Aucune garde ne serait envoyée pour ne pas donner l'alerte et ainsi isolé, l'amiral Darlan se réveillerait dans une ville occupée sans combat par les Américains.

La date fatidique approchant, Mast fait part dans ses mémoires du sentiment qu'il éprouvait à entrer ainsi en dissidence : « *Mais au moment de me décider à agir contre le devoir d'obéissance du soldat, je ne pouvais m'empêcher d'éprouver une certaine angoisse. Avais-je vraiment le droit de contrevenir aux ordres aussi totalement que je me préparais à le faire ? Les chefs dont il me faudrait neutraliser l'action, contraire à la nôtre, les généraux Juin et Koeltz, par exemple, étaient des hommes pour lesquels j'éprouvais une grande affection et, mieux encore, une profonde estime. Plus tard, j'étais sûr qu'ils ne manqueraient pas de me comprendre et, par conséquent, à posteriori, d'approuver ma conduite car ils étaient tous deux des patriotes et des réalistes. [...]* Il m'appartenait donc de déclencher cette action si conforme à l'intérêt national mais, mesurant à son degré exact ma position, je me trouvais contraint d'agir en ayant recours à la ruse. »

Les ordres de Mast seraient donc bien exécutés à Alger, il en avait la certitude. Restait à vérifier s'ils le seraient tout autant ailleurs. Le colonel Lorber, venu de Bône, l'assura qu'il accomplirait les missions qui lui avaient été confiées, même si elles n'étaient qu'éventuelles. Le colonel Tostain vint voir Mast le 5 novembre et ce dernier lui rappela ses consignes : neutraliser la Marine et les troupes de la garnison ainsi que celles de la province d'Oran en vue de faciliter les débarquements dans la zone Oran-Mers el-Kébir. Il assurerait en outre la position du terrain d'aviation de La Senia, à 7 km au sud de la ville, et de celui de Tafaraoui, à 18 km d'Oran. À Alger, en plus des diverses missions déjà évoquées, il faudrait aussi neutraliser le plus longtemps possible les unités de la Division et les éléments de la Marine qui, sans cela, appliqueraient les consignes données par Vichy. Toute initiative était bonne à prendre pour troubler les esprits dans toutes les unités de la Division en provoquant un réflexe de patriotisme à l'annonce de l'entrée en ligne d'une armée de secours alliée. Le plan d'action étant établi, les ordres définitifs furent envoyés aux chefs de la résistance. Des volontaires civils, des éléments de la police et des chantiers de la jeunesse devaient prendre possession des rues d'Alger. Pendant ce temps le général de Monsabert devait prendre possession du terrain de Blida en

comptant sur le 1^{er} Régiment de Tirailleurs Algériens et une batterie du 65^{ème} Régiment d'Artillerie d'Afrique. Une compagnie fut envoyée par Baril pour renforcer la position de Sidi-Ferruch. Il devait s'opposer, par tous les moyens, y compris la violence, à toute action des éléments de la Marine qui se trouvaient dans le fort. Baril et ses hommes assumeraient le rôle essentiel de protéger les débarquements alliés sur les plages situées au nord et au sud du fort et de la presqu'île de Sidi-Ferruch.

À 15 km à l'est d'Alger, la base aérienne de Maison-Blanche demeurait hors de contrôle dans les préparatifs. Mast chargea donc le commandant Dartois, de l'état-major de la base, qui avait participé à la réunion de Cherchell comme conseiller pour l'aviation, de s'y rendre dans la nuit du 7 au 8 novembre et d'y attendre les Américains en s'efforçant de convaincre le commandement local de les accueillir sans résistance. En cas d'opposition de certaines unités, le pire pouvait arriver, et plusieurs mesures furent donc envisagées pour les mettre hors d'état de nuire. Il s'agissait tout bonnement de court-circuiter la chaîne de commandement. Mast finit par adopter une solution qui laisserait vraiment tous les officiers face à leur conscience : lancer un ordre général indiquant qu'une menace d'invasion allemande était annoncée et que le haut commandement avait accepté l'arrivée de troupes américaines pour venir en aide aux troupes françaises. Ses instructions ordonnaient donc d'accueillir amicalement les troupes qui se présenteraient dans la zone d'Alger. Ainsi les officiers, qu'ils soient favorables à la reprise des combats, maréchalistes ou encore traumatisés par l'affaire de Syrie seraient pris dans le cas de conscience de l'obéissance à un ordre supérieur. Ne pouvant vérifier cet ordre auprès des autres échelons du haut-commandement du fait de la rupture des transmissions, les unités resteraient l'arme au pied ne sachant que faire, et cette attente ne pourrait être que profitable au déroulement des opérations. Cet ordre général d'opérations était bien entendu illégal et basé sur des informations totalement inventées, mais il est clair que de par son caractère officiel, les officiers y prêteraient attention et cela permettrait au moins d'éveiller chez tous un réflexe patriotique qu'il serait difficile d'annuler complètement par la suite.

Les ordres de Mast eurent l'effet escompté en grande partie, puisque les garnisons extérieures n'intervinrent pas dans la journée du 8 et seules les unités de la

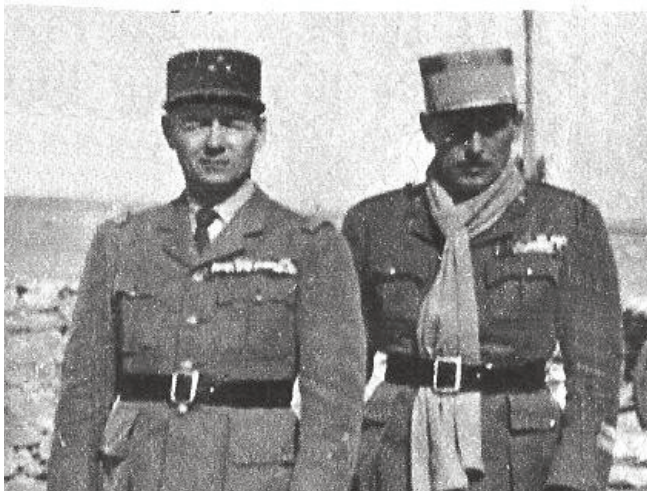


garnison de la ville d'Alger tirèrent quelques coups de feu. Le but de l'ordre proclamé par Mast était de semer le doute, de préparer moralement tous les officiers à accepter l'arrivée en Afrique du Nord d'une armée de secours venant aider la France à reprendre la lutte contre l'Allemagne, et en cela le but fut atteint, c'est ce que nous allons voir.

Une rébellion réussie en Algérie

L'agitation allait donc grandissant depuis le 4 novembre et l'annonce que d'importants convois avaient passé le détroit de Gibraltar inquiétait beaucoup le haut-commandement à Alger. Du côté des chefs du mouvement de la résistance, une dernière réunion se tint dans la nuit du 7 au 8 novembre. Vers minuit, munis des ordres de Mast, des groupes de volontaires de la résistance commandés chacun par un officier en uniforme, relevèrent les postes militaires dans la ville et c'est ainsi que les principaux points de contrôle d'Alger furent occupés en douceur dans la nuit. À Sidi-Ferruch tout s'était passé comme les plans le prévoyaient : à minuit le colonel Baril avait pris le commandement du fort dont la garde était assurée par une compagnie de son régiment depuis le 4 novembre. La garnison avait été renforcée par une compagnie d'élèves gradés. Baril avait réuni tout le personnel français des deux compagnies et leur avait exposé la mission qu'il entendait confier à la garnison : aider au maximum les débarquements d'une force militaire américaine considérable, dont un élément important allait débarquer sur les plages de Sidi-Ferruch, l'ensemble de l'expédition ayant pour but de venir au secours de la France dans l'espoir de libérer la métropole.

À la suite de cet exposé, tous les gradés et tirailleurs



Le général Mast et le colonel Baril en 1943

Archives famille Mast-de Rambaud

avaient spontanément acclamé leur colonel, ce que révèle l'attitude de la troupe prête à reprendre la lutte. Il est cependant important de rappeler que le général Mast avait demandé à Cherchell à ce qu'aucune unité britannique ou gaulliste ne soit présente lors des premières vagues de débarquement, et à raison notamment dans le secteur du 29^{ème} RTA ayant combattu en Syrie en 1941. Les cadres du régiment qui avaient, depuis cette époque, conservé de mauvais souvenirs, manifestaient une haine farouche envers tout ce qui était britannique. Les effets du traumatisme moral qu'avaient subi les unités

françaises opposées en Syrie aux formations anglaises se révélèrent pourtant à l'aube du 8 novembre car, au lieu d'une unité américaine, c'est précisément un bataillon d'infanterie britannique qui prit contact avec le 29^{ème} RTA, malgré ce qu'avait annoncé Mast dans son ordre général. Sur les plages de Castiglione, vers 2 h 30, la même désagréable surprise toucha les tirailleurs quand ils réalisèrent que des unités britanniques débarquaient devant eux. Le capitaine Roche, commandant la compagnie en garnison à Castiglione, n'opposa cependant aucune résistance et maintint son unité dans ses casernements respectant les ordres du colonel Baril. Néanmoins, dans la journée, quand Baril vint visiter ses différentes unités, le capitaine Roche, que Baril connaissait bien et estimait beaucoup, ne manqua pas de laisser percer son amertume en disant à son chef que « *si ce n'avait pas été pour vous, mon colonel, j'aurais fait le baroud avec plaisir et tiré sur les Anglais !...* » La réaction fut identique à Koléa où se tenait le gros du 29^{ème} RTA, ce qui nous laisse une fois de plus percevoir l'opinion des officiers face à ce débarquement. Ils manifestèrent en effet un grand dépit de voir une avant-garde alliée composée exclusivement de Britanniques mais déclarèrent que, malgré leur répugnance, ils exécuteraient l'ordre de ne pas opposer de résistance.

Une demi-heure après l'arrivée des Britanniques, la femme du colonel Baril demanda à un officier du régiment des nouvelles de la situation et ce dernier lui répondit d'un ton furieux : « *Cela fait mal au cœur de voir ces uniformes !...* » Ce qui laisse entrevoir le climat glacial qui devait dominer. De l'autre côté de la baie d'Alger, les Américains avaient débarqué à l'est du cap Matifou, et aucune défense par des troupes à terre n'avait été prévue par le général Mast dans ce secteur, pour faciliter justement le débarquement des Alliés. Ce secteur était malheureusement couvert par deux batteries de marine composées de pièces de gros calibre qui tirèrent plusieurs salves sur les transports de troupe et les destroyers d'escorte, ces derniers étant obligés de riposter. Les deux batteries du Lazaret et de fort d'Estrées ne furent réduites au silence qu'après l'assaut d'un commando américain dans l'après-midi, appuyé par le feu des croiseurs. À 2 h 30, un bataillon avait déjà débarqué et marchait sur Maison-Blanche et son terrain d'aviation, qui fut pris sans combat à 9 h 30 grâce à l'intervention du commandant Dartois auprès de l'état-major de la Base. À 11 h 30, une escadrille d'Hurricanes pouvait s'y poser. Un autre bataillon américain débarqué devait prendre la route d'Alger pour prêter main forte aux volontaires civils dans Alger mais il se heurta à la défense de la garnison d'Alger qui s'était réveillée et obéissait aux ordres de Juin et Darlan. Dans le port d'Alger, des commandos, avec deux destroyers, tentèrent d'aborder les môles sous le tir des batteries de marine mais l'opération fut un fiasco.

Le général Mast se rendit à Sidi-Ferruch dans la nuit pour prendre contact au plus tôt avec les éléments débarqués. Il réussit à rencontrer le commandant des troupes alliées du secteur et ce dernier lui confia les difficultés qu'il éprouvait, notamment la lenteur des débarquements et le manque de matériel. Mast l'engagea néanmoins à pousser au plus tôt vers Alger pour investir la ville en profitant au maximum de l'hésitation provoquée dans les unités de la division d'Alger par les mesures prises par Mast au cours de la nuit. En fait, si les débarquements avaient pu être

exécutés avant 2 heures, Alger aurait pu être sécurisée avant le lever du jour mais la lenteur des opérations, dues à des conditions climatiques mauvaises et à l'inexpérience des opérations amphibies pour les jeunes GI, avait contrarié l'horaire de l'avance alliée. Il tenta aussi de persuader les Alliés d'envoyer un détachement pour aider le général de Monsabert à tenir la base de Blida avant que le haut commandement n'y renverse la situation. À la base de Blida-Joinville justement, Monsabert avait réussi à prendre plus ou moins possession de la base par la force avec ses troupes, notamment le 1^{er} RTA.



Joseph de Goislard de Monsabert (1887 - 1981)

Monsabert ne confia pas à ses officiers l'objectif réel de l'opération, ceux-ci pensèrent donc obéir aux ordres que leur transmettait leur général en toute légalité. L'annonce de l'arrivée prochaine du général Giraud en qualité de commandant en chef constitua pour la plupart une garantie, bien qu'au cours de la journée, des membres de l'entourage du colonel Conne laissèrent entendre « *qu'avec les généraux Giraud, Juin et Monsabert, l'armée allait être coiffée par la "mafia marocaine"* » ce qui laisse entrevoir les dissensions régnant au sein de l'armée d'Afrique et la confiance feinte d'une partie des cadres.

Quoi qu'il en soit, à 3 h 00 du matin, les colonels Conne et Dumas semblaient satisfaits de cette situation imprévue et n'élevèrent aucune objection aux ordres qu'ils venaient de recevoir. Mais le lieutenant-colonel Montrelay, commandant la base, qui avait d'abord accepté les ordres que lui transmettait le général de Monsabert, fut alerté par une ligne téléphonique spéciale qui n'avait pas été coupée et la situation s'inversa. Le général de Monsabert devint peu à peu prisonnier au milieu de mitrailleuses mises en batteries par le personnel de la base. Vers 6 h, plusieurs officiers furent envoyés tour à tour vers Sidi-Ferruch pour tenter de ramener des éléments américains qui pourraient permettre au général de Monsabert de prouver concrètement la

réalité du débarquement. L'un d'entre eux parvint à convaincre un colonel américain de le suivre et à 10 h 00, deux sections du 29^{ème} RTA, une compagnie américaine et une dizaine de *Bren Carriers* se présentaient à l'entrée de la base de Blida. Seulement, si cette arrivée décria un climat plutôt lourd pour le général de Monsabert, elle provoqua une toute autre tension. Les aviateurs adoptèrent une attitude de neutralité hostile et quelques-uns parlèrent d'arrêter le général de Monsabert voire même de le fusiller. Et Le général Giraud tant attendu n'arrivait toujours pas, ce qui augmenta la tension.

Toute l'opération faillit aussi bien être compromise par une imprudence de Robert Murphy. En effet ce dernier, après la réunion de la soirée du 7 novembre, sans doute trop anxieux de la responsabilité qu'il portait dans ces opérations, décida de son propre chef qu'il lui fallait obtenir du plus haut chef militaire l'assurance qu'il n'y aurait pas de résistance aux débarquements. Ainsi, il demanda une entrevue avec le général Juin qui accepta de le recevoir vers 0 h 30. Le diplomate exposa alors toute la situation à Juin qui entra évidemment dans une violente colère à cette annonce, surtout quand il apprit que les forces américaines venaient en Afrique du Nord sur l'invitation du général Giraud. Ne pouvant décider seul de l'attitude à tenir du fait de la présence du commandant en chef, l'amiral Darlan, à Alger, Juin décida qu'il fallait lui demander de venir. Les communications n'ayant pas encore été coupées, Juin put appeler Darlan pour lui dire de le rejoindre, ce que Darlan fit vers 1 h 00. Seulement en ces premières heures du 8 novembre le plan de neutralisation de la ville d'Alger entra en application et à peine l'amiral Darlan avait-il rejoint la villa de Juin que des volontaires civils relevèrent les tirailleurs en faction. Juin et Darlan étaient ainsi isolés à près de 3 ou 4 km de la ville, mais disposaient encore pendant une demi-heure du réseau de commandement intact. Il était donc très hasardeux de les prévenir comme le fit Murphy, car Juin et Darlan pouvaient immédiatement ordonner la contre-attaque avec toutes les unités de la garnison d'Alger mais aussi prévenir le général Noguès, à Rabat, de l'arrivée des Alliés quatre heures plus tard. Tous les récits indiquent que l'amiral Darlan entra lui aussi dans une fureur folle, insultant les Américains de tous les noms. Murphy tenta de l'apaiser en lui rappelant qu'il avait pourtant dit un jour à Vichy que si les Américains arrivaient avec une flotte et une armée considérables, ils pourraient compter sur lui. Darlan mit donc en avant le devoir d'obéissance au serment prêté au maréchal Pétain et qu'il faudrait à la rigueur qu'il soit relevé de ce serment. En tout état de cause, il lui faudrait avertir Vichy et organiser la défense d'Alger conformément aux ordres, ce que Darlan entendait faire le plus vite possible.

L'occupation de la ville par les volontaires civils n'allait cependant pas durer longtemps. En effet le commandant Dorange, chef de cabinet du général Juin, tomba sur un poste de volontaires civils qui lui refusèrent l'entrée du Palais d'Hiver. Après bien des péripéties, il arriva chez Juin avec des gardes mobiles qui se rendirent vite maîtres de la situation. Juin et Darlan délivrés gagnèrent Fort-l'Empereur pour reprendre en main les opérations. Darlan contacta Vichy dont il reçut carte blanche pour diriger la défense de l'Afrique du Nord, et accepta même le concours de la Luftwaffe pour perturber les convois au

LES AMERICAINS ET LES ANGLAIS ATTAQUENT NOTRE AFRIQUE DU NORD

5 : Certains ajouteront même « peu habitués au soleil africain et à la fraîcheur de l'anisette ».

sur les terrains d'aviation. Quand le colonel eut terminé sa lecture, un brouhaha joyeux emplit son bureau. On se congratule. Un de mes jeunes lieutenants me dit avec un sourire radieux : "Ah, mon commandant, j'avais si peur qu'on nous fasse battre contre les Américains !" »

Le fiasco oranais

En Oranie, l'organisation civile de la Résistance s'était bien implantée, beaucoup de civils avaient été recrutés par Henri d'Astier de la Vigerie et leur importance était quasi égale aux effectifs de la ville d'Alger. Comme nous l'avons vu, depuis plusieurs mois, le colonel d'artillerie Tostain avait adhéré au mouvement et en raison de sa position militaire, avait la direction de la Résistance en Oranie. La défense de l'Oranie était assurée, sur le front de mer, par un commandement Marine, dirigé par le contre-amiral Rioult. Celui-ci avait sous ses ordres le général Boissau, commandant la division d'Oran ainsi que les troupes de terre et de l'air aux environs immédiats. Pour le reste de l'Oranie les unités dépendaient entièrement du général Boissau. Mast convoqua donc Tostain pour le préparer dans sa mission comme on l'a vu plus haut. Selon lui, étant donné le risque d'implication de la Marine, il faudrait procéder comme à Alger en neutralisant les organes de commandement pendant les premières heures de l'opération alliée et ralentir ainsi les mouvements des corps de troupe de la division d'Oran. Mast laissa au colonel Tostain le choix des moyens pour monter son opération comme nous l'avons vu et c'est là que se révéla la difficulté en comparaison à la situation à Alger ou encore au Maroc.

En effet, Tostain, connaissant les hommes qui se trouvaient sur place, leurs sentiments, leur caractère et, ce qui était plus important encore, le dispositif des troupes et le plan d'action en cas d'alerte, aurait dû établir un plan d'action. En assumant le commandement local, il connaissait le jour et l'heure du débarquement et le but à atteindre en accomplissant sa mission, il demeurerait également libre de décider de la forme à donner à l'opération, de répartir les tâches entre les civils et les unités militaires favorables, de semer le doute parmi les officiers sur le sens du devoir à accomplir si on les engageait contre des forces étrangères et les persuader qu'ils n'auraient pas affaire à des ennemis, mais à des alliés naturels. Tostain affirma avoir bien compris le sens et l'importance de la mission qui lui était confiée mais le fait est qu'avec les meilleures intentions du monde, il manquait cruellement de caractère et de force morale pour aller au bout de ses projets.

Au moment de sauter le pas et de sortir de la légalité, il prit peur et ne put se décider à remplir la tâche ardue qu'il avait pourtant acceptée la veille. Ne sachant comment se tirer de ce mauvais pas, il se décida, le 6 novembre, pour la pire des solutions. Dans cette conjoncture, il lui aurait suffi de se taire mais, au contraire, il alla trouver son chef, le général Boissau, et lui exposa ce qu'il connaissait de l'opération américaine, allant même jusqu'à lui dévoiler les projets de la Résistance. Il demanda à son chef de donner à sa division l'ordre de ne pas tirer sur les assaillants. Seulement Boissau ne croyait pas les États-Unis capables d'avoir une force militaire aussi puissante pour accomplir une opération aussi

importante. Il renvoya donc Tostain, lui disant qu'il s'était laissé abuser. Par bonheur, il dédaigna de rendre compte à Alger de cet incident et les conjurés bénéficièrent ainsi d'une chance incroyable car un simple coup de fil aurait pu faire échouer toute l'opération. Tostain, plein de remords, se rendit tout de même compte qu'il avait mis en danger tous ceux qui dépendaient de lui en Oranie. Il convoqua les principaux chefs de la Résistance et leur avoua qu'il venait de tout dévoiler au général Boissau et que ce dernier, bien que n'y croyant pas beaucoup, se préparait à ordonner la résistance aux débarquements.



Général Jean Touzet du Vigier (1888 - 1980)

Pour eux, qui avaient projeté de faire occuper les centraux téléphoniques, d'arrêter les autorités civiles et militaires, d'embouteiller le port, d'armer les volontaires civils avec des armes délivrées par Tostain, tout ceci tombait à l'eau, ce qui ne manqua pas de les mettre de mauvaise humeur. Le lendemain, 7 novembre, le colonel Touzet du Vigier, commandant la brigade légère mécanique de Mascara, était convoqué à Oran. Tostain, la conscience lourde, tenta de le convaincre de se ranger, en cas de débarquement, aux côtés des Américains mais il ne parvint pas à le gagner à son projet. Toutefois le colonel du Vigier fut bien attentif à ce renseignement et lorsqu'il reçut l'ordre de contre-attaquer les colonnes américaines le lendemain, il le fit avec une grande prudence. Tostain se trouvait désormais hors d'état de diriger à Oran une aide efficace aux Alliés. Les responsables de la résistance se réunirent une dernière fois, le 7 vers 18 h 30, et il fut convenu de décommander toutes les actions sauf celles concernant le désamorçage du tunnel de la route de Mers el-Kébir et le sabotage d'un navire à l'entrée du port, que le pilote chargé de l'opération échouerait dans une position telle qu'il n'obstruerait pas le chenal.

Le général Fredendall, commandant l'opération dirigée sur Oran, fut informé en mer de cet état de fait et sut

au moins à quoi s'attendre lorsque ses troupes débarqueraient, ce qui effectivement aboutit à un bilan très meurtrier. Heureusement, dès sa conception, l'opération Torch avait prévu que la résistance à Oran serait la plus dure, et c'est pour cela que des éléments de la 1^{ère} division blindée américaine devaient faire partie de la première vague.

Face au déploiement américain, le commandement français, désormais alerté, disposait d'une bonne défense du front de mer. Au total 15 500 hommes que la mobilisation pouvait rapidement porter à 20 000. L'aviation pouvait apporter le soutien d'une centaine d'appareils basés à Arzew pour l'aéronavale et à La Senia et Tafaraoui pour l'armée de l'air. Dès l'annonce des premiers débarquements alliés, les garnisons extérieures de Mostaganem, Tiaret, Mascara, Sidi-Bel-Abbès reçurent l'ordre de faire mouvement et de se rapprocher des éléments débarqués afin de les contre-attaquer. Dans la rade d'Oran, deux bâtiments britanniques tentèrent la même opération qu'à Alger, avec le même résultat. Aussitôt après cet échec, l'amiral Rioult déploya ses forces navales et le 9 novembre en fin d'après-midi, persuadé à tort qu'Oran était tombée, donna l'ordre à tous ses navires de tenter à nouveau une sortie ou de se saborder. La réaction française fut donc particulièrement désastreuse à Oran. À terre les positions prévues pour l'alerte générale furent occupées par les unités de la division d'Oran. Les bases aériennes de La Senia et de Tafaraoui, devant être investies par des parachutistes, furent mises en état de défense. La surprise était donc bel et bien manquée.

À l'ouest d'Oran, les débarquements, bien qu'avec du retard, se déroulèrent relativement bien car la côte n'était pas défendue. Les premiers éléments débarqués ne rencontrèrent en fait les points de résistance français qu'à l'intérieur des terres, notamment à Saint-Cloud. Plusieurs tentatives n'entamèrent pas leur résistance et à la fin de la journée, les unités américaines ne parvenaient toujours pas à venir à bout des points d'appui français. Les objectifs initiaux des Américains ne purent donc être atteints à la fin de la journée du 8 novembre. À l'est d'Oran, les Américains avaient prévu le maximum d'effectifs, s'attendant à une résistance acharnée. Ils ne rencontrèrent que le 2^{ème} RTA venu de Mostaganem et qui se replia en fin de journée. Les blindés américains parvinrent à prendre le terrain d'aviation de Tafaraoui avant la nuit. La Senia, qui devait être atteinte le premier jour ne put cependant l'être du fait du retard pris pour réduire les points de résistance des troupes françaises. À la fin de la journée, tous les débarquements s'étaient bien déroulés mais la progression des forces terrestres non blindées était bloquée partout. Les forces terrestres françaises avaient rempli leur rôle selon les directives et avaient cédé, parfois à contrecœur, à leur devoir d'obéissance. L'on s'attendait à l'arrivée des garnisons lointaines dans la matinée du 9 pour contre-attaquer.

En fait, aux premières lueurs du jour, le 9 novembre, une situation quasi désespérée s'était installée dans l'Oranie mais aussi au Maroc car l'on avait été avisé dans la nuit de l'armistice conclu à Alger. C'est donc une situation tant paradoxale que dangereuse qui se développait puisque la prolongation de la lutte n'avait de sens que si un renfort puissant pouvait intervenir,

notamment en termes de soutien aérien. Or une intervention allemande était à exclure dans l'esprit de chacun.

Dans la journée du 9, les combats se poursuivirent autour d'Oran, des combats sans issue bien sûr, mais qui n'auront pour conséquence que d'augmenter les pertes en vie humaines, en matériel, en navires et en avions. Dès le lever du jour, un bataillon du 2^{ème} RTA appuyé d'une batterie d'artillerie fit reculer deux compagnies américaines vers la côte. Au sud de la tête de pont, les blindés américains arrêtés à Tafaraoui la veille au soir reprirent leur avance sur La Senia dès le matin mais durent l'ajourner pour se préparer à faire face à l'arrivée de la brigade légère mécanique sur le front. La rencontre eut lieu près de Saint-Lucien. Les chars D1 furent stoppés par le feu des tanks-destroyers et n'insistèrent pas, laissant tout de même sur place quelques chars endommagés. La Senia fut prise en fin de matinée mais continua d'être harcelée par les tirs de l'artillerie française jusqu'en fin de journée, la BLM détruisant une dizaine d'appareils alliés au sol avant de se replier. L'attaque sur Oran pouvait désormais être menée de tous les côtés, mais les points de résistance de la veille ne bougèrent pas d'un pouce. Ce n'est que le 10 novembre dans la matinée que les points d'appui français furent réduits par les blindés américains. À midi les chars déferlaient dans la ville et le cessez-le-feu était annoncé par le général Boissau et l'amiral Rioult. Seul le centre de résistance de Saint-Cloud ne cessa le combat que sur ordre.

Les troupes françaises avaient ainsi tenu tête à une armée supérieure en hommes et en armement pendant deux jours et demi. Toutes les unités non blindées avaient été tenues en échec. Au total la Marine comptait 300 officiers et marins tués ainsi que 146 blessés et l'armée avait perdu plus de 300 tués ou blessés.

Une candide conjuration marocaine

Au Maroc comme nous l'avons vu, la résistance avait été organisée depuis 1940 par le Contrôleur civil Roger Gromand, qui avait su rassembler des personnes fidèles et c'est ainsi qu'autour d'une petite élite, c'est un réseau plus organisé qu'il ne pouvait y paraître qui se développa dans le protectorat du Maroc, et bientôt en relation avec le « groupe des Cinq » par l'intermédiaire de Jean Rigault. Du côté des militaires, Giraud avait assuré à Mast qu'il pourrait compter sur le général Béthouart avec qui il avait pris contact. L'organisation pourrait donc s'appuyer sur un commandement civil et militaire. Après la conférence de Cherchell, Jean Rigault fut envoyé à Casablanca le 26 octobre pour informer le général Béthouart des derniers détails de l'opération, seulement ces renseignements étaient incomplets puisque Murphy n'annonça la date exacte du débarquement que le 4 novembre.

L'information fut aussitôt transmise à Béthouart bien que le délai qui lui était laissé était très court, mais il fut laissé libre de décider des solutions à adopter et des moyens à employer, tout comme Tostain à Oran. Mais l'horaire donné à Béthouart était faussé de deux heures, qui plus est les documents dont il disposait ne l'informaient que vaguement sur les conditions du débarquement, si ce n'est que figurait parmi les pièces qui lui avait été remises le plan rédigé par le général

Mast pour la conférence de Cherchell, ce qu'il prit pour un document élaboré par les Américains. C'est sur ce quiproquo que les plans de Béthouart furent établis, car il se prépara à accueillir les Alliés sur des plages où ils ne vinrent jamais, accompagnés d'officiers de liaison qui ne vinrent pas plus. La responsabilité en incombe en partie à Jean Rigault qui effectua des visites auprès de chefs militaires sympathisants au Maroc alors que ce type de recrutement incombait à Béthouart et non à lui. De ce fait, il perdit du temps en ne revenant pas immédiatement à Alger, où il aurait pu recueillir des informations plus précises en ayant le temps de retourner à Casablanca pour les transmettre à Béthouart avant le jour J. Béthouart demandera bien au vice-consul américain King de contacter ses supérieurs pour que des détachements américains débarquent à Rabat et Mazagan⁶, là où il disposait des détachements sûrs du RICM de Magnan et d'où la Marine était absente, en vain : les plans ne pouvaient donc pas être modifiés au dernier moment.

Du point de vue des forces de défense du Maroc, plusieurs secteurs défendaient la côte, répartis entre les différentes divisions et régions militaires. Des réserves étaient stationnées dans l'intérieur et permettaient aisément de couvrir toute action en profondeur débouchant de la côte atlantique ou du Maroc espagnol. Les forces terrestres étaient très importantes au Maroc et, sans compter les unités sous commandements territoriaux, le Maroc pouvait fournir un peu plus de 50 000 combattants. L'armée de l'air pouvait quant à elle aligner 170 appareils. En ce qui concerne la Marine, le vice-amiral Michelier disposait de batteries côtières de gros calibre qui couvraient les ports de Port-Lyautey, Fedala, Casablanca et Safi. Le *Jean Bart*, dans le port de Casablanca, possédait une tourelle en état de tirer, sans compter les forces navales rassemblées dans le port. Le système de défense semblait donc très efficace et comme à Alger il faudrait trouver un moyen de neutraliser une partie de la défense des côtes.

Ayant reçu la consigne, le 2 novembre 1942, qu'en cas de débarquement, il devrait prendre le commandant des troupes du Maroc et s'assurer de la personne du Résident général du Maroc ainsi que de quelques personnalités et des commissions d'armistice, Béthouart devait donc trouver un moyen de s'acquitter de sa tâche. Deux solutions se présentèrent à lui : l'arrestation des hautes autorités, le général Noguès, le général Lascroux, le général Lahouille et l'amiral Michelier. Ainsi, comme à Alger, la chaîne de commandement serait perturbée.

La seconde solution serait de mettre le général Noguès au courant de l'opération américaine, dès l'imminence de celle-ci. En sa qualité de chef suprême au Maroc, lui seul aurait le pouvoir de notifier à tous les échelons de commandement l'ordre de se ranger aux côtés des Alliés. Persuadé que le général Noguès serait assez avisé pour comprendre la chance pour la France que représentait ce débarquement, et surtout répugnant à faire arrêter ses propres chefs, Béthouart voulut opter pour la seconde solution. En cas de besoin, il rejoindrait le général Noguès avec les éléments avancés américains pour « forcer » sa compréhension des événements. En fait la grande inconnue serait le comportement que tiendrait la Marine, et le général

Noguès devrait exercer tout le poids de son autorité sur l'amiral Michelier pour que ce dernier ne s'oppose pas aux Américains. Le 6 novembre, Béthouart, invité à un dîner avec Michelier et ses amiraux fut éclairci sur ce sujet : Michelier relevait du Résident pour la défense des côtes mais ses forces navales n'avaient d'ordres à recevoir que de l'Amirauté de Vichy et il résisterait donc à toute attaque. La Marine se battrait donc, mais Noguès se rallierait, Béthouart en était convaincu. En effet, pour ce petit cercle marocain, les idées étaient claires : l'intervention américaine leur ouvrirait la voie du salut, s'y opposer serait une trahison et des propos même de Béthouart, il ne pouvait concevoir que Noguès et Michelier s'y opposeraient. Béthouart pensa également pouvoir rallier le général Dody, commandant de la division de Meknès.

Le 7 novembre, il reçut donc le général Dewinck, chef d'état-major de la division de Meknès, disciple de Giraud, farouchement antiallemand. Ce dernier fut enthousiaste à l'idée du débarquement et se rallia à la conspiration, bien que l'idée de participer à un pronunciamiento ne lui plaise pas vraiment. Béthouart et Dewinck furent convaincus que le général Dody serait disposé à les soutenir mais, par mesure de prudence, il prescrivit à Dewinck que, dans le cas contraire, il devrait le faire arrêter et prendre sa place pour ainsi sécuriser l'arrière pays et les communications avec l'Algérie.



**Général Antoine Béthouart
(1889 - 1982)**

Il fallait maintenant mettre à exécution le plan d'action. À 22 heures le 7 novembre 1942, le général Béthouart réunit son adjoint, le général Desré, son chef d'état-major, le lieutenant-colonel Molle, ainsi que tous les officiers de son état-major pour les mettre au courant de la situation et de ses intentions. Tous ces officiers témoignèrent spontanément d'un grand enthousiasme et assurèrent leur général de leur total dévouement, d'après lui. Béthouart avait préparé pour toutes les unités de sa division une directive analogue à celle que rédigea Mast pour sa propre division, directive qui fut diffusée dans la nuit. Il convoqua le colonel Magnan, commandant du RICM, en qui il pouvait avoir une totale confiance, pour lui communiquer ses ordres en premier. Magnan mit donc en alerte son régiment dans la soirée et prévint tous ses officiers. Aucun n'éleva la moindre objection et

6 : Actuelle El Jadida.

leur attitude fut similaire à celle que l'on a pu observer en Algérie dans certaines unités. Béthouart convoqua également les colonels des unités chargées d'arrêter la Commission d'armistice allemande, et leur indiqua où leurs troupes devaient être postées. Il rapporte dans ses mémoires que ces officiers manifestèrent une grande satisfaction et qu'aucune indiscretion ne fut commise. Il réunit ensuite une dizaine d'officiers de son état-major et leur remit des ordres pour les unités gardant les côtes et les commandants d'aérodromes à contacter pour l'heure H. Ces ordres prescrivaient bien évidemment d'accueillir les Américains en amis et de ne pas tirer sur eux.

Avant de partir pour Rabat, Béthouart rédigea également une lettre pour le général Noguès et un dossier pour l'amiral Michelier, documents qui devaient leur être remis à 2 h 00 du matin, heure prévue pour les débarquements selon les renseignements qu'il avait reçus. À 23 h 00, Béthouart et son état-major quittaient Casablanca pour Rabat où ils s'installaient dans une villa dans l'attente d'un débarquement américain qui bien évidemment n'aura jamais lieu. Pendant ce temps le RICM entourait la Résidence et envoyait des détachements sur les plages au nord et au sud de la ville pour y attendre les Américains. Le général Lascroux, commandant supérieur des troupes, était arrêté sans résistance et éloigné à Meknès. Le directeur adjoint de la sécurité, le capitaine Cordier, se mit à la disposition de Roger Gromand et diffusa immédiatement aux commissaires divisionnaires des régions de n'avoir plus à obéir qu'au général Béthouart, ce que les commissariats acceptèrent sans discuter. L'état-major de Béthouart s'organisait et tous les officiers qui l'entouraient semblaient enchantés de la perspective de reprendre la lutte. Devant ce branle-bas, tout le monde ne savait que faire, et le général Lahouille, commandant l'aviation du Maroc, doutant de l'attitude à tenir, hésita avant de finir enfermé dans un bureau, son chef d'état-major essayant toute la nuit



Général Henri Nogues (1876 - 1971)

d'appeler les aérodromes pour mettre les pilotes en alerte.

Du côté des transmissions, que les civils avaient prévues d'occuper, personne n'avait de nouvelles.

Béthouart chargea donc son officier des transmissions d'occuper les centraux et de procéder à la coupure des lignes de la Résidence et de l'Amirauté. Malheureusement personne ne savait qu'une ligne téléphonique secrète reliait la Résidence à l'Amirauté et à toutes les divisions. À 5 heures, l'envoyé de Béthouart à la Résidence n'étant toujours pas revenu, les conjurés en conclurent que Noguès refusait de se rallier. Sa position ne faisait désormais plus aucun doute malgré son silence, car il ordonna aux tirailleurs de la compagnie de la garde de prendre position dans les jardins de la Résidence, pour être prêts à la défendre. Tout comme Juin, il accueillit les événements avec un accès de fureur, et contacta immédiatement l'amiral Michelier par la ligne téléphonique secrète que nous venons d'évoquer. Le commandant des forces navales l'assura alors qu'un déploiement naval allié de cette ampleur était impossible⁷ et, ainsi convaincu que le général Béthouart s'était laissé abuser, décida de reprendre en mains les régions de l'intérieur via le central de l'amirauté.

Aussi, à partir de 2 h 30, le plan était éventé et les deux grandes autorités de l'armée et de la marine ordonnaient un dispositif d'alerte sans pour autant croire à une telle opération. Aucune reconnaissance aérienne ou navale n'était pour autant ordonnée si bien que le danger fut ignoré jusqu'à ce qu'un obus tomba dans la salle de bains de l'amiral. Ce ne fut donc que vers 6 h 00 que le doute fut levé, avec les premiers débarquements. Après avoir sévèrement réprimandé le général Béthouart au téléphone, le général Noguès ordonna de neutraliser la résistance et en priorité les unités qui encerclaient la Résidence. Les mémoires de Béthouart évoquent cette conversation, Noguès vociférant des menaces au téléphone : « *Si vous ne renvoyez pas vos troupes, je ferai fusiller tous les officiers du régiment d'infanterie coloniale du Maroc.* »

Déjà l'entourage des conjurés s'éclaircissait avec les premiers lueurs du jour et les hommes n'étaient plus si confiants. Le général Leyer, commandant la cavalerie du Maroc, se présenta alors avec un ultimatum : Béthouart devait renvoyer les unités qui lui obéissaient encore, les chars du 1^{er} RCA ayant pour mission d'attaquer et de réduire au silence toute résistance. Leyer supplia alors son camarade d'éviter un combat fratricide et Béthouart décida de se soumettre, répondant que son rôle était terminé dès lors que l'autorité française supérieure décidait de combattre les Américains. Vers 8 heures, tous les participants du mouvement se rendirent à la Résidence pour tenter une ultime démarche auprès du général Noguès et le convaincre de l'importance de l'engagement allié. Ils furent immédiatement arrêtés et enfermés toute la journée, entourés de sentinelles baïonnettes au canon. Seul le colonel Magnan ne fut pas arrêté, puisque Noguès lui demanda de reprendre en main son régiment, sa troupe refusant d'obéir à tout autre chef que lui. Noguès avait d'abord prévu d'envoyer les « rebelles » par avion en métropole où

7 : En réalité rien ne pouvait l'indiquer, mais l'Amirauté tablait sur le bulletin de renseignements des forces navales alliées dont elle disposait. Hors, un immense convoi avait été vu franchissant le détroit de Gibraltar, et en toute logique, aucune force navale ne pouvait donc être également face au Maroc.

le peloton d'exécution les aurait sans doute attendus, mais ils furent finalement dirigés sur la prison civile de Meknès.

Le complot avait donc échoué au Maroc mais cela était en grande partie dû aux mauvaises liaisons entre Alger et Casablanca en particulier. Il est donc presque normal que Béthouart ait été dans l'obligation de se rendre puisque, à juste titre, il s'était cru abandonné, les Alliés ne débarquant ni à l'heure, ni aux lieux qui lui avaient été communiqués. Ses ordres, tout comme ceux communiqués aux officiers d'Algérie par le général Mast, produisirent néanmoins une influence positive sur le moral des unités dans les jours qui suivirent. Ainsi à Casablanca, où Béthouart avait laissé son vieux camarade de promotion, le général Desré, commandant de la subdivision de Casablanca, la situation fut très tendue, et dès le début des opérations, Desré dut signer un ordre du jour incitant à « repousser l'envahisseur ». Cependant, la division de Casablanca en elle-même exécuta les ordres avec une telle lenteur que les unités mirent trois jours à sortir de la ville, fidèles en cela aux sentiments de leur chef, le général Béthouart.

Toute la journée du 8 novembre, Béthouart et ses camarades restèrent enfermés à la Résidence puis furent emmenés à Meknès où ils furent incarcérés. Le 10 novembre, ils furent conduits devant un tribunal militaire réuni en toute hâte pour une parodie de procès. Du côté des accusés comme du tribunal, on chercha à gagner du temps par de longues auditions et suspensions d'audience, les Américains s'approchant de plus en plus. Le 11 novembre, l'audience fut finalement reportée à une date ultérieure. Béthouart et ses camarades furent transférés au camp d'El-Hajeb et mis aux arrêts de forteresse. Le 17, ils furent libérés et envoyés à Alger, Noguès refusant de les conserver au Maroc.

Mais revenons aux opérations en cours et à la réaction des troupes françaises. Les Américains débarquèrent à Fédala à 6 h 15. Comme prévu il n'y eut aucune opposition de la part des Français, car la garnison exécuta les ordres du général Béthouart et resta dans ses casernements. Les batteries qui pouvaient s'opposer à l'action américaine restèrent silencieuses et les troupes disposèrent de plus d'une heure pour mettre à terre, en toute liberté, les unités de premier échelon. À 7 h 00, les batteries côtières de marine entrèrent en action, ayant reçu un contre ordre du général Noguès, mais elles furent rapidement réduites au silence. Durant toute la matinée, les débarquements continuèrent, le général Patton débarquant lui-même en début d'après-midi pour presser l'organisation de la tête de pont. Au nord du dispositif, les Américains débarquèrent à Ménéchia et Port-Lyautey, dans un terrain plutôt difficile (l'embouchure d'un fleuve) mais vital, notamment pour mettre la main sur le terrain d'aviation de Port-Lyautey⁸. L'effet de surprise fut cependant totalement perdu car les transports alliés furent repérés par un convoi français qui en informa immédiatement la côte. Si bien que les Américains débarquèrent sur une côte en alerte avec une garnison sur ses emplacements de combat. Les débarquements eurent lieu entre 6 h 00 et 7 h 30 et aucune résistance ne fut pourtant opposée aux éléments débarqués, les unités françaises

défendant uniquement la ville. Les batteries côtières et l'aviation française en revanche les prirent très vite à partie. Dans l'après-midi, un bataillon américain qui s'était trop aventuré sur un terrain méconnu sans appui d'artillerie fut sévèrement contre-attaqué par les tirailleurs marocains du colonel Petit, commandant la garnison de Port-Lyautey, appuyés par plusieurs pièces d'artillerie. Les Américains laissèrent ainsi de nombreux tués et blessés et durent stopper leur progression dans l'attente de renforts.

À la fin de la journée, les premières vagues alliées avaient peu progressé et du côté français des renforts étaient envoyés par le général Noguès depuis Rabat. C'est ainsi que, dans l'après-midi du 8 novembre, le 1^{er} régiment de chasseurs d'Afrique lançait une contre-attaque et ses chars jetèrent le trouble dans les unités américaines qui durent reculer de plusieurs kilomètres. Toutefois on peut déjà voir que l'influence des communiqués de Béthouart la nuit précédente avait pu faire son chemin car le 1^{er} RCA n'exploita pas vraiment son succès et ne montra pas beaucoup de mordant à le faire, alors que les troupes américaines avaient sans doute atteint leur point de rupture. La nuit du 8 au 9 novembre se passa donc dans la plus vive inquiétude côté américain car les contre-attaques pouvaient recommencer le lendemain. Les conditions en mer ne facilitant pas l'accostage des chalands, le matériel lourd mettait par ailleurs énormément de temps à venir. Face à cette situation bien précaire, tout dépendait en fait du choix que feraient les officiers français le lendemain et les jours suivants. Avec les renforts attendus, ils auraient certainement les moyens d'attaquer. Allaient-ils se battre pour une cause vaine et détruire le groupement américain débarqué ou bien se garderaient-ils de faire du zèle et par cette attitude accomplir un acte patriotique ? En fait, si le général Noguès était certainement résolu à combattre avec toutes les forces à sa disposition, les exécutants se montraient plus réservés et il était quasiment certain que les unités engagées le 9 novembre feraient encore preuve de moins d'agressivité que la veille.



8 : Actuelle Kénitra.

Un 3^{ème} groupement américain débarqua à Safi, au sud du dispositif, avec de gros moyens blindés. La prise des installations portuaires était indispensable pour faire justement débarquer les chars qui devaient pousser sur Casablanca. Safi était tenu par une faible garnison d'infanterie de légion et de tirailleurs marocains, ainsi que par quelques batteries côtières de marine. Sauf en cas de surprise complète, Safi pouvait donc se défendre. Qui plus est, la région de Marrakech, distante de 150 km, pouvait dès les premières heures fournir un appui aérien suivi de près par des renforts en automitrailleuses, infanterie et artillerie. Safi fut prévenue vers 3 h 30 de l'imminence de l'attaque. Les Américains ne purent donc absolument pas compter sur l'effet de surprise. Deux destroyers entrèrent dans le port, chargés de commandos, comme à Oran et Alger, mais réussirent ici à prendre possession du quai principal. Les batteries faisant feu sur les transports de troupes, la flotte de couverture pilonna les batteries sans relâche.

Les bataillons américains débarqués, appuyés par l'artillerie navale, firent reculer très facilement la faible garnison française qui se regroupa en points de résistance qui se rendirent dans l'après-midi non sans barouds d'honneur. À midi, les chars américains pouvaient être débarqués dans le port. À la fin de la journée, les Américains tenaient une tête de pont d'environ 4 km de profondeur autour de Safi et aucun renfort n'était finalement venu de Marrakech. Béthouart écrivait dans ses mémoires, pour résumer les combats du 8 novembre au Maroc : « *On discutera beaucoup des événements du 8 novembre mettant en parallèle ceux d'Alger où il n'y eut à peu près ni résistance ni pertes, et ceux du Maroc où le sacrifice imposé à la marine et à l'aviation a été total et les pertes subies par certaines unités de l'armée de terre trop lourdes. C'est précisément ce que j'aurais voulu éviter. Encore, et sauf à Port-Lyautey, les combats sur terre ont-ils été réduits au minimum grâce à l'attitude du bataillon de Fédala et à l'état d'esprit des troupes de ma division.* »

À la fin de la journée du 8 novembre, Alger était neutralisée et il ne restait plus que deux théâtres d'opérations en Afrique du Nord : le Constantinois et la Tunisie, et le Maroc-Oranie. L'un devait se préparer à voir arriver les forces de l'Axe le lendemain, l'autre devait toujours faire face aux troupes alliées dans une situation très inégale et loin d'être encourageante. La marine avait perdu la quasi-totalité de ses forces et l'aviation près de la moitié de ses appareils. Noguès refusa l'appui de l'aviation allemande que Vichy lui proposait, et en contradiction avec les conséquences logiques de ce refus, décida de continuer le combat alors qu'un cessez-le-feu aurait pu être conclu dès le matin du 9 novembre. Au lieu de cela, il déplaça son poste de commandement à Fès pour mieux diriger la lutte depuis l'intérieur. De l'avis même du général Mast : « *cette manœuvre retardatrice pouvait être conduite lentement et permettre aux troupes du Maroc de résister encore pendant plusieurs jours, cependant elle n'aurait d'autre but que l'attente d'un renfort aéroterrestre important susceptible de renverser la situation et ce renfort ne pouvait être apporté que par les armées de l'Axe. Il semble inconcevable qu'un chef militaire français ait pu avoir une telle pensée et la mettre à exécution.* » Heureusement, les échelons subordonnés montrèrent en certains endroits peu d'enthousiasme pour

appliquer ces directives.

Dans la journée du 9, les têtes de pont américaines au Maroc tentèrent de progresser mais difficilement, leur matériel lourd tardant toujours à venir, sauf à Safi. Partout, les renforts français venant de l'intérieur créèrent des bouchons, d'où quelques coups de canons suffirent à stopper l'avance alliée, mais partout également les contre-attaques furent organisées et conduites sans conviction. Ce n'est que le 10 novembre que la progression américaine reprit, notamment dans les faubourgs de Casablanca, malgré un feu nourri de l'artillerie française. À Port-Lyautey, la situation put évoluer et les unités américaines du secteur purent reprendre le dessus. À Safi, le *Combat Command B*, entièrement débarqué, reçut l'ordre de foncer sur Casablanca. Il arriva avant le jour à Mazagan où, la garnison, composée d'un bataillon du RICM encore fidèle à Magnan et Béthouart la veille, n'opposa pas la moindre résistance, bien au contraire. Cette lutte inutile prit fin le 11 novembre dans la matinée, Noguès acceptant de faire cesser le feu après avoir reçu un ordre écrit de l'amiral Darlan. Casablanca échappa donc de justesse à un puissant bombardement.



Général Mark Clark
(1896 - 1984)

Bilan des opérations

Rien qu'au Maroc et en Oranie, 475 appareils avaient été perdus dont une grande partie au sol. La marine avait vu disparaître presque tous ses navires. À Oran, on dénombrait 300 marins tués et 146 blessés, ainsi que 300 tués ou blessés dans les rangs de l'armée. Au Maroc, le *Jean Bart* était gravement endommagé et à demi-coulé, la 2^{ème} escadre légère et une division de sous-marins avaient également coulé, et les pertes, rien que pour la marine, s'élevaient à 400 tués et 600 blessés. L'armée totalisait quant à elle 90 tués et 370 blessés. Fort heureusement, les pertes en Algérie étaient faibles. Selon le général Mast, ce malheureux bilan ne fut pas seulement le fait que Darlan et Noguès décidèrent, dans une précipitation rageuse, de lutter contre les Américains, mais aussi parce que l'orgueil de ces deux hommes fut profondément blessé, blessé

de s'être laissés surprendre par des subordonnés et exaspérés de se trouver devant le fait accompli. Les injures que l'amiral jeta à la face de Robert Murphy et celles du général Noguès, à l'encontre du général Béthouart, en sont la preuve irréfutable. À aucun moment, le raisonnement n'intervint et seule la passion (que certains appellent encore « honneur »), a inspiré les véritables responsables de ce désastre.

Bien des pertes auraient aussi pu être évitées si les Américains avaient fait plus confiance à l'organisation de la résistance française, si des agents de liaisons avaient été envoyés et si les plages avaient été communiquées. Le trop grand souci du secret du côté des Alliés, en particulier avec les résistants français, allait en fait être la cause de leurs pertes du 8 novembre. Si l'état-major américain avait eu confiance dans les résistants, capables de garder le secret des opérations futures, comme les événements l'ont prouvé plus tard, nombre des combats meurtriers du Maroc et de l'Oranie n'auraient pas eu lieu. La conférence de Cherchell avait pourtant montré la résolution des résistants à s'engager dans cette entreprise, à apporter leur aide et leur expérience.

Cette aide ne fut visiblement pas comprise et les Alliés en tirèrent les leçons par la suite en Normandie, en travaillant avec la Résistance et en tenant compte de l'aide qu'elle pouvait procurer.

D'un autre côté, on peut et on doit aborder le profond cas de conscience que représentait la dissidence des militaires dans cette opération, leur comportement général étant le fil conducteur de cette étude. Le général Mast abordera largement cette réflexion dans ses mémoires, ce qui dévoile toute l'importance que le devoir d'obéissance ou de désobéissance représentait aux yeux des conjurés : « *Le problème du choix était grave pour un homme qui avait passé la plus grande partie de sa vie dans le respect de l'obéissance et du dévouement à ses supérieurs. Il devenait plus douloureux encore pour celui qui éprouvait des sentiments d'affection et d'estime pour les deux chefs placés au-dessus de lui. J'ai du surmonter ce combat intérieur et consentir à n'être plus qu'un rebelle puisque, dans cette position, je devais trouver le seul moyen de sauver mon pays. En réduisant à l'impuissance le haut commandement au cours de la nuit décisive, je devais trouver le temps de donner aux Américains les positions-clés de la défense d'Alger. Je n'ignorais pas que je pouvais être balayé, écrasé, condamné pour cette action révolutionnaire mais j'étais décidé à tout sacrifier pour que la France vécût.* »

Le général Béthouart produira également les mêmes pensées dans ses mémoires, que résumant très bien cette étude : « *Les cas de conscience, qui se sont posés tant à mes collaborateurs qu'à moi-même, ont été graves. Il est incontestable que "la discipline fait la force principale des armées", mais il est des cas où des chefs se trouvent dans l'obligation de désobéir. Ce sont quelquefois ces "rebelles", et de Gaulle l'a montré, qui sont les plus intransigeants sur le principe même de la discipline. Car si dans une armée tous ont le devoir non seulement d'obéir mais d'agir de toute leur énergie dans le sens des ordres et de l'esprit donnés et inculqués par le commandement, les très rares chefs militaires mis, comme ce fut mon cas le 8 novembre, dans l'obligation morale de réagir et de désobéir, doivent savoir qu'ils le font à leurs risques*

et périls, et n'accepter jamais de voir généraliser leur action, qui ne peut être qu'une exception. » Beaucoup déploreront malgré tout que le général Giraud, sans doute amer de n'avoir pas été accueilli avec l'enthousiasme qu'il espérait, abandonna presque tous ses fidèles, tant militaires que civils, qui furent considérés comme des traîtres. Le général Juin s'engagea même à les tenir à l'écart de tout commandement pendant que Giraud, avec l'appui des Américains, devenait le dauphin de Darlan.

Une épuration malsaine allait commencer dans l'armée d'Afrique, le général de Monsabert allant même jusqu'à être déchu de la nationalité française alors qu'il organisait le Corps Franc d'Afrique, refuge de beaucoup de conjurés rejetés et souhaitant poursuivre le combat. Ce n'est qu'en février 1943 que Monsabert sera officiellement réintégré dans l'armée mais laissé à l'inactivité forcée par Juin en guise de pénitence. La rancune et l'opposition entre chefs militaires furent donc tenaces, et la prochaine confrontation « pacifique » avec les Français libres n'allait pas faciliter la cohésion de l'armée française de la Libération.

Bibliographie

BETHOUART Antoine, *Cinq années d'espérance*. Mémoires de guerre 1940-1945, Plon, Paris, 1968.

GOISLARD de MONSABERT Joseph de, *Notes de guerre*, Jean Curutchet, Hélette, 1999.

JUIN Alphonse, *Mémoires*, Tome 1, Fayard, Paris, 1959.

KAMMERER Albert, *Du débarquement africain au meurtre de Darlan*, Flammarion, Paris, 1949.

LEVISSE-TOUZE Christine, *L'Afrique du Nord dans la guerre*, 1939-1945, A. Michel, Paris, 1998.

MAST Charles-Emmanuel, *Histoire d'une rébellion*, 8.11.1942, Plon, Paris, 1969.

MOSNAY de BOISHERAUD Bernard et GOUTARD Alphonse, in *Hommages au général de Goislard de Monsabert*, Charles-Lavauzelle, Paris, 1978.

VIGIER (du) Alain, *Le général Touzet du Vigier*, Sorlot-Lanore, Paris, 1990.

Remerciements

À Daniel Laurent pour sa patience envers ses auteurs, à toute l'équipe de l'Histomag'44 et du forum « Le monde en guerre » et à tous ceux qui auront eu plaisir à lire cet article, je les en remercie.



La Schwere Panzer-Abteilung 501 en Tunisie

Par Antoine Merlin

La Schwere Panzer-Abteilung 501 est créée le 10 mai 1942, bien que la décision de créer des Kompanies lourdes indépendantes date de février. Composée et entraînée en premier lieu à Erfurt, elle bénéficie de l'expérience des cadres et des hommes de la Panzer-Ersatz-Abteilung 1 (unité d'école) et de l'école d'artillerie de Putlos. Néanmoins, faute de véhicules lourds dans un premier temps, une partie de l'entraînement s'effectue à bord de Panzer IV.

Entre-temps, le déploiement d'un bataillon « lourd » en Afrique du Nord pour l'hiver 1942-43 est sérieusement envisagé, la 501 étant assignée à cette tâche.

Initialement, l'unité doit être équipée de Tiger (P) du fabricant Porsche, concurrent malheureux du Tiger (H) de Henschel ; avant même le choix définitif de la Heeres Waffenamt n°6 (chargée des armements blindés), Porsche a initié la production de 90 « Tiger (P) », ceux-ci étant en plein assemblage lorsque la Panzerwaffe se tourne vers le concurrent Henschel ! Afin de ne pas « perdre » ces précieux 90 engins, il est prévu d'en armer des Schwere Panzer-Abteilungen, notamment la 501.

Au final, ces 90 châssis deviennent les célèbres Pzjäger « Ferdinand-Elefant », alors que la s.Pz.Abt.501 reçoit ses premiers Tiger I standards de l'industriel Henschel.

Prioritaire quant aux livraisons, c'est la s.Pz.Abt.502, installée près du Lac Ladoga, non loin de Leningrad, qui perçoit les premiers Tigers ; engagés pour la première fois en opération le 29 août 1942, ils ne brillent guère durant les difficiles premiers mois au front !



Tigre du 501 en Tunisie

La s.Pz.Abt.501 perçoit ses premières machines aux alentours du 20-25 août 1942 seulement. Durant septembre et octobre, la compagnie perçoit, au total, 10 Tiger I et 16 Panzer III, répartis en deux Kompanies. La préparation pour son futur déploiement africain bat son plein, avec notamment l'installation de filtres et d'équipements tropicaux pour les blindés, et d'uniformes pour les hommes. Rommel, qui prépare ses dernières offensives à El Alamein à la même

période, réclame l'arrivée de ces lourds engins au plus vite. L'officier emblématique de l'Afrika Korps a en effet assisté à une démonstration du Tiger en Allemagne, et souhaite en bénéficier pour ce qui sera sa dernière offensive en Égypte contre les forces britanniques de Montgomery.

Toutefois, le transfert traîne, et ce n'est que le 18 novembre qu'arrivent, à Reggio en Calabre, les premiers Tiger de la 501 ; à cette date, le DAK a été écrasé à El Alamein, et les forces Alliées viennent de débarquer au Maroc et en Algérie. Le temps joue contre l'Axe, il est impératif de transformer la Tunisie en bastion afin d'arrêter la progression anglo-américaine !

Les premiers hommes de la 501, dont les officiers du Stab (état-major de l'unité), arrivent par avion à Bizerte le 20 et 22 novembre, grâce à une flotte de transport aérien assemblée pour l'occasion, comportant 16 Junkers Ju-52 et 4 Messerschmitt Me-323 « Gigant ». Le premier Tiger débarque sur le sol africain le 23, suivi par deux autres, depuis le cargo italien *Aspromonte*. 4 Panzer III sont débarqués au même moment.



Embarquement pour l'Afrique

Immédiatement rattachés au Panzer-Regiment 7 de la 10.Panzer-Division, les Tiger sont engagés pour la première fois le 26 et 27 novembre, autour de Djedeida, en Tunisie, mais sans combats ; les premiers « tirs » ont lieu le 1^{er} décembre et 2 M3 Lee britanniques sont détruits par deux Tiger (le 3^{ème} est tombé en panne). Le 2 décembre, 1 Tiger et 5 Panzer III d'appui (dont deux appartiennent en fait à la Panzer-Abteilung 190) sont engagés à l'est de Tebourba, autour du point n°186 : 2 Panzer III sont mis hors de combat, et un 3^{ème} définitivement perdu. Néanmoins, 6 chars ennemis (appartenant à la 1st US Armoured Division), 4 pièces antichars et plusieurs véhicules, dont 2 Half-tracks, sont mis hors de combat par le Kampfgruppe allemand.

Durant les deux jours suivants, le dernier Tiger opérationnel est renvoyé à l'arrière pour réparations. Fragile, et soumise au difficile terrain tunisien, la mécanique du Tiger nécessite en effet un entretien minutieux et fréquent, en conséquence de quoi le taux

de disponibilité chute dramatiquement.

Le 6 décembre, 7 Tiger I et 5 Panzer III sont présents sur le continent africain.

Le 11 décembre, lors d'une attaque contre les forces britanniques à l'est de Djedeida, deux officiers de l'unité sont tués, dont un par un tireur d'élite. Pour l'instant, l'unité n'a subi aucune perte matérielle définitive. À cette date, la 1.Kompanie revendique déjà une trentaine de blindés.

En date du 25 décembre 1942, ce sont 12 Tiger I et 16 Panzer III qui sont déployés, grâce à l'arrivée progressive de la 2.Kompanie de la s.Pz.Abt.501.



«...la mécanique du Tiger nécessite en effet un entretien minutieux et fréquent...»

5 unités supplémentaires sont disponibles à partir du 8 janvier 1943, un autre Tiger arrivant le 16, et le dernier Tiger étant débarqué le 24 janvier 1943, toujours à Bizerte. Notons que les derniers engins sont transportés sur des barges, fortement armées, et non pas par des cargos traditionnels dont un grand nombre est détruit par les forces aériennes et maritimes alliées lors de la difficile traversée entre le sud de l'Italie et les ports tunisiens.

Grande chance pour la 501, aucune barge n'est coulée durant les transferts ! Il faut dire que la plupart des rotations maritimes se font de nuit.

L'unité est donc au complet, avec 20 Tiger I : 2 Kompanies, disposant de 9 Tiger chacune, plus 2 chars de commandement dans la Stab-Kompanie. 5 Panzer III sont également déployés au sein de la Stab-Kompanie, et chaque Kompanie en aligne 10, soit un total de 25 Panzer III.

Les combats durant le mois de janvier se déroulent dans les Djebels tunisiens, notamment en appui du 756.Gebirgsjäger-Regiment, dans le secteur de Masseur. Le 19 janvier, la 1.Kompanie capture un convoi de plus de 100 véhicules américains dans le secteur de Masra, un exploit qui coûte 3 Tiger endommagés (vraisemblablement par des mines) à l'unité. Le 21 janvier, plusieurs Tigers de la 1.Kompanie attaquent une colonne blindée britannique à longue distance, dans une vallée ; incapables de riposter, les chars anglais décrochent, laissant 3 des leurs sur le terrain. Après ces accrochages, la sensation d'insécurité s'accroît chez les équipages anglo-saxons, confrontés à un nouveau blindé à portée et protection bien supérieures... le début du « complexe Tiger » chez les soldats alliés !

La première perte totale d'un char de la 501 survient le 24 janvier, lorsqu'un Tiger est victime d'un incendie (vraisemblablement causé par la surchauffe du bloc moteur), qui se propage jusqu'au réservoir d'essence.

Durant les jours suivants, un Tiger est détruit par un canon antichar de 6-Pounder britannique, et un autre doit être sabordé après avoir touché une mine.

Rassemblée, la 1.Kompanie (qui totalise 6 Tiger et 9 Panzer III d'appui) participe à l'opération *Frühlingswind*, lancée le 14 février 1943 par Von Arnim, et ayant pour objectif la reprise de Sidi Bou Zid aux forces Alliées, notamment à la 1st Armored Division américaine. Les 10 et 21.Panzer-Divisionen forment le fer de lance de cette offensive, alignant près de 200 blindés contre les 300 chars américains.

Encerclant la localité, les forces allemandes repoussent les forces américaines, notamment le Combat Command A (CCA) de la 1st Armored, qui perd 44 blindés durant les combats. Lancé à la rescousse de la garnison de Sidi Bou Zid, le Combat Command C est engagé par les Tiger et les 2.PzDiv en rase campagne, faisant un véritable carnage parmi les unités américaines désorganisées. Le CCC est contraint de se replier, après avoir laissé une cinquantaine de blindés et plus de 130 véhicules sur le terrain. Le 16 février, après avoir repoussé une attaque du Combat Command B de la 1st Armored, les forces allemandes entrent dans Sbeitla, à l'ouest de Sidi Bou Zid. Durant ces opérations, les forces blindées américaines déplorent la perte de 112 blindés, dont une quarantaine est imputable aux Tiger de la 501 !

Quelques jours plus tard, le 19 février, Rommel lance ses unités contre les défenses du US II Corps à Kasserine. À cette occasion, quelques Tiger soutiennent la 10.PzDiv et la 131^{ème} Division Blindée italienne « Centauro », et revendiquent quelques blindés ennemis.



Le 26 février, une réorganisation de l'ordre de bataille allemand mène à l'intégration des unités de la 501 par le Panzer-Regiment 7 de la 10.Panzer-Division : la 1.Kompanie devient la 7.Kompanie du Pz.Reg 7, la 2.Kompanie la 8.Kp du Pz.Reg 8. À l'occasion, 15 Panzer IV sont reçus en renforts, chargés d'appuyer les « lourds ». Le lendemain est une « journée noire » pour la 501, puisque son commandant, le Major Hans-Georg Lueder, est grièvement blessé (remplacé par le Major August Seidensicker), et pas moins de 8 Tiger sont perdus, sous les tirs d'artillerie, d'antichars, et de mines. Durant la nuit suivante, ils sont tous sabordés par les sapeurs allemands.

Malgré les victoires sur les chars ennemis, les « lourds » allemands sont dans une situation critique, confrontés à de multiples pannes techniques et au manque de carburant.

Le 6 mars 1943, seuls 6 Tiger, 7 Panzer IV et 12 Panzer III sont disponibles au sein des deux Kompanies. À la même date, l'Opération *Capri*, tentative de Rommel pour ralentir les préparatifs de la 8^{ème} Armée britannique contre la Ligne Mareth (sud de la Tunisie), est un cuisant échec. Avec plus de 50 Panzer perdus, la situation est précaire pour le Heeresgruppe Afrika, qui doit également faire face aux pressions de l'US II Corps à l'ouest.

Entre le 16 et le 27 mars, les Britanniques mènent une série d'attaques contre la Ligne Mareth, tenue par les forces germano-italiennes ; parvenus à briser la ligne fortifiée, les Britanniques obligent les forces de l'Axe à entamer une retraite vers le nord.

À l'est, après des opérations défensives réussies, les forces américaines lancent une série d'attaques sur les positions allemandes dans le secteur d'El Guettar et de Maknassy.

Durant le mois de mars, la Stab-Kompanie et la 1.Kompanie de la s.Pz.Abt.504 (soit 11 Tiger et 19 Panzer III) arrivent à Bizerte, en renfort aux Armées de l'Axe, fort mal en point !

Le 17 mars, les restes de la 501 (encore sous le contrôle du Pz.Reg 7, et alignant 6 à 7 Tiger) passent à la 1.Kompanie de la 504.

Début avril, entre le 6 et le 8, les Britanniques repoussent les forces de l'Axe de leurs positions de Wadi Akarit, permettant ainsi de faire tomber Gabès, et d'ouvrir la route vers Tunis pour la 8^{ème} Armée britannique. Au même moment, le US II Corps progresse également vers Gabès, faisant sa jonction avec les forces anglaises. Pas moins de 220 kilomètres sont parcourus en quelques jours, les Alliés capturant Sfax et Sousse, et ne s'arrêtant que devant les fortifications d'Enfidaville. Au même moment, les unités alliées repoussent les forces de l'Axe au nord de la Tunisie, limitant ainsi à la seule région de Tunis/Bizerte le dernier carré de défense germano-italien en Afrique.

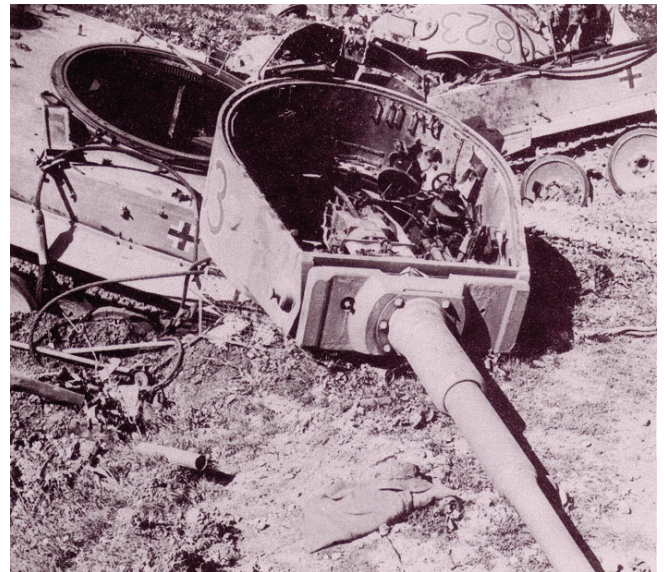
Les Tiger de la 504 mènent des combats défensifs durant le mois d'avril, et sont progressivement abandonnés, suite à des pannes sèches ou mécaniques, ou perdus au combat.

Les dramatiques pertes subies par les unités de transport de la Luftwaffe, et les convois germano-italiens ravitaillant la Tunisie, ne permettent pas de recevoir suffisamment de pièces détachées pour les véhicules, et de constituer des réserves de carburant.

Le 6 mai, les forces Alliées passent à l'offensive générale, capturant Bizerte et Tunis le 7 mai, Enfidaville le 8. Le 13 mai 1943, 230 000 soldats germano-italiens se rendent aux forces alliées, suite à la capitulation du Heeresgruppe Afrika. Les derniers Tiger en état de marche sont sabordés durant les derniers jours de combat dans la vallée de la Medjerda.

Plusieurs rapports, notamment celui du Major Lueder, indiquent à la fois les points forts et les faiblesses du Tiger, ainsi que les points à prendre en compte lors d'engagements : d'une part, la présence d'unité de réparation et de dépannage à proximité, une escorte efficace, tant en terme de chars plus légers qu'en infanterie, un soutien des sapeurs, ainsi qu'une coordination parfaite avec les unités alentours. Le

ravitaillement est également noté comme primordial, et à terme, une trentaine d'hommes, en plus des 5 hommes d'équipage, sont nécessaires pour les réparations, entretien et ravitaillement de l'engin ! Techniquement, le blindage du véhicule et son armement sont nettement supérieurs à ceux des autres chars, tant Alliés qu'Allemands, et lui confère un rôle primordial lors d'opérations contre des positions fortement armées, ou en cas de «rencontre» avec des blindés ennemis. Ajoutons que très peu de pièces peuvent venir à bout du blindage, et que la plupart des dommages rencontrés sont causés par la boîte de vitesse, le moteur ou en cas d'impact sur le train de roulement, notamment dû aux mines.



«...Les derniers Tiger en état de marche sont sabordés...»

La 3.Kompanie de la s.Pz.Abt.501 est créée début mars 1943, puis reversée au sein de la Panzer-Division « Gross Deutschland » en tant que 10.Kompanie lorsque s'effondre le front tunisien.

La s.Pz.Abt.501 est quant à elle recrée le 17 septembre 1943, puis envoyée sur le front soviétique. La s.Pz.Abt.504, elle, continue de se battre durant la campagne de Sicile et d'Italie.

Sources photos :

<http://www.histoquiz-contemporain.com/forum/viewtopic.php?f=41&t=2905>
(Excellent topic de Goliath sur ce sujet)



Conclusion

Par Cédric Mas

Cela fait maintenant un certain temps que l'équipe de rédaction, Daniel Laurent en tête, m'a demandé de superviser un numéro spécial d'Histomag'44 sur la Seconde Guerre mondiale en Afrique du Nord.

Ce fut une excellente idée qui m'a amené à travailler étroitement, sous la tutelle éclairée et amicale de toute l'équipe de rédaction, dont le professionnalisme n'a d'égale que cette passion qui nous fait avancer dans l'étude de cette Seconde Guerre mondiale, sur laquelle nous en savons encore si peu.

Et si j'ai trouvé l'idée très bonne dès le départ, il m'a fallu un certain temps pour passer à la réalisation pratique d'un projet qui porte sur l'objet de mes recherches et de mes lectures passionnées depuis maintenant plus de 20 ans !

Je dois en effet avouer ici que je suis passionné par ces opérations militaires et politiques, qui ont amené l'Axe à plusieurs reprises à proximité de la victoire avant d'offrir le premier succès offensif de taille stratégique aux Alliés.

Pourtant, il est d'usage de considérer que l'Afrique représente un théâtre d'opérations secondaire lors de la Seconde Guerre mondiale.

Et c'est ainsi que la plupart des historiens présentent depuis la fin du conflit, les opérations qui se sont déroulées en Afrique, qu'il s'agisse des campagnes dans le désert d'Afrique du Nord qui menèrent les armées des deux camps à effectuer plusieurs allers-retours entre El Alamein et Tunis entre le 10 juin 1940 et le 13 mai 1943, ou qu'il s'agisse des opérations qui amenèrent à la défaite italienne en Afrique Orientale Italienne, ou à la prise de possession du Maghreb français par les Alliés en novembre 1942.

Le caractère accessoire du secteur d'opération africain émane à la fois de la vision hitlérienne, qui refusait d'analyser la Méditerranée et l'Afrique comme autre chose qu'un théâtre « secondaire », et surtout des visions des deux grands qui ont continué cette dévalorisation de ces opérations. Que l'on se place du point de vue de Moscou, comme de celui de Washington, les campagnes en Afrique du Nord ne représentent qu'un simple « hors d'œuvre », les opérations décisives majeures se déroulant ailleurs : à l'Est et en Europe occidentale.

Pourtant, lors des opérations en Afrique, les deux camps vont obtenir des informations décisives :

L'Axe va réaliser que sa défaite est inéluctable (août 42), à un moment où partout ailleurs il est encore victorieux.

Il est intéressant de relever que les Allemands vont perdre en Afrique avant tout parce qu'ils refusent de sortir de leur vision d'un secteur qui n'est pas, selon eux, décisif pour leur guerre, face à un adversaire qui considérera toujours ce secteur comme vital et prioritaire pour lui.

C'est le seul endroit où les Alliés occidentaux vont combattre de manière continue sur terre contre les

Allemands, s'aguerrissant progressivement, améliorant leurs matériels et leurs tactiques, sur lesquels ils baseront leur victoire jusqu'au cœur de l'Allemagne.

C'est en effet au cours des trois années d'opérations dans le désert que les troupes alliées, y compris les Américains, vont dans la peine et la douleur poser les jalons indispensables à leur succès final.

Il semble donc aujourd'hui important de s'extraire d'une vision « hitlérienne », ou « stalino-rooseveltienne », de la Seconde Guerre mondiale en Afrique du Nord.

En effet, pour beaucoup d'autres¹, l'Afrique ne fut pas un théâtre d'opérations secondaire, bien au contraire. Et on doit constater que les événements leur donnent raison, et que les sacrifices consentis par les combattants en Afrique ne furent pas vains mais essentiels pour la victoire en 1945.

Alors, ami lecteur, en conclusion à la lecture de ce dossier d'Histomag'44, considères-tu toujours l'Afrique comme « secondaire » dans ce conflit mondial ?

À vrai dire, cette question n'a que peu d'importance 70 ans après : en effet, dans ce long et douloureux chemin qui a mené en six années l'Humanité de Dantzig à Berlin, chaque pas en avant fut important et aucun des sacrifices accomplis par nos glorieux anciens pour préserver notre Liberté ne doit être tenu pour « accessoire » ou « secondaire ».



1 : Les Britanniques, les Italiens, mais aussi les Australiens, les Néo-Zélandais, les Grecs, les Polonais, les Français et les Belges

Les Africains dans la Résistance française durant la Seconde Guerre mondiale

Par Mahfoud Salek Prestifilippo

Voici un bref article historique sur un sujet peu connu : les Africains dans la Résistance française durant la Seconde Guerre mondiale.

Environ 5 000 tirailleurs africains et malgaches, déserteurs ou évadés des camps de prisonniers, gagnent les rangs des FFI (Forces françaises de l'intérieur). On en trouve au combat dans les maquis de 38 départements métropolitains.

De même, on dénombre 52 tirailleurs sénégalais dans les maquis du Vercors, qui sont de tous les combats et participent à la libération de Romans-sur-Isère le 22 août 1944, puis du quartier de la Part-Dieu, à Lyon, le 3 septembre 1944.

On compte 14 Africains parmi les 1 030 compagnons de l'Ordre de la Libération, la plus prestigieuse des décorations de la France libre.

De même, des militants nord-africains de la cause indépendantiste se battent pour la liberté universelle aux côtés des Français durant l'Occupation. Sahli-Mohand Chérif, par exemple, militant du Parti du peuple algérien de Messali Hadj en 1937, édite en métropole durant la guerre *El Hayat*, une feuille clandestine de résistance à l'occupant de la France, avant de reprendre son combat pour l'indépendance algérienne après 1945.

Il faut citer également le martyr du militant communiste algérien Mohamed Lakhdar, ouvrier métallurgiste, engagé dans les FTP en 1942, arrêté en 1943 par la police française et exécuté, mort pour que vive la France et la liberté de l'homme.



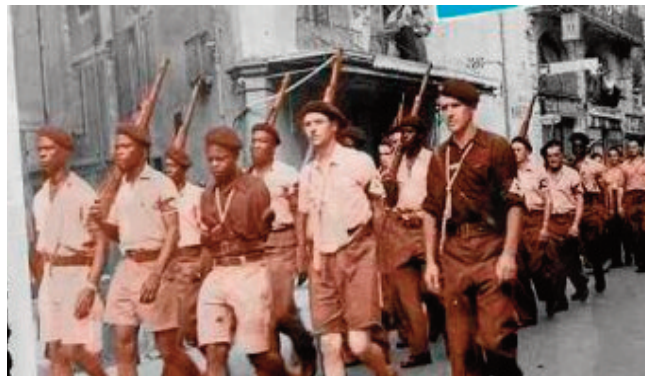
«Zézé» un sénégalais ayant servi dans le bataillon Néracais.

Le tirailleur Addi Bâ

Né en 1923 à Conakry (Guinée), Addi Bâ arrive jeune en France, à Langeais (Indre-et-Loire). Il s'engage dès le début de la guerre dans le 12^{ème} Régiment de tirailleurs sénégalais, avant d'être capturé avec presque toute sa compagnie en juin 1940. Il est conduit à Neufchâteau, dans les Vosges, d'où il s'évade avec quelques camarades africains. Dès octobre 1940, il entre en contact avec le réseau "Ceux de la Résistance".

En mars 1943, il participe à l'établissement du premier maquis des Vosges, baptisé "Camp de la Délivrance", qui abrite quatre-vingts réfractaires français au STO (Service du travail obligatoire), dix-huit Russes et deux Allemands, tous déserteurs de la Wehrmacht.

Le maquis est attaqué en juillet : traqué par la police allemande, aisément reconnaissable, Addi Bâ est arrêté le 15 juillet et conduit à Épinal. Là, il est atrocement torturé mais ne parle pas alors qu'il n'ignore rien des réseaux de la Résistance dans les Vosges. Il est fusillé le 18 décembre 1943 sur le plateau de la Vierge, à Épinal. Une rue de Langeais porte son nom depuis 1991.



Défilé de Résistants du Vercors

La manifestation RESISTANCES lors de l'été 2009 m'a donné l'occasion de rencontrer Joseph La Picirella, grande figure de la Résistance du Vercors qui a participé à la libération de Tirailleurs Sénégalais dans la région Lyonnaise, « montés » au Vercors pour poursuivre le combat les armes à la main. Les premiers mots qu'il m'a dit sont les suivants, je ne les oublierai jamais : « *La première chose que nous ont demandé les tirailleurs libérés, ce sont des armes.* »

Dominique Amigou Mendy, (1909-2003) rescapé du camp de concentration de Neuengamme

Engagé volontaire durant la Première Guerre mondiale, il fait partie du premier contingent des «tirailleurs sénégalais». Il est démobilisé à l'Armistice de 1918 et il retourne dans sa patrie. Quelques années plus tard, il obtient la possibilité d'entreprendre une

formation en France pour devenir photographe. Il travaille avec les grands journaux français comme *Sud-ouest*, et *France-Soir*. Il vit en France lorsque la Seconde Guerre mondiale éclate. En 1940, il répond à l'appel du Général de Gaulle.



Photo de Monsieur de la Picirella et moi prise au musée de la Résistance de Vassieux en Vercors, le mannequin portant la chéchia représente l'homme quand il était au Maquis.

Dominique Mendy s'engage dans le réseau de résistance de Bordeaux-Loupiac où il travaille comme photographe au service du Deuxième bureau, c'est-à-dire aux Renseignements généraux. Le réseau militaire de la Résistance le charge d'héberger, de cacher et de convoier les aviateurs et parachutistes anglais à Bordeaux. En outre, il transporte du matériel de guerre entre la France et l'Angleterre. Les Nazis ne font pas attention à lui, car dans leur simplicité d'esprit, ils ne peuvent pas s'imaginer qu'un Noir puisse accomplir une telle mission. Mendy a juste le temps d'apporter le dernier lot de matériel à Oradour, symbole de la douleur nationale française, quand la ville est assiégée par les Allemands. Il évite de justesse la mort.

Arrivé à Courtrai, trahi par l'un des siens, Dominique Mendy tombe aux mains de la Gestapo (la police secrète de l'État nazi) qui le torture, le soumet à des épreuves avilissantes et brutales. Il est arrêté le 21 avril 1944 et interné au camp de transit de Drancy. Durant des heures, il subit toutes sortes de supplices afin qu'il livre le nom des autres résistants. Mais Dominique est une véritable carpe, pas un mot, pas une dénonciation ne franchit ses lèvres. Des cigarettes incandescentes sont écrasées sur sa poitrine, sa main gauche est entièrement abîmée (jusqu'à sa mort, il portera un gant blanc car il ne peut plus s'en servir).

La Gestapo le condamne à mort. À 3 heures du matin, les Nazis simulent son exécution en lui faisant croire qu'il va être fusillé sur-le-champ ; car à chaque fois que la Gestapo arrête un maquisard, elle fusille 50 personnes prises au gré du vent. Mais Dominique Mendy reste de marbre et ne trahit personne. Devant son refus obstiné, les Nazis décident de le déporter en Allemagne dans un wagon à bestiaux. Un des soldats allemands qui s'est paradoxalement pris d'affection pour lui, le rassure qu'en Allemagne, on l'appellera uniquement par son numéro de matricule et qu'il ne sera plus torturé.

Le camp de concentration de Neuengamme

Arrivés à Neuengamme, les Nazis séparent Dominique Mendy de ses copains Français. Ces derniers craignant le pire se mettent à pleurer. Les Nazis vivent à l'heure de la ségrégation raciale. Alors commence un interrogatoire sans fin. Dominique joue le naïf et parvient à faire croire au Kapo (surveillant d'un camp nazi) que les Français l'ont raflé à Dakar et embarqué en France ; et puis l'ont abandonné, qu'il n'a pas de profession et qu'il ne sait que piocher la terre et balayer. Il affirme par ailleurs, avoir peur des Blancs, et souhaiterait retourner en Afrique. La main de Dieu veille sur Dominique Mendy, car ironie du sort, ce « Kapo » est né au Cameroun. Il a pitié de lui et l'engage comme domestique pour lui éviter de travailler à l'extérieur où les températures oscillent entre 0° et moins 10°.

Au camp de concentration, les gardes font preuve d'une méchanceté inouïe, et un jour ils rouent Mendy de 50 coups sans raison. Ils l'apostrophent en le nommant « Bimbo », terme péjoratif en allemand pour désigner les Noirs. Cependant, le commandant et son épouse le prennent en amitié. Cette dernière lui apporte parfois une pomme ou une poire qu'il partage avec dix autres compagnons.

Les S.S. prennent Dominique Mendy pour un demeuré mental, surtout lorsqu'il se propose d'aller au peloton d'exécution à la place d'un père de famille juif. Dominique Mendy en supportant avec humour les humiliations des SS, obtient parfois de minimes faveurs comme par exemple un morceau de savon pour « nettoyer sa peau noire » : « Les SS me taquinaient en me demandant " pourquoi tu es noir ", je leur répondais : Je suis Noir. C'est parce qu'il n'y a pas de savon ici pour se laver. Alors, ils me donnaient un morceau de savon ».

Grâce à son travail de planton, il peut soutirer un croûton de pain qu'il partage toujours avec ses codétenus. Il a ainsi sauvé la vie à ses compagnons français. Les officiers allemands lui laissent voir toutes les atrocités du camp, pensant qu'il ne comprend rien. C'est ainsi qu'il voit comment les bébés, les enfants et leurs mères sont tués à l'arrivée. Seuls les hommes sont épargnés, sauf ceux qui sont dirigés vers des « blocs spéciaux » pour servir de cobayes. Mendy fait probablement allusion aux 20 enfants juifs âgés de 5 à 12 ans (10 filles et 10 garçons) qui sont déportés d'Auschwitz et qui servent aux expériences pseudo-médicales du Dr. Heissmeyer. Ces enfants, « Les enfants de Bullenhuser Damm » sont pendus dans la cave de l'école Bullenhuser Damm à Hambourg la nuit du 20 avril 1945. Leurs corps sont brûlés le lendemain dans les fours crématoires de Neuengamme, avec ceux des 2 médecins français et des infirmières

polonaises qui les accompagnaient.

Dominique Mendy compare son séjour à Neuengamme à celui des esclaves Africains qui ont été capturés du 15^{ème} au 18^{ème} siècle, à Gorée, île située à 3 km de Dakar (Sénégal) : ils subissaient toutes sortes d'humiliations et de violences, victimes de bastonnades, coups de pied et manque de nourriture. Pour les déportés Africains, ces mêmes violences physiques et morales sont à l'ordre du jour au camp de concentration.

Dans ce même camp se trouve un autre Sénégalais, Sidi Camara, né le 3 mars 1902 à Saint-Louis-du-Sénégal, déporté le 24 mai 1944 soit à la même date que son compatriote, numéro de matricule 31810. Les deux Sénégalais s'encouragent mutuellement en parlant leur langue maternelle, le wolof. Vers la fin de la guerre, les prisonniers français et ceux d'origine africaine sont transférés à pied à Lubeck. Les détenus sont tués et enterrés sur place quand ils sont exténués :

« Le voyage fut terrible. Un de mes copains tomba et je voulus le porter. Il me dit de le laisser et que si je l'aidais, il m'arriverait la même chose qu'à lui et il ajouta qu'il fallait regarder la distance que l'on avait parcourue depuis Neuengamme et se souvenir qu'il était enterré ici. »

Beaucoup de ses camarades sont morts lors de ces convois, ou Marches de la Mort, pour diverses raisons, entre autre pour avoir bu une eau mélangée à des excréments.

Georges Dukson, le « lion du 17^{ème} »

Georges Dukson était un Africain âgé de 22 ans en 1944. Son père, ancien combattant de la Grande Guerre, était instituteur au Gabon. Georges s'est engagé dans l'Armée française en 1939 ; nommé sergent, il rejoint la France et participe à la campagne de 1940. Il est fait prisonnier et est envoyé en Allemagne. Il parvient à s'évader en 1943 avec un camarade et rejoint Paris.

Son camarade lui propose un poste de chauffeur-livreur dans son établissement. Cependant pour plaire à une jeune fille, il commet quelques délits et est renvoyé. Il s'installe alors dans un hôtel du quartier des Batignolles et vit de quelques trafics.

Le 19 août 1944, les F.F.I du 17^{ème} arrondissement s'emparent de la mairie. L'insurrection parisienne a débuté. Georges Dukson propose immédiatement ses services et ses connaissances d'ancien sergent de l'Armée française. Blessé au bras par une balle de fusil, il ne peut plus utiliser son revolver... Il continue le combat à la grenade.

Sa chemise blanche largement échancrée sur la poitrine, le pantalon retroussé et les pieds nus lui valent le surnom de «Lion du 17^{ème}». C'est vrai qu'il se bat comme un vrai lion dans les rues de Paris. Georges Dukson a à son tableau de chasse plusieurs camions récupérés et de nombreux Allemands tués.

Il est nommé adjudant puis sous-lieutenant des FFI. Georges fait un pari avec quelques camarades : être du défilé de la victoire et être photographié. Il y parviendra.

Le voici filmé dans sa tenue de « »Lion du 17^{ème} » au départ du cortège du général de Gaulle qui démarre, place de l'Étoile, sa descente triomphale des Champs-Élysées le 26 août.

Il est à quelques mètres du général de Gaulle, des généraux Koenig et Leclerc, d'Alexandre Parodi ou de Georges Bidault... Georges Dukson a réussi son pari fou. Il devient à tel point célèbre qu'on lui demande des... autographes !



« Le voici filmé dans sa tenue de « »Lion du 17^{ème} » au départ du cortège du général de Gaulle... »

Profitant du désordre dû à la Libération qui règne dans les rues de la Capitale, le «Lion du 17^{ème}», qui a gardé son groupe de combattants, s'empare d'un ancien garage allemand, rue de Constantinople, et se met à en revendre tout le stock au marché noir. Dans un Paris qui manque de tout, les affaires sont bonnes. Le stock épuisé, l'équipe de Georges se lance dans des perquisitions illégales, vols et autres abus de confiance.

Plus tard, Georges tient «table ouverte» dans un bar de la rue de Chéroy. Mais les autorités F.F.I sont alertées et décident de mettre un terme aux activités de la «bande». Georges est arrêté et conduit au Mont-Valérien pour y être incarcéré. Profitant d'un ralentissement sur la route, il tente de s'enfuir mais est stoppé net par une rafale de mitrailleuse qui lui brise la jambe. Georges Dukson décède pendant l'opération chirurgicale qu'il subit à l'hôpital Marmottant.

Sources

<http://maquisardsdefrance.jeu.fr/documents->

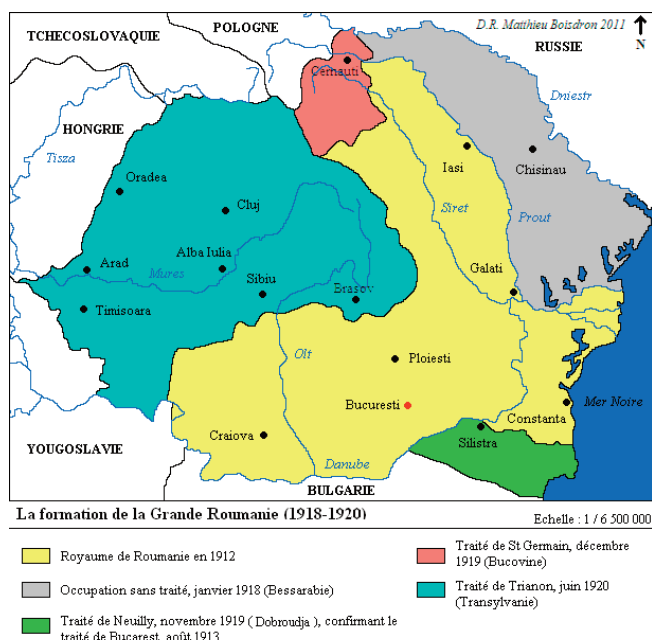


La Roumanie des années trente : Un royaume balkanique en crise

Par *Matthieu Boisdron*

Cette étude est inspirée de l'ouvrage de l'auteur, « *La Roumanie des années trente. De l'avènement de Carol II au démembrement du royaume, 1930-1940* » (Anovi, 2007), au sein duquel le lecteur retrouvera l'ensemble des sources et des références utilisées pour sa rédaction.

À l'issue de la Première Guerre mondiale, la monarchie roumaine, qui s'était rangée du côté des alliés lors du conflit, s'agrandit considérablement. La « Grande Roumanie » (*România Mare*) double presque l'étendue de son territoire : elle étend bientôt son autorité sur la Bessarabie, la Bucovine, la Transylvanie, le Banat et réaffirme sa tutelle sur la Dobroudja méridionale.



Sur le plan extérieur, elle se dresse comme un contrepoids à l'expansion bolchevique et au révisionnisme des traités. Elle se place donc naturellement dans le camp des défenseurs de l'ordre de Versailles afin de garantir au mieux ses nouvelles frontières. En 1921, aux côtés de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie, elle forme la Petite Entente dirigée contre le révisionnisme hongrois. Elle se lie également avec la Pologne qui partage comme elle à l'égard de la Russie bolchevique des craintes légitimes. En 1926, elle signe une alliance avec la France. En février 1934, elle rejoint, avec la Grèce et la Turquie, une entente balkanique destinée à la prémunir des prétentions bulgares. Membre de la Société des Nations, la Roumanie se prononce en faveur de la politique de sécurité et de réduction des armements que déterminent successivement le pacte Briand-Kellog en 1928 et la conférence du désarmement qui s'ouvre en 1932. Bucarest joue donc

le jeu de la sécurité collective et s'impose comme une puissance régionale de premier plan et un partenaire incontournable des grands pays.

Au changement d'échelle du royaume sur la scène internationale s'ajoutent de nombreuses mutations à l'intérieur même du pays. D'abord, des tensions internes apparaissent liées aux résistances des nouvelles provinces hostiles au centralisme de Bucarest et peuplées de minorités nationales (Hongrois, Allemands, Bulgares, Ukrainiens, Juifs...). Ensuite, la vie politique roumaine se focalise très vite et presque exclusivement autour de deux grands partis dominants, le Parti national-libéral (*Partidul Național Liberal*), héritier des conservateurs disparus après la Première Guerre mondiale du fait de leur collaboration avec les Allemands lors de l'occupation du pays, et le Parti national-paysan (*Partidul Național Țărănesc*) fondé en 1926.

Toutefois, après plusieurs années d'une relative prospérité économique et de certitudes en la force des principes de la sécurité collective, la Roumanie connaît dans les années trente, d'importantes et diverses difficultés. D'abord touchée de plein fouet par la crise économique mondiale, ensuite traversée par une exacerbation extrême des tensions politiques et enfin menacée sur ses frontières par l'évolution du rapport de force européen, la monarchie roumaine se révèle bien fragile et fait le choix de la radicalisation. L'échec de ce pari risqué contribue très rapidement à la perte de légitimité puis au renversement du régime et enfin au basculement de la Roumanie du côté de l'Axe.

Carol II monte sur le trône.

En 1893, le prince Carol (Charles), petit neveu du roi Carol I^{er} (1881-1914) et fils du roi Ferdinand I^{er} (1914-1926), est le premier des héritiers des Hohenzollern-Sigmaringen à naître sur le sol roumain. Bien qu'il soit immédiatement apparu comme celui qui doit pérenniser l'assise de la dynastie dans le pays, Carol se trouve bientôt à l'origine d'une querelle ayant fortement déstabilisé la Couronne.

Marié morganatiquement en 1918 à Ioana « Zizi » Lambrino, de laquelle il aura d'ailleurs un premier fils, Carol est contraint par sa famille à la séparation et à un nouveau mariage avec Hélène de Grèce en 1921. De cette nouvelle union naît, l'année suivante, un héritier : Mihai (Michel). Très vite, le chef du parti national-libéral au pouvoir, Ion Brătianu, fort du soutien du roi Ferdinand, cherche à évincer Carol avec lequel il se trouve en opposition plus ou moins directe. La séparation progressive mais non officielle de Carol



Le roi Carol II et son fils Michel

et d'Hélène depuis 1923/24 et la nouvelle idylle du prince avec une Roumaine d'origine juive, Elena Lupescu, donnent le prétexte nécessaire à cette mise à l'écart. En décembre 1925, Carol signe ainsi un acte de renonciation au trône, dans des conditions obscures qui apparaissent comme le résultat d'une savante manipulation liée au scandale suscité par la liaison du prince. La mort de Ferdinand I^{er} en juillet 1927, puis le décès de Brătianu en novembre 1927 et enfin l'accession des nationaux-paysans au pouvoir en 1928 ouvrent des perspectives favorables au retour de Carol. Jouissant de la confiance de l'armée et pouvant s'appuyer sur un mouvement « carliste » en pleine expansion dans le pays, le prince déchu quitte son exil français dans le plus grand secret, le 4 juin 1930, embarque dans un avion et atterrit à Bucarest le 6. Malgré la résistance des libéraux à son retour, malgré le souhait des nationaux-paysans de voir le prince endosser le seul titre de régent, Carol manœuvre avec habileté et retrouve son trône, avec l'aval du Parlement roumain, le 8 juin 1930.

N'ayant que peu d'estime pour le système parlementaire, le jeune Carol II est désireux de régner et de jouer un rôle central dans la vie politique du royaume, se démarquant de son père, quelque peu effacé et très proche des libéraux. En outre, tout laisse à penser que le nouveau roi de Roumanie trouve chez son homologue yougoslave Alexandre I^{er} un modèle ; lui qui s'est imposé comme chef incontesté du

royaume en 1929. (Quelques années plus tard le roi de Bulgarie Boris III agira de même.) C'est donc naturellement une solution d'Union nationale qu'il cherche à imposer à son plus grand profit. Mais du fait de sa responsabilité dans les événements de 1925 et de son opposition acharnée au retour du roi, le parti libéral est écarté du premier gouvernement de Carol qui choisit de mettre à sa tête le chef de file des nationaux-paysans, Iuliu Maniu. Des tensions ne



Iuliu Maniu (1873 - 1953)

tardent toutefois pas à survenir entre les deux hommes qui poussent Maniu à la démission en octobre. Cet épisode permet au roi de revenir à son projet initial de cabinet de concentration. Il cherche donc à faire sceller une entente en ce sens au mois d'avril 1931.

La manœuvre fait pourtant long feu et se solde par un échec, les deux partis voyant clair dans le jeu du souverain et refusant d'être marginalisés et manipulés. C'est finalement avec Nicolae Iorga, le grand historien roumain nommé président du Conseil, que Carol II entreprend son programme.

La coalition très hétérogène emmenée par Iorga, à laquelle se sont finalement ralliés les libéraux – espérant sans doute un rapide retour au pouvoir – mais pas les paysans, remporte les élections législatives de mai 1931. La démission de Iorga en mai 1932 et son remplacement par Alexandru Vaida-Voevod, une des figures du parti national-paysan, contribuent à brouiller encore un peu plus des lignes déjà fortement bousculées. Les élections anticipées de juillet 1932 marquent, quant à elles, le retour des nationaux-paysans au pouvoir. Maniu et Vaida-Voevod se succèdent alternativement à la tête du gouvernement jusqu'en novembre 1933. Après l'état de grâce relativement court qu'a connu Carol, les premières difficultés du roi signifient la mise en suspens (temporaire) de son projet de renforcement du pouvoir royal, mis en échec par une forte opposition politique et par la crise dans laquelle s'enfoncé chaque jour un peu plus la Roumanie.

Le retour au pouvoir de Carol II, souverain jeune perçu comme énergique et volontaire, cristallise immédiatement beaucoup d'attentes de la part de l'opinion publique et suscite concomitamment les réserves de la classe politique. Mais dans un contexte de crise particulièrement prégnant dans le pays, l'usure du pouvoir survient rapidement et des contestations violentes ne manquent pas d'apparaître.

Une monarchie en crise.

La Roumanie est violemment touchée par la crise économique mondiale qui s'abat sur l'Europe à l'orée des années trente. Si des causes conjoncturelles viennent naturellement expliquer ce phénomène, il faut également noter que des faiblesses structurelles propres au pays accentuent la violence des conséquences que subissent la monarchie balkanique et son peuple.

Dès 1924, l'économie roumaine retrouve pourtant son potentiel d'avant-guerre et le développement est durable jusqu'en 1928. La production industrielle connaît un accroissement rapide qui bénéficie surtout aux secteurs minier et pétrolier. L'État, principal actionnaire du secteur pétrolier, engrange par conséquent d'importants bénéfices qu'il partage avec des sociétés mixtes aux capitaux anglais, français ou américains. Le pays s'industrialise quelque peu mais la vitalité du secteur est fragile : jeune, concentré et cartellisé, donc peu diversifié et peu compétitif, il est artificiellement protégé par le gouvernement libéral en place qui mène une ferme politique protectionniste tout au long des années vingt par l'application d'un haut tarif douanier. En outre, il pèse peu dans l'économie du royaume qui demeure un pays agricole où le niveau de vie reste parmi les plus faibles d'Europe. Car si la réforme agraire a permis après guerre de donner la propriété de la terre à de nombreux petits agriculteurs, elle reste inachevée. En 1930, 6 700 grands propriétaires détiennent encore à eux seuls environ 20 % du sol alors que 2,5 millions de petits propriétaires s'en partagent à peine 30 %. Confrontée à un morcellement excessif des terres et à une surpopulation rurale que les emplois urbains ne peuvent résorber, la paysannerie roumaine, déjà endettée, est mal équipée et ne peut moderniser ses équipements. Par conséquent les rendements sont faibles et sont d'environ moitié moindre pour le blé à l'hectare qu'en France à la même époque.

Les Roumains ne sont donc objectivement pas préparés à la crise des prix qui survient très vite au début des années trente alors que la bonne santé du pays au cours de la décennie précédente n'avait pas révélé les déficiences structurelles du pays. Dès octobre 1930, on note une baisse de 60 % du prix du blé par rapport à 1928. L'effondrement du pouvoir d'achat d'une population rurale largement majoritaire entraîne immédiatement des difficultés d'autant plus graves que les agriculteurs propriétaires, fortement endettés, ne peuvent plus honorer leurs créances. Les conséquences sur le secteur bancaire et les conditions de crédit deviennent sensibles. Le commerce ainsi que le secteur industriel sont bientôt touchés. Au début de 1931, on compte ainsi 20 % de chômeurs (environ 250 000 personnes) parmi les ouvriers, certes très minoritaires dans un pays qui compte 18 millions d'habitants. Enfin, l'avitaillement des prix des produits pétroliers et l'insuffisance des recettes fiscales altèrent les finances de l'État.

Il faut ainsi recourir au soutien extérieur. En 1929, un

premier emprunt auprès de la France permet la stabilisation de la monnaie roumaine, le leu. En mars 1931, un nouvel emprunt est naturellement contracté auprès de la banque de Paris et des Pays-Bas (Paribas). L'année 1932 est néanmoins catastrophique pour le budget de l'État roumain qui peine, par exemple, à payer ses fonctionnaires. Dans ces conditions particulièrement délicates, le principe du recours au soutien technique de la SDN est acquis à la fin de l'année malgré les réticences du Parlement et de l'opinion publique. Les années 1933 et 1934 restent pourtant très difficiles et c'est seulement en 1935 que la reprise économique permet le redressement des finances roumaines. La production de pétrole repart à la hausse et représente désormais la première source de revenus à l'exportation, devant l'agriculture.

Le maintien des dépenses militaires, et donc des commandes de l'État, permet également à l'industrie de tenir le choc. La métallurgie et le textile profitent de cette dynamique. La balance du commerce extérieur redevient excédentaire. Enfin, une meilleure et plus rigoureuse perception des impôts, des économies dans chaque ministère, un effort fiscal supplémentaire de la population et d'autres mesures du même ordre permettent le retour à l'équilibre du budget à partir de 1936.

La crise que connaît le pays est sévère et ses conséquences politiques sont particulièrement remarquables. Les difficultés économiques que rencontre la population se conjuguent, mais surtout se heurtent, à un système démocratique imparfait que veulent pourtant s'approprier les Roumains, à l'incapacité d'une classe politique déconsidérée à répondre aux préoccupations du moment, à une société perçue comme sclérosée ou encore à la dégradation de la situation internationale. Cette crise sévère ouvre ainsi la voie à une contestation extrémiste violente.

Le temps des mécontentements et des contestations.

Focalisée autour des deux seuls grands partis dominants, la vie politique roumaine du moment est marquée par la fraude et de nombreux scandales politico-financiers. Tout ceci contribue progressivement à la perte de légitimité d'une classe politique vue comme népotique, et donc à l'émergence d'une forte contestation puis à l'éclatement de violences politiques.

Et ce sont bien les questions sociales qui expliquent le déclenchement de la grande grève du début de l'année 1933 qui démarre chez les cheminots et les ouvriers de l'industrie textile et pétrolière. La proximité de l'URSS et la question toujours vive de l'annexion de la Bessarabie par Bucarest en 1918, ainsi que la peur d'une manipulation depuis Moscou, conduisent l'ensemble des gouvernements à lutter vivement contre la propagande et les mouvements d'inspiration communiste qui sont très tôt interdits. Les arrestations sont donc importantes et s'avèrent efficaces pour juguler l'agitation. Le nombre

relativement faible d'ouvriers en Roumanie explique aussi que l'extrême-gauche peine à recruter et ne rencontre qu'un succès très limité dans ce pays. Par conséquent, son déclin est très net dans la seconde moitié des années trente.

Menacé sur ses frontières, contesté de l'intérieur par l'agitation des populations minoritaires (hongroise et allemande en particulier), sensible à une forme de discours nationaliste inquiet et enfin touchée de plein fouet par une sévère crise économique, le royaume voit se développer une extrême-droite dont le message semble devoir répondre aux valeurs d'une majorité de Roumains. Les cadres des multiples mouvements, parfois groupusculaires, de cette extrême droite, qui cherche à rallier les petits et moyens propriétaires terriens, sont pourtant issus des classes moyennes urbaines et possèdent un certain niveau d'éducation. Étudiants aux perspectives professionnelles bouchées, militaires ou fonctionnaires peu reconnus et mal payés, tous voient leur volonté de promotion sociale et leurs ambitions contrariées.



Octavian Goga (1881 - 1938)

Mais la radicalisation est manifeste à mesure que croissent les difficultés du pays. Les « vieux » extrémistes de droite légalistes, antisémites et fidèles à la monarchie, tels Alexandru Cuza ou Octavian Goga, qui connaissent un succès toujours relatif dans les urnes, sont ainsi

progressivement supplantés par une nouvelle génération séduite par le fascisme. Corneliu Zelea Codreanu, le fondateur de la Garde de Fer¹, incarne indéniablement ce « renouveau ». Jouissant d'une relative indulgence royale – Carol II voyant dans l'extrême-droite un moyen utile pour affaiblir les partis – la Garde de Fer est toutefois immédiatement combattue par Ion Duca, le successeur de Vaida-Voevod au poste de président du Conseil. Celui-ci la fait interdire et est assassiné en représailles au mois de décembre 1933. Sous le gouvernement de Gheorghe Tătărescu, qui a remplacé Duca, la Garde de Fer connaît une forte progression de son audience

dans l'opinion publique, ce qui lui permet de s'attaquer de plus en plus ouvertement à la monarchie et à Carol II dont la politique étrangère, fidèle aux alliances traditionnelles de la Roumanie avec Londres et Paris, est vigoureusement remise en cause.

Les élections législatives de décembre 1937 marquent une étape. Pour la première fois, le parti au pouvoir ne peut obtenir les 40 % des suffrages nécessaires, selon la loi électorale roumaine, à l'obtention de 70 % des sièges à la Chambre des députés. La régularité du vote ayant été surveillée de près par les nationaux-paysans et par le mouvement de Codreanu qui n'a pas été, cette fois, écarté du suffrage, celui-ci obtient donc 66 députés. Cette consultation est surtout un cinglant désaveu pour Carol II. La coalition gouvernementale, si elle demeure majoritaire, est très loin de disposer de la majorité absolue. De circonstance, elle est en outre très hétérogène, donc peu fiable.



Corneliu Zelea Codreanu (1899 - 1938)

C'est dans ce contexte qu'à la surprise générale, le roi décide d'appeler à la présidence du Conseil le chef du parti national-chrétien, Octavian Goga, arrivé en quatrième position après la coalition gouvernementale majoritairement libérale, les nationaux-paysans et les partisans de Codreanu. Réticent à maintenir un cabinet libéral clairement désavoué, refusant de solliciter Maniu avec lequel il est en conflit ouvert, ne pouvant raisonnablement faire appel à Codreanu, Carol fait le choix de Goga. Celui-ci ne disposant d'aucune majorité, le souverain parie certainement sur un échec rapide, sans doute destiné à décrédibiliser l'extrême-droite aux yeux de l'opinion et à préparer le terrain à une reprise en main plus directe du pays.

En somme, l'émergence d'une classe moyenne bourgeoise revendiquant des responsabilités, la constitution d'un prolétariat ouvrier et paysan relativement éduqué et politisé au sein d'une démocratie balbutiante, et donc imparfaite, suscitent des tensions aggravées par les difficultés économiques. C'est tant pour répondre à la progression de l'agitation extrémiste que pour satisfaire ses ambitions personnelles que Carol II, en février 1938, provoque un coup de force et s'empare du pouvoir.

Une réponse autoritaire.

Ayant mené une politique exclusivement antisémite, le cabinet Goga – qui ne dispose d'ailleurs pas de la

1 : Fondée en 1927, ce mouvement, au gré des dissolutions dont il fut l'objet, prit successivement le nom de Légion de l'Archange Michel (*Legiunea Arhanghelului Mihail*), de Groupement Corneliu Codreanu (*Gruparea Corneliu Codreanu*), de Garde de Fer (*Garda de Fier*), de Tout pour la Patrie (*Totul pentru Ţară*) et enfin de Mouvement légionnaire (*Mișcarea Legionară*).

majorité nécessaire à la Chambre et qui doit donc pour cette raison légiférer par décret-loi – ne se maintient aux affaires que quelques semaines.

Aux nombreuses mesures vexatoires et discriminatoires ciblant les Juifs du royaume, à la progression de l'agitation et des violences antisémites menées par des partisans de l'extrême-droite sûrs de leur impunité, vient dès le mois de janvier 1938 s'ajouter un décret-loi portant sur la révision de la citoyenneté des Juifs. Le texte opère une distinction de ces derniers en trois catégories : ceux des nouvelles provinces conquises à l'issue de la guerre, ceux du « Vieux Royaume » dans ses frontières d'avant-guerre et naturalisés en 1919 ou depuis cette date, et enfin les Juifs du « Vieux Royaume » naturalisés avant 1919. Pour les deux premières catégories, la révision s'opère sans exception. Fixant des conditions très dures et des délais très courts, la grande majorité des Juifs se trouve dans l'incapacité de répondre aux critères fixés. Les conséquences sont immédiates : des milliers d'entre eux tentent de quitter le pays, retirant leurs avoirs et cherchant à vendre leurs biens, ce qui suscite un réel désordre économique qui, paradoxalement, vient alimenter la fièvre antisémite qui s'est emparée du pays. Ces



Armand Călinescu (1893 - 1939)

à sa place le patriarche de Roumanie, Miron Cristea.

Immédiatement, une nouvelle constitution, qui renforce considérablement les prérogatives du souverain, est présentée et ratifiée par plébiscite. Au mois d'avril, les organisations politiques sont dissoutes. Au mois de décembre, un parti unique, le Front de la renaissance nationale (*Frontul Renașterii Naționale*), est créé. Cette organisation devient la seule à pouvoir proposer des candidatures aux élections. Toute activité politique menée en dehors du FRN est considérée comme clandestine. S'il adopte le style et l'apparence des partis uniques des régimes totalitaires (uniforme, salut à la romaine...), il demeure une initiative venue « d'en haut », du pouvoir, et ne dispose pour cette raison que d'une faible assise populaire et d'effectifs modestes. Une

organisation de jeunesse unique, la *Straja Tării*, est également fondée. La presse est à son tour progressivement muselée et se met bientôt toute entière au service du régime. L'organisation territoriale du pays est enfin revue : dix nouvelles provinces, à la tête desquelles sont installés des résidents royaux aux compétences élargies, sont créées hors des provinces historiques afin de dissoudre les particularismes locaux. Mais ce renforcement brutal de l'exécutif s'accompagne d'une réelle volonté d'apaiser les tensions : la loi relative au droit de cité des Juifs, si elle n'est pas supprimée, est toutefois amendée et quelque peu assouplie.

Force est de constater pourtant que la violence politique demeure et que la reprise en main du pays s'avère bien difficile. Armand Călinescu, le ministre de l'Intérieur, fait ainsi arrêter Codreanu qui est condamné en mai 1938, après une parodie de procès, à une peine de dix ans de travaux forcés pour complot contre l'État avec le soutien d'une puissance étrangère (l'Allemagne aidait effectivement depuis 1937 environ la Garde de Fer). Afin de mettre définitivement à bas l'organisation extrémiste, en décapitant le mouvement qui poursuit attentats antisémites et provocations contre l'État, Călinescu fait exécuter Codreanu dans la nuit du 29 au 30 novembre 1938. Cet assassinat intervient alors que le roi se trouve auprès d'Hitler à Berchtesgaden. Celui-ci saura, en temps voulu, se souvenir de ce qu'il considère alors comme une provocation et un camouflet. C'est le 21 septembre 1939 seulement que le Mouvement légionnaire, toujours soutenu par l'Allemagne et dorénavant dirigé par Horia Sima, répond à l'exécution de son chef et assassine Călinescu, devenu entre-temps président du Conseil (depuis mars 1939), au

cours d'une violente embuscade contre sa voiture à Bucarest. Les assassins sont exécutés le soir même sans procès et leurs corps exposés pendant trois jours sur les lieux de l'attentat. La répression est féroce : plusieurs centaines de « gardistes », emprisonnés ou connus de la police, sont exécutés.



Horia Sima (1906 - 1993)

Le retour de Gheorghe Tătărescu à la présidence du Conseil marque une pause de l'arbitraire royal et un certain apaisement : les « gardistes » encore emprisonnés sont par exemple amnistiés, le FRN est réformé et les anciennes forces politiques plus écoutées... Toutefois, l'évolution de la situation



Assassinat de Calinescu - 21 septembre 1939

internationale, marquée en juin 1940 par l'effondrement de la France, le principal allié de la Roumanie, contraint le souverain, qui perd véritablement la main, à faire des choix difficiles.

Le démembrement du royaume et l'effondrement du régime.

Le démantèlement de la Petite Entente suite au démembrement de la Tchécoslovaquie, l'invasion de la Pologne et enfin la défaite de la France ont successivement privé Bucarest de toutes ses alliances. La Roumanie se trouve, au mois de juin 1940, coincée entre deux grandes puissances hostiles, l'Allemagne et l'URSS, lesquelles sont liées depuis août 1939 par un pacte de non-agression augmenté d'un protocole secret délimitant leurs zones d'influence respectives.

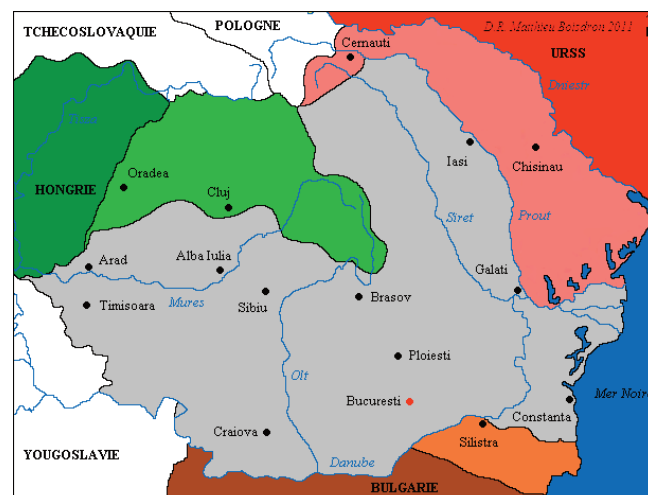
C'est l'URSS qui ouvre le bal. Le 26 juin 1940, l'ambassadeur roumain à Moscou est convoqué par Molotov, le ministre des Affaires étrangères soviétique, qui exige, outre la Bessarabie, revendiquée de longue date et laissée à l'URSS en vertu du pacte germano-soviétique, la Bucovine septentrionale. Carol II, semble-t-il un temps décidé à résister, demande le soutien de l'Allemagne qui lui suggère d'accepter l'ultimatum. Le 28 juin, les autorités soviétiques s'emparent officiellement d'un territoire peuplé de presque 4 millions d'habitants et d'une superficie de près de 51 000 km². Quelques semaines plus tard, Hitler, décidé à satisfaire les revendications de ses alliés Hongrois et à s'emparer directement du pétrole que la Roumanie produit et raffine à Ploiesti, impose son arbitrage entre Bucarest et Budapest. Le 16 août, une négociation bilatérale s'ouvre à Turnu-Severin au sujet des revendications territoriales hongroises. La résistance des Roumains entraîne une nouvelle réunion le 29 août, à Vienne, en présence de délégués allemands et italiens qui imposent leurs vues. La rétrocession d'une large partie de la Transylvanie (43 000 km² et 2,6 millions d'habitants) est décidée dès la nuit du 29 au 30. En l'espèce, la nomination en juillet 1940 de Ion Gigurtu à la tête d'un nouveau gouvernement favorable à l'Allemagne n'a aucun effet. Tirant parallèlement profit de la situation difficile rencontrée par son homologue roumain, Boris III de Bulgarie obtient la réunion d'une conférence à Craiova le 19 août qui aboutit, le 7 septembre à un retour aux frontières de 1912 en Dobroudja. Face à cette avalanche d'humiliations imposées à la Roumanie, le

peuple tourne sa colère contre le souverain considéré comme seul responsable de la situation. Les 2 et 3 septembre, de violentes manifestations, dirigées par l'extrême droite, éclatent à Bucarest et dans quelques grandes villes du royaume. Afin de calmer cette opposition virulente, le roi appelle le 4 septembre à la présidence du Conseil le général Ion Antonescu, réputé proche du Mouvement légionnaire. Ayant reçu les pleins pouvoirs, Antonescu obtient l'abdication de Carol II. Le roi renonce le 5 à son trône au profit de son fils Mihai I^{er} avant de quitter définitivement son pays le lendemain (il décèdera en exil au Portugal en 1953). Autoproclamé *Conducător* de la Roumanie, Antonescu autorise immédiatement l'armée allemande à entrer en Roumanie et met sur pied un gouvernement auquel prennent part plusieurs ministres légionnaires.

Si la Roumanie demeure un royaume et conserve un souverain aux pouvoirs réduits, elle se transforme en un « État national légionnaire » (*Statul Național Legionar*) fascisant dirigé par un dictateur réactionnaire contraint de composer, pour un temps, avec les chemises vertes d'Horia Sima.

Conclusion

Sous la pression des effets de la crise de 1929, la Roumanie affronte au début des années trente de nombreuses difficultés. Cette situation suscite bientôt une forte contestation extrémiste alimentée par les défauts d'un système parlementaire de façade. Dans ce contexte instable, le nationalisme intransigeant de l'extrême droite séduit, rassure et lui assure finalement une audience certaine. La réforme autoritaire de l'État, initiée par Carol II, répond certes à sa conception de l'exercice du pouvoir royal mais ne réussit finalement pas à répondre aux enjeux du temps. La détérioration irrémédiable de la situation internationale vient consacrer l'échec du roi, qui désormais en première ligne paie immédiatement le prix de son investissement personnel, et consacre l'avènement d'un nouveau régime aligné sur l'Allemagne et rapidement satellisé par elle.



Le démembrement de la Grande Roumanie (1940)

Echelle : 1 / 6 500 000

- Territoire concédé à l'URSS (Bessarabie et Bucovine septentrionale, juin 1940)
- Territoire concédé à la Bulgarie (Dobroudja méridionale, accord de Craiova, août 1940)
- Territoire concédé à la Hongrie (deux-tiers de la Transylvanie, arbitrage de Vienne, août 1940)
- Royaume de Roumanie après son démembrement

Deux dentistes Compagnons de la Libération : Philippe Sassoon et Maurice Prochasson

Par Xavier Riaud

A la suite de l'armistice de 1940, devant le renoncement général ambiant, le général de Gaulle décide de se dresser contre l'oppresseur et de prendre les destinées de la France en mains, ce qui le conduit à prononcer le fameux Appel du 18 juin. Le ralliement de l'Afrique française équatoriale et du Cameroun à la fin août 1940, l'échec devant Dakar le mois suivant, puis la reprise des combats visant à reconquérir le Gabon amènent le général à envisager de créer une nouvelle décoration qui récompenserait ceux qui auraient œuvré d'une façon toute particulière à la libération de la France et de ses colonies. Alors au Cameroun, le 16 novembre 1940, ne pouvant décerner la Légion d'honneur et ayant terriblement conscience que le travail de libération de sa mère patrie sera une entreprise longue et difficile, et que ses compatriotes mettront du temps à le rallier, par l'ordonnance n°7 il crée l'Ordre de la Libération dont il est toujours, à ce jour, le seul Grand-Maître (<http://www.ordredelaliberation.fr> (a), 2002). Dès le 29 janvier 1941, cinq premiers hommes sont nommés. La rapidité de la création de cette nouvelle distinction, dont la similitude avec les ordres de chevalerie médiévaux n'est pas feinte, montre à quel point elle est liée à l'histoire de la France libre. Elle démontre aussi l'importance que le général lui a accordée. Les caractéristiques de la Croix de la Libération sont également fixées par le décret du 29 janvier 1941 qui règle l'organisation de l'Ordre.

Son attribution est exceptionnelle. Ainsi, 1 038 personnes, 5 communes et 18 unités combattantes seulement l'ont reçue entre janvier 1941 et janvier 1946. Jusqu'à la fin 1944, son attribution est étroitement liée aux circonstances particulières de l'occupation et de la clandestinité. Jean Moulin, par exemple, la reçoit le 17 octobre 1942, sous le nom de caporal Mercier. Lorsqu'il quitte le pouvoir en 1946, le général de Gaulle signe le décret du 23 janvier 1946 qui met un terme à sa attribution, la guerre étant terminée. De Gaulle ne la rouvre qu'à deux reprises : en 1958, pour Winston Churchill et en 1960, pour le défunt roi d'Angleterre George VI, à titre posthume.

Maurice Prochasson (1901 - 1964)

Maurice Prochasson est né le 21 juillet 1901, à Paris. Il fait ses études dentaires durant l'entre-deux-guerres (Benmansour, 2010).

À l'appel du général de Gaulle, il répond présent et rejoint les Forces Françaises Libres en Angleterre, en 1941. Au cours de son voyage, transitant par l'Espagne, puis le Maroc, il fait parvenir à l'Intelligence Service des documents d'un intérêt capital pour les Alliés. Lorsqu'il rencontre l'auteur de l'Appel du 18 juin à Londres, il lui remet aussi des documents essentiels.

Dans la capi-tale anglaise, Maurice apprend la mort de son fils. Il demande aussitôt une affectation dans une unité combattante.



Il l'obtient rapidement en tant que dentiste et aide d'équipe chirurgicale dans la 1^{ère} Division Française Libre. En mars 1942, il rejoint son unité stationnée au Liban. À peine arrivé, il met tout son cœur dans la campagne de Libye, et notamment à Bir-Hakeim où son courage et son dévouement font l'objet d'une citation.

Maurice Prochasson est présent à El-Alamein et se bat avec la plus grande énergie pendant toute la campagne de Tunisie.

Du 9 mai au 14 mai 1944, à San Clemente en Italie, pendant l'attaque de la ligne Gustav, il prend le commandement d'une pièce d'artillerie et se distingue par la précision de ses tirs, et son ardeur au combat, malgré les assauts adverses. Après récriminations et sur les ordres du général Diégo Brosset, Prochasson reprend sa fonction initiale. Son courage et son abnégation sont là encore salués, puisqu'à Pontecorvo, il opère à 1 000 mètres d'altitude sous le feu ennemi qui l'assaille de toutes parts.

Le 16 août 1944, il débarque avec la 1^{ère} Division

Française Libre, en Provence, à Cavalaire. Il participe à toute la Campagne de France. Il est présent lors de la libération de Toulon, de Lyon, des affrontements dans les Vosges et en Alsace. Il termine la guerre en mai 1945, sur le front des Alpes. Pendant les 3 années qu'a duré son service, aucun des hommes de sa division n'a jamais été évacué pour une quelconque affection dentaire).

C'est donc fort logiquement par décret qu'il a été fait Compagnon de la Libération, le 7 août 1945. Il a aussi été fait officier de la Légion d'honneur. Il a reçu la Croix de guerre 39/45 avec 3 citations, la médaille de la Résistance, la médaille coloniale avec les agrafes « Bir-Hakeim », « Libye », la Croix de guerre des Théâtres d'opérations extérieures avec 2 citations.

Il termine la guerre avec le grade de commandant dans l'armée française.

Maurice Prochasson est décédé à Paris, le 7 août 1964, des suites d'une longue maladie. Il a été enterré à Chalo-Saint-Mars en Seine-et-Oise

Philippe Sassoon (1913-1983)

Né le 3 juillet 1913, à Beyrouth au Liban, Philippe Sassoon est un sujet britannique. Il est élevé au Caire, puis en Syrie, où il ne fréquente que des collègues français. Par la suite, il étudie la médecine et finit par ouvrir un cabinet dentaire à Beyrouth.

Résolument français de cœur, il décide au début 1941, de quitter son cabinet pour passer clandestinement à pied, avec son frère, la frontière palestinienne afin de rejoindre les Forces Françaises Libres. Arrivés en Syrie, les deux frères s'engagent à Damas, en juin 1941, comme légionnaires de 2^{ème} classe dans la 13^{ème} demi-brigade de la Légion étrangère.

Après la campagne de Syrie, les deux hommes sont affectés aux hôpitaux en qualité de chirurgien-dentiste et sont promus au grade de sous-lieutenant. Bientôt, ils sont séparés : Philippe reste dans la Légion et son frère rejoint le groupe de chasse Alsace

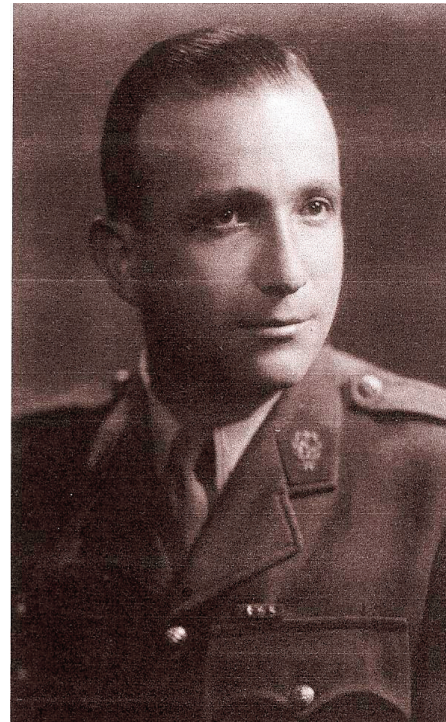
Philippe Sassoon, devenu entre-temps médecin auxiliaire, se distingue en juin 1942, à Bir-Hakeim, où il seconde avec dévouement et un « *absolu mépris du danger* » le médecin du bataillon. Après Bir-Hakeim, il prend part avec son unité à la bataille d'El-Alamein, puis à la campagne de Tunisie en ambulance chirurgicale légère.

Affecté au service médical de la 1^{ère} Division Française Libre, il forme une équipe de brancardiers qu'il mène au feu en Italie, d'avril à juillet 1944, avant de débarquer en Provence, le 15 août, sur les plages de Cavalaire.

Le 22 août, au cours des violents combats de La Garde près de Toulon, alors que le Bataillon d'infanterie de marine et du Pacifique est pris sous les feux des antichars et des armes automatiques allemandes, le lieutenant Sassoon entreprend lui-même, avec sa jeep, les évacuations des blessés et les premiers soins, donnant de nouveau la preuve de son

exceptionnel courage.

Après la remontée en Alsace, le jeune dentiste est détaché sur le front de l'Atlantique avant de terminer la guerre dans les Alpes, pour la liquidation de l'armée de Kesselring. En 1946, Philippe Sassoon est démobilisé



Ne pouvant exercer sa profession de dentiste dans la patrie de Voltaire, sans les diplômes français requis, il doit reprendre ses études à la Faculté de médecine de Paris. Il en sort avec le diplôme de chirurgien-dentiste en 1947.

En 1948, il obtient la nationalité française et peut ouvrir un cabinet dentaire à Toulon

Philippe Sassoon est décédé à Sanary, dans le Var, le 13 décembre 1983. Il y est inhumé.

Officier de la Légion d'honneur, il est devenu compagnon de la Libération sur décret du 7 mars 1945. Il est aussi récipiendaire de la Croix de guerre 39/45 avec 4 citations.

Références bibliographiques :

Benmansour Alain, communication personnelle, Paris, 2010.

<http://www.ordredelaliberation.fr> (a), *Historique, Paris, 2002.*

<http://www.ordredelaliberation.fr> (b), *Maurice Prochasson, Paris, 2002.*

<http://www.ordredelaliberation.fr> (c), *Philippe Sassoon, Paris, 2002.*

Musée de l'Ordre de la Libération, communication personnelle, Paris, 2011.

Trouplin Vladimir, Dictionnaire des compagnons de la Libération, Elytis (éd.), Bordeaux, 2010.

Notices biographiques du Musée de l'Ordre de la Libération reproduites avec l'aimable autorisation de son conservateur, M. Vladimir Trouplin.



Modélisme : Le Savoia Marchetti SM79 « Sparviero »

Par Michel Wilhelme et Alexandre Prétot

Histomag'44 a demandé à un modeliste chevronné, Michel Wilhelme, dont vous pouvez admirer les créations sur le forum « un monde en guerre » sous le pseudo « Michel 76 » de nous faire profiter de son travail et de ses conseils. Il a gentiment accepté de nous faire partager sa passion.

Développé à partir d'un avion commercial, le Savoia Marchetti SM79 fut l'appareil qui servit de colonne vertébrale à l'aviation de bombardement italienne durant la seconde guerre mondiale. C'est cependant comme avion torpilleur qu'il remporta de nombreux succès.



**SM79 de l'escadrille 252 au-dessus de Pise
février 1940**

Historique de l'appareil

Initialement conçu comme un avion commercial à huit places en 1934, le SM 79 qui a battu plusieurs records mondiaux évolue dès 1935 vers une version militaire, comme bombardier longue distance. Il entre en service dans la Regia Aeronautica en octobre 1936 et 4 groupes sont engagés, dès 1937, dans la guerre d'Espagne. A la fin de celle-ci, plus de 80 des ces appareils furent laissés aux Espagnols et constituèrent durant des années, l'ossature de la force de bombardement de l'Espagne.

Dès cette époque, il est surnommé officiellement Sparviero (épervier) et, plus intimement « Il Gobbo » (le bossu) par ses équipages, à cause de la forme de bosse du carénage dorsal mis en place pour installer le mitrailleur supérieur.

En 1937, un modèle de bombardier torpilleur est étudié, impliquant le renforcement de la motorisation et capable d'emporter 2 torpilles. Les premiers exemplaires sont livrés en 1940.

En juin 1940, quatorze groupes sont équipés du S.M 79, basés en Italie, Sicile, Sardaigne et Libye. Ils sont tout de suite engagés dans des missions d'attaque anti-navires : les 13 et 14 juin 1940, 19 SM 79 des 9^{ème} et 46^{ème} groupes attaquent les bâtiments français au large des côtes méditerranéennes.

Lors de l'attaque de la Grèce, les Sparviero du 92^{ème} Gruppo et de la 281^{ème} Squadriglia attaquent les

navires alliés en Mer Egée. Puis, la plupart des appareils sont envoyés en Libye, pour harceler les convois et les forces navales britanniques, ainsi que la base navale de Malte. Dans ce rôle, les Sparvieri obtiendront de nombreux succès. Ils coulent notamment les destroyers britanniques Husky, Jaguar, Legion et Southwall, endommagent le cuirassé Malaya et les porte-avions Indomitable et Victorious. Les Sparvieri prirent enfin une large part aux assauts lancés contre le convoi Pedestal.

Parmi les équipages, les capitaines Buscaglia, Cimicchi, di Bella et Melley comptèrent parmi les pilotes les plus célèbres.

Après la capitulation italienne, les appareils furent conservés par la République sociale italienne de Mussolini. Les derniers exemplaires servirent après la guerre d'appareils de transport puis de remorqueurs de cibles.

D'octobre 1936 à juin 1943, 1217 appareils ont été construits. Avant la guerre, 45 exemplaires furent cédés aux Forces royales yougoslaves, ils se retrouvèrent face aux « Spavieri » italiens lors de l'invasion des Balkans en avril 1941.

En 1938, 4 appareils furent vendus à l'Irak, ils furent détruit lors de la rébellion contre les Anglais.

Caractéristiques techniques: SM79 II

Type : Bombardier torpilleur

Equipage : 5 hommes

Moteurs : 3 Piaggio P.IX RC 40 en étoile à refroidissement par air de 1000 ch.

Poids : A vide : 7600 kg -

Maximal au décollage : 11300 kg

Dimensions :

Envergure : 21,20 m

Longueur : 16,20 m

Hauteur : 4,10 m

Performances :

Vitesse maximale à 3650 m : 435 km/h

Plafond pratique : 7000 m

Distance franchissable normale : 2000 km

Armement :

3 mitrailleuses Breda-SAFAT de 12,7 mm dans les deux postes de tir dorsaux et le poste de tir ventral
1 mitrailleuse Lewis de 7,7 mm sur un affût mobile placé à l'arrière du fuselage pour la défense latérale
2 torpilles de 450 mm (charge maximale 1250 Kg), pour les missions à long rayon d'action, une seule torpille était emportée.

La 252ème escadrille de la Regia Aeronautica .

Equipée dès 1939 de SM79 version bombardement, cette escadrille avec sa jumelle au n°253 forme le 104^{ème} groupe autonome de bombardement. Basée à Pise en juin 1940, le groupe 104, intégré au sein du 46^{ème} « stormo », est engagé dans des actions contre la marine française.

Il est transféré de Pise à Tirana en Albanie entre le 24 octobre et le 4 novembre 1940.

31 SM 79 du 46^{ème} «stormo» participent aux hostilités contre la Grèce. Durant ce cycle d'opérations, les 2 groupes effectuent environ 300 missions et soutiennent 30 combats contre la chasse ennemie, puis participent aux brèves opérations pour occuper la Yougoslavie. Presque tous les SM79 de la Force aérienne yougoslave sont détruits au sol par l'attaque préventive de la Luftwaffe.

De retour en Italie en 1942 et basée à Sienne, la 252^{ème} « squadriglia » est convertie sur SM79 torpilleurs au début de septembre. Elle est engagée ensuite au-dessus de la Méditerranée (l'appareil réalisé par Michel Wilhelme correspond à cette période). L'unité est dissoute lors de la capitulation italienne de septembre 1943.



Attaque d'un convoi en Méditerranée

La maquette : le SM79 AIRFIX au 1/72ème

Je profite du sujet sur l'Afrique, pour vous commenter le montage d'un kit AIRFIX qu'un ami (ancien pilote de mirage IV) a voulu que je lui monte : le Savoia-Marchetti « Sparviero » de la marque AIRFIX au 1/72ème.



Cette maquette qui est sortie il y a presque 50 ans, n'est plus aux standards actuels.

Un point positif, quand même, c'est que le plastique se travaille très bien et est de très bonne qualité, à cette époque, 1967, voilà à quoi ressemblait un kit.



Montage

Le montage commence toujours par le fuselage qui reste relativement détaillé vu que plus grand chose ne sera visible ensuite. Pour améliorer l'habitacle, il faudra juste apporter une planche d'instruments pour figurer le tableau de bord, (par décalques), et aussi fabriquer des harnais.

J'ai suivi tout les phases de montage sans problèmes, j'ai quand même apporté quelques améliorations, très minimes ,comme les guignols,(petites équerres de liaison ,pour manoeuvrer les volets) sous les ailes, ajouté aussi une antenne derrière le mitrailleur supérieur, ainsi qu'une pointe de visée devant le pare-brise du pilote, tout ceci réalisé avec des chutes de plastique qui ne coûtent rien, et améliore grandement le réalisme de la maquette.



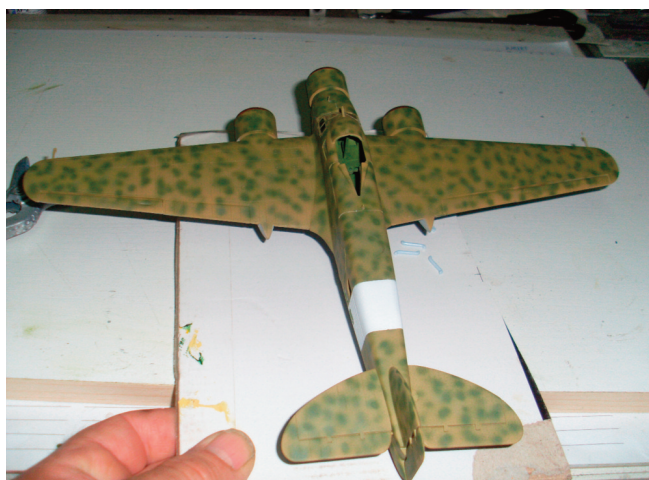
Mise en peinture

La version proposée est un appareil qui a été utilisé pour attaquer la flotte anglaise à Malte. L'appareil italien étant «sous motorisé» il ne pouvait embarquer qu'une torpille sur les deux prévues.

C'est toujours une aventure lorsque l'on veut réaliser un camouflage italien. Il est nécessaire de se munir d'un aérographe, qui reste, si on le manie bien ,un excellent outil pour réaliser ce genre de camouflage.

On débute par la peinture du dessous, un gris clair avion (Humbrol 64), ensuite on passe au sable sur les surfaces supérieures (Humbrol 83) puis viennent les

taches, et là, c'est du sport ! Quand on commence avec l'aéro il faut continuer sans s'arrêter pour obtenir des taches de formes identiques (ou presque) sur l'ensemble des surfaces supérieures. Bien que connaissant parfaitement mon matériel, et sachant aussi diluer correctement mes peintures, j'ai dû refaire trois fois ce cam, pour arriver au résultat souhaité.



On peindra en blanc (Humbrol 34) la bande du fuselage. C'est plus réaliste que de poser la décalque prévue et on en profitera pour réaliser en couleur cuivre (Humbrol 12) les anneaux des capots moteurs



Décoration

Pour terminer la maquette, j'ai pris une planche de décalques d'un autre kit (Italeri) car celle de la boîte était trop vieille et était inutilisable.

L'appareil appartient à la 252^{ème} escadrille formant avec la 253^{ème} le 104^{ème} groupe du 46^{ème} « Stormo » de bombardiers torpilleurs. Il était basé à Sienne fin 1942 début 1943.

Il existe de nos jours, chez Italeri, le même kit, plus détaillé et de meilleure qualité, car celui que j'ai monté n'existe plus, ou alors seulement, dans le stock de l'un de nos camarades maquettistes.

J'ai quand même pris un certain plaisir à refaire ce kit qui m'a fait faire un petit retour en arrière pour me rappeler que je l'avais déjà réalisé dans ma jeunesse.



La ligne Mareth ou la ligne Maginot du désert

Par Jean Cotrez

Introduction

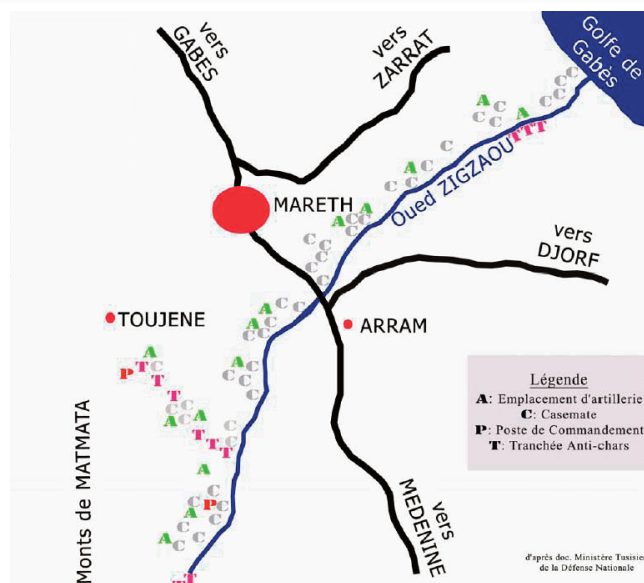
En 1934, alors que les bruits de bottes se font de plus en plus entendre en Europe, les autorités politiques et militaires françaises commencent à s'inquiéter des visées expansionnistes de l'Italie en Afrique du Nord. En effet la Tripolitaine, actuelle Libye, est italienne et sa frontière commune avec le sud de la Tunisie, sous protectorat français, pourrait servir de tremplin aux Italiens dans le but de marcher sur Tunis et surtout Bizerte. Depuis ces ports, ils pourraient ainsi contrôler le détroit de Sardaigne et les Français en entreprennent donc la fortification en priorité. C'est ainsi que, s'appuyant sur les fortifications antérieures, on procède à l'installation de plusieurs batteries d'artillerie. Pour Bizerte, 11 batteries alignant 54 pièces du calibre 340 mm jusqu'au 75 mm. Elles sont réparties sur la côte au nord et au sud du port tirant vers le large. De plus, le port est protégé contre une attaque provenant de l'intérieur des terres par la construction d'une soixantaine de blockhaus pour mitrailleuses et FM, plus les abris, observatoires et PC. Ces blockhaus couvrent la côte au nord de Bizerte, en cas d'attaque amphibie, et les accès sud de la ville autour du lac de Bizerte en 2 lignes successives. En ce qui concerne la défense du port de Tunis, elle est assurée par 6 batteries de 17 pièces du calibre 138 mm au 75 mm. Tout comme Bizerte, une trentaine de blockhaus pour canons de 47 et mitrailleuses protègent la ville en cas d'attaque terrestre.

Pour contrer une attaque en provenance du sud (Tripolitaine) qui emprunterait la voie la plus facile, c'est-à-dire le passage entre la côte et le massif des Matmatas en utilisant la seule route praticable vers Tunis, il n'existe que Gabès, position défensive d'arrêt assez légère d'une dizaine de blockhaus dont le rôle en cas d'attaque est seulement de retarder l'ennemi pour donner le temps aux réserves d'arriver.

Il est donc décidé en 1934 de créer une ligne de fortifications permanentes depuis la côte jusqu'aux contreforts des monts Matmatas, barrant complètement la plaine et coupant la route vers le nord.

La ligne Maginot du désert

Les travaux de cette ligne de fortification commencent véritablement en 1936 et se poursuivent jusqu'en 1940. Elle part du golfe de Gabès en s'appuyant sur l'oued Zigzaou. Les blockhaus sont construits derrière cette rivière qui constitue de fait un premier obstacle antichars. Le reste des obstacles antichars est constitué, comme en France, de rangées de rails plantés verticalement dans le sol. Localisée au sud de la localité de Mareth, la ligne mesure environ 45 km de long et est organisée sur 2 échelons : la ligne principale de résistance, composée d'ouvrages se flanquant mutuellement, et la ligne d'arrêt, située à environ 2 km derrière la première et capable d'arroser les intervalles en cas de débordement de la première ligne.



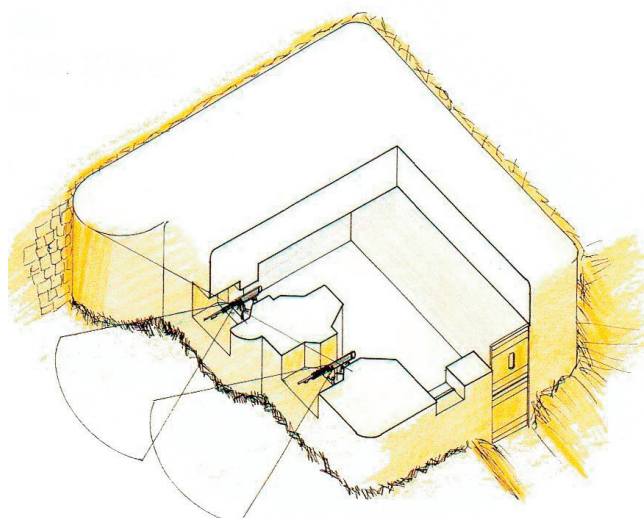
La ligne principale est constituée de 28 points d'appui, la seconde de 21, soit un ensemble de 45 blockhaus d'infanterie, 28 PC et 8 blockhaus pour canons. Enfin l'armement antichars est composé de canons de 47 ou 75 mm soit sous abris soit dans des emplacements à ciel ouvert.

Les constructions

L'essentiel des blockhaus construits entre 1936 et 1939 sont de 5 types principaux.

1/ la casemate d'infanterie

Apparentée aux casemates STG allégées (section technique du génie) équipée de 2 créneaux pour mitrailleuse type Hotchkiss.



Casemate STG pour mitrailleuses

L'épaisseur des murs est de 1,20 m en façade. Autour des créneaux de tir, le mur s'épaissit pour passer à 1,60 m. La dalle de toit, quant à elle, ne mesure que 80 cm, suffisante pour résister à un coup au but d'un canon de 105 mm. L'accès au bloc est défendu par un créneau pour arme individuelle.

2/ Le PC

2 types de PC sont construits le long de la ligne Mareth. D'abord le PC de surface qui se présente sous la forme d'un bâtiment rectangulaire possédant 3 entrées défendues par des créneaux pour mitrailleuses ou FM. Ensuite le PC caverne qui, comme son nom l'indique, possède une partie de ses pièces enterrées.



Façade PC « caverne »



PC de surface

3/ La casemate PC

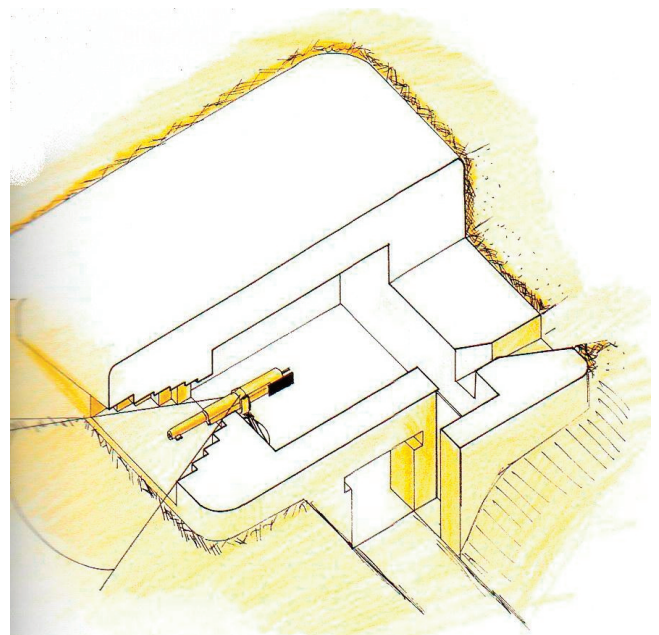
Cet ouvrage combine un PC, souvent en fait une seule pièce, et une salle de combat pour 2 mitrailleuses comme dans la casemate d'infanterie.

4/ Casemate ou plate-forme pour canon 47M

C'est une plate-forme bétonnée, parfois encuvée, équipée d'un toit en tôle et accolée à un abri pour le personnel.

5/ Casemate pour canon de 75M

Bloc de forme carrée dont les murs font 1,80 m d'épaisseur alors que la dalle de toit est de 0,80 m. L'arrière de l'ouvrage est protégé par un créneau de tir pour arme individuelle.



Casemate pour canon

L'ARMEMENT :

Les armes équipant les différentes casemates sont assez variées. On trouve en effet par ordre de calibre :

le FM modèle 1924/29 ;

la mitrailleuse Hotchkiss de 8 mm ;

le canon de 47M (marine) modèles 1885 ou 1902 ;

le canon de 47G (guerre) modèle 1937 ;

le canon de 75 modèle 1897 ;

le canon de 80 modèle 1877 ;

le canon de 90M modèle 1916.

Enfin, en ce qui concerne les armes mobiles, on retrouve le 25AC (antichar) modèle 1934, le 37 TR (tir rapide) modèle 1916 et le 47 antichars modèle 1937.

La ligne Mareth dans les combats

À la déclaration de guerre italienne, en juin 1940, on s'attend à une attaque des troupes italiennes basées en Tripolitaine. Mais rien ne se passe.

À la signature de l'armistice, un des articles de la convention précise que la ligne Mareth devra être démantelée sous le contrôle des Italiens. Cette tâche sera assurée par le 1^{er} BIL (bataillon d'infanterie légère), plus connu sous le nom de « Bat d'Af' ». Un autre bataillon sera chargé d'en assurer le gardiennage mais sans entretenir les locaux.

Après la bataille d'El Alamein en novembre 1942, Rommel se replie sur la Tunisie, poursuivi par Monty et prend position sur la ligne. Fin 42, début 43 les forces de l'axe entreprennent la remise en état de la ligne en installant des réseaux de barbelés et en posant des milliers de mines. L'accent est mis sur les défenses antichars.

La 8^{ème} armée Britannique avance prudemment et, épaulée par les FFL de Leclerc, attaque la ligne mi-mars 1943 (opération Pugilist). Bien qu'imparfaite

comme signalé plus haut, la ligne permet à l'Axe de résister aux attaques frontales alliées. Ces derniers parviennent à enfoncer la ligne comme à Zarat, entre Mareth et la côte le 20 mars, mais les contre-attaques allemandes vigoureuses repoussent les Britanniques sur leurs positions de départ. Ce n'est que par un vaste contournement des monts Matmatas par l'ouest, le 26 mars, par le X^{ème} corps Britannique (sous les ordres du général B. Horrock) que les Alliés parviennent à prendre les Italo-Allemands à revers. Le 28 mars la ligne Mareth tombe.

Tout comme la ligne Maginot du nord en 1940, c'est son contournement qui entraîne sa chute !

La ligne Mareth aujourd'hui



Musée de la ligne Mareth

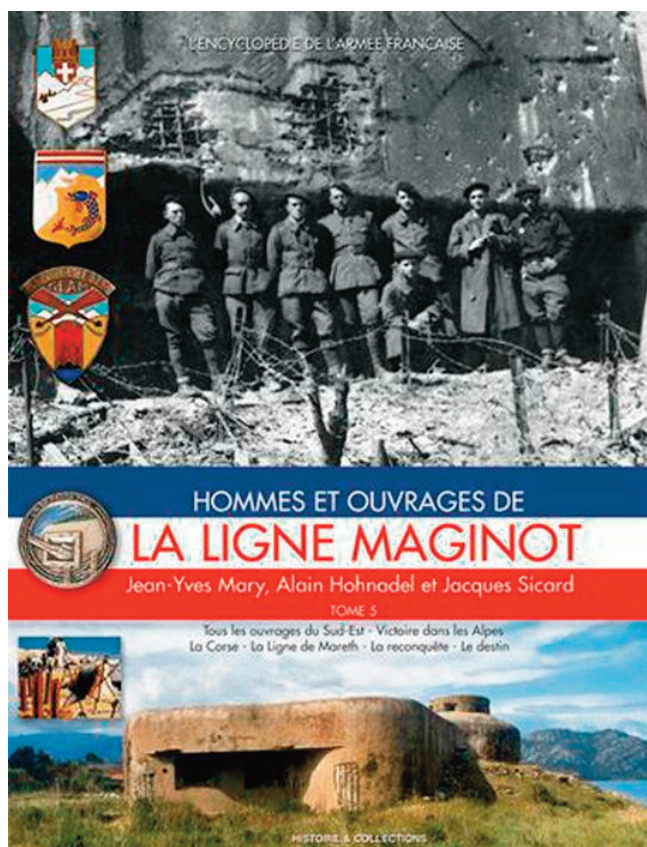


A noter le camouflage encore visible sur cette casemate (cactus et palmier)

Source :

J-Y Mary, A Hohnadel, J Sicard, *Hommes et ouvrages de la ligne Maginot – tome 5*, Éditions Histoires et collections.

<http://sudwall.superforum.fr> (images dernier chapitre)



Le coin lecteur

Par Philippe Massé

C'est la fin des vacances, après une période de repos estivale qui nous a conduits à rendre visite à tante Simone et à recevoir cousin Hubert, c'est maintenant une année de travail souvent bien chargée qui nous attend. Un coup de cœur ce mois-ci pour le livre de Jean-Louis Perquin sur les opérateurs radio clandestins. À noter une nouvelle collection chez Perrin dirigée par Yanis Kadari et François Kersaudy.

Les opérateurs radio clandestins, Jean Louis Perquin, Histoire et Collections.



Vers la fin des années 1970, un livre de Pierre Lorain, *Armement clandestin France 1941-1944*, a traité de manière très technique des relations entre la Résistance et Londres, de nombreux schémas viennent compléter les écrits. Or les transmissions des années de guerre n'ont plus rien à voir avec les nouvelles technologies de ces quarante dernières années. L'une des fonctions les plus exposées va être celle de radio, ce radio qui va servir de fil d'Ariane entre la Résistance et Londres, puis lors de la Libération faire le lien entre les équipes Jedburgh. Le livre de Jean-Louis Perquin complète de manière significative l'ouvrage de Pierre Lorain et il vient préciser la formation, le travail du radio et une étonnante description des postes de radio de fabrication anglaise, américaine, polonaise. L'auteur évoque les différentes techniques de codages.

C'est un excellent livre qui, complété par l'ouvrage de Pierre Lorain, vous montrera que la liberté est venue aussi par ce biais, et que les renseignements transmis par les radios ont permis aux alliés d'avoir une connaissance de l'occupation en France.

Sur la forme on peut regretter le choix de petites polices de caractères qui peuvent gêner dans la lecture de cet ouvrage.

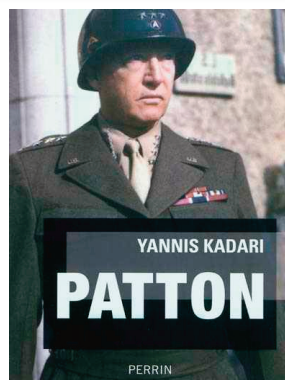
115 pages.

Prix environ 25€.

Patton, Yanis Kadari, Éditions Perrin

Maître de la guerre mécanisée, flanqué de ses Colts à crosse d'ivoire et coiffé de son casque lourd, « grande gueule » et gaffeur impénitent, Patton dit ce qu'il pense et fait ce qu'il dit. C'est l'archétype du héros, c'est le Héros.

Pourtant, son visage de guerrier n'est qu'un masque soigneusement étudié, tout comme son allure de justicier, son langage de charretier et ses effroyables accès de colère. Au-delà de ces artifices, soupçonne-t-on la fragilité psychologique de ce personnage qui



connaîtra de graves épisodes dépressifs, frôlant même le suicide ? L'imaginaire-t-on dévoré par l'ambition et obsédé par son destin ? Ce récit illustré de photos rares retrace l'exaltante aventure d'une formidable bête de guerre doublée d'une fabuleuse bête de scène.

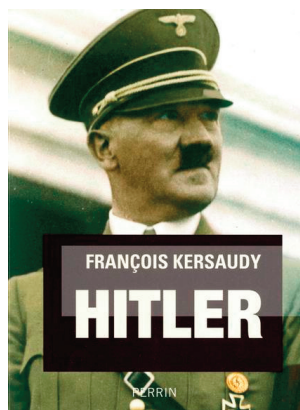
Yannis Kadari est journaliste et fondateur du groupe de

presse Caraktère, qui publie cinq revues, dont Ligne de Front et Histoire(s) de la Dernière Guerre. Auteur de nombreux articles et dossiers, il est spécialiste de l'histoire de la guerre mécanisée, notamment de la période de la Seconde Guerre mondiale.

Prix : 19.90€.

(Commentaires éditeur)

Hitler, François Kersaudy, Éditions Perrin



La première biographie de Hitler en français (Après celle de François Delpla, plus politique) centrée sur son rôle de chef de guerre. Une iconographie abondante et souvent inédite.

Étrange parcours que celui d'un artiste bohème devenu tyran implacable et chef de guerre téméraire. En accédant au pouvoir en 1933, Adolf Hitler a changé

le destin de l'Allemagne, mais en déclenchant la Seconde Guerre mondiale, il a changé le destin du monde.

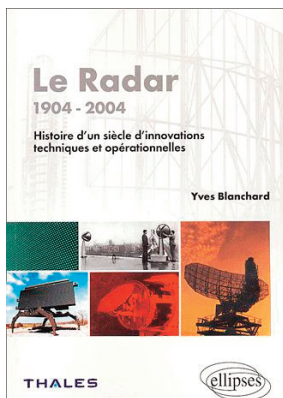
Comment ce caporal de la Grande Guerre et stratège autodidacte a-t-il pu tenir tête pendant cinq longues années à la plus gigantesque coalition militaire jamais rassemblée dans l'histoire du monde ? Comment s'explique l'extraordinaire emprise sur le peuple allemand de cet orateur exalté à l'équilibre fragile, doté d'une mémoire phénoménale, d'une volonté inébranlable, d'une confiance illimitée en ses intuitions et d'une totale absence de scrupules ?

Par le texte et par l'image, ce livre vise à faire comprendre les ambitions et les décisions d'un des hommes les plus sidérants et les plus malfaisants que la terre n'ait jamais portés.

Prix 19.9€.

(Commentaires éditeur)

Le radar. 1904-2004 : Histoire d'un siècle d'innovations techniques et opérationnelles, Yves Blanchard, Éditions Ellipses



Le RADAR, véritable « sixième sens » de l'homme moderne, compte parmi les trois ou quatre inventions qui ont le plus marqué l'Histoire des Techniques au XX^{ème} siècle. Son impact, évident sur le déroulement des grands conflits et sur l'évolution de la stratégie militaire, s'exerce aussi sur de nombreux secteurs civils, tels que les transports maritimes ou aériens, la

conquête spatiale, et plus simplement sur notre vie et notre sécurité quotidiennes.

Cet ouvrage vient à point nommé pour clarifier une histoire dont on a célébré le centenaire : le Telemobiloskop, premier ancêtre du Radar, a été expérimenté par C. Hülsmeyer en Allemagne le 8 mai 1904 ! Ses suites n'ont pas connu de frontières. On trouvera ici pour la première fois une chronologie argumentée des contributions de différents pays, qui ne néglige évidemment pas la participation française.

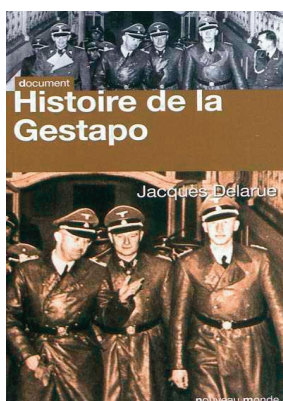
L'auteur s'est efforcé de dépasser la barrière technique, en se concentrant sur les ruptures technologiques essentielles, et en situant les facteurs déclencheurs de ces innovations dans le contexte de l'histoire générale. En soulignant le rôle des inventeurs, en relation avec l'apparition des nouveaux besoins opérationnels et les progrès de la technologie, il réussit ainsi à mettre à la portée du plus grand nombre une histoire réputée jusqu'ici complexe.

La lecture est éclairée par de nombreuses anecdotes, souvent inédites : elles illustrent la place prépondérante que cette invention a tenue dans notre histoire contemporaine. Pour une utilisation pratique par les étudiants ou les chercheurs, l'ouvrage est complété par divers outils tels qu'un index de près de 500 noms et 250 références de matériels, et un tableau chronologique très complet qui situe clairement les contributions de chacun dans le processus de l'innovation.

Prix : 31.95€.

(Commentaires éditeur)

Histoire de la Gestapo, Jacques Delarue, Éditions du Nouveau Monde



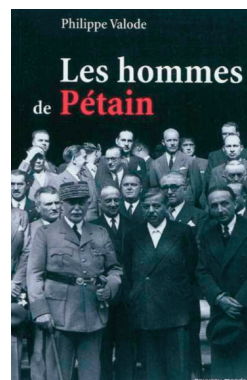
Le mot « Gestapo » est devenu synonyme des pires violences du régime nazi pendant la Seconde Guerre mondiale. Née en 1933 comme département 1A de l'ancienne police prussienne, elle a acquis une puissance importante, chargée de poursuivre « toutes les déviations dangereuses de la nation ». La détention préventive (Schutzhaft) lui donne le pouvoir

d'emprisonner qui elle décide en dehors de toute procédure judiciaire, souvent dans des camps de concentration. Début 1942, alors que le régime nazi devient de plus en plus impopulaire en Allemagne, la Gestapo réprime brutalement tout début d'opposition politique, par des milliers d'arrestations et d'exécutions. Cette histoire de la Gestapo offre une vue d'ensemble inégalée de cet instrument de répression essentiel dans l'appareil nazi. Jamais dans l'histoire allemande une organisation n'avait atteint une telle complexité, exercé un tel pouvoir et atteint une telle « perfection » dans l'horreur.

Prix : 9,00€.

(Commentaires éditeur)

Les hommes de Pétain, Philippe Valode, Éditions du Nouveau Monde



Si de nombreux ouvrages ont été consacrés à Vichy et à la figure centrale du maréchal Pétain, il n'existait jusqu'ici aucune étude d'ensemble sur les hommes-clés qui, autour du chef vieillissant, ont véritablement façonné la politique de l'État français entre 1940 et 1944.

Après un portrait des quatre personnalités dominantes du régime, Philippe Pétain lui-même, Maxime Weygand, François Darlan et Pierre Laval, cet ouvrage analyse les cercles concentriques de pouvoir qui entourent Pétain et l'aident à gouverner :

- son cercle d'amis au premier rang desquels le Dr Ménétrel, puis son brain-trust, grand concepteur de cette Révolution nationale qui doit réveiller, rénover et revitaliser une population vautrée dans la défaite ; enfin une multitude d'amiraux, qui ont fait ironiquement surnommer Vichy, la SPA, Société de Protection des Amiraux.

L'auteur décrypte ensuite l'action politique de Vichy en pénétrant au cœur des cabinets civils et militaires de Pétain, de Darlan et de Laval, où travaillent les véritables ouvriers de la grande réforme. Et il analyse l'influence globale des trois têtes pensantes de l'État français : Paul Baudouin, Marcel Peyrouton et Joseph Barthélemy.

Si Vichy a partout échoué, des legs importants subsistent encore des réformes adoptées entre 1940 et 1944 que le général de Gaulle et ses successeurs ont protégés.

Prix : 24,00€.

(Commentaires éditeur)

Requiem pour un jeune soldat, Monte Cassino, Renée Bonneau, Éditions du Nouveau Monde

Italie, 1944

Après la violence des combats autour de Monte Cassino, l'armée allemande se replie vers le Nord, et les bataillons SS, contrés par les « partigiani », commettent dans les villages de Toscane et de Ligurie d'abominables carnages de civils. À quelques

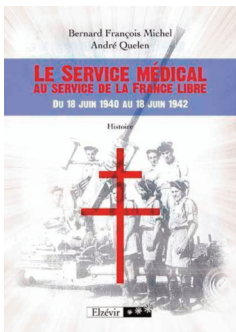


kilomètres de l'abbaye réduite à l'état de ruines par un bombardement meurtrier, dans l'hôpital de campagne allemand installé dans un couvent cistercien, un jeune blessé autrichien et le moine italien qui l'assiste échangent, jour après jour, pour échapper aux horreurs qui les entourent, aux souffrances et à l'angoisse de la mort, leurs souvenirs de jeunesse. Le conservatoire de musique de Vienne, le violoncelle, la musique de Schubert, la beauté de la campagne et des villes toscanes s'allient pour occulter le plus longtemps possible le terrible chemin qui reste à parcourir. Dans ce huis-clos, qui résonne des échos des combats, des cris des blessés et de leurs cauchemars, s'expriment la fraternité, la compassion et la dignité des êtres face aux épreuves les plus extrêmes.

Prix : 15.90€.

(Commentaires éditeur)

Le service médical au service de la France Libre, Bernard François-Michel, Éditions Elzevirs



Les auteurs ont souhaité, par cet ouvrage, apporter un témoignage sur les hautes valeurs morales du métier de médecin qui peuvent l'amener, dans des circonstances exceptionnelles, à un engagement sans faille au service de la Nation, éventuellement les armes à la main.

Dans l'œuvre de reconstruction nationale entreprise par le général De Gaulle, à partir de l'appel du 18 juin 1940, les médecins et étudiants en médecine, dont 38 ont été distingués comme Compagnons de la Libération, ont apporté une contribution discrète mais déterminante dans la crise sans précédent que traverse le monde. C'est sans nul doute en s'inspirant de l'exemple de ce que leurs aînés ont réalisé, au péril de leur vie, particulièrement entre 1940 et 1942, que les jeunes étudiants en médecine d'aujourd'hui pourront participer à construire la Médecine de demain.

Prix : 19,80€.

(Commentaires éditeur)

Parcours d'un français libre ou le récit d'un sauvageon des montagnes du Dauphiné, combattant sur le front tunisien avec les Forces françaises libres en 1943, Lucien Leyssieux, Éditions l'Harmattan



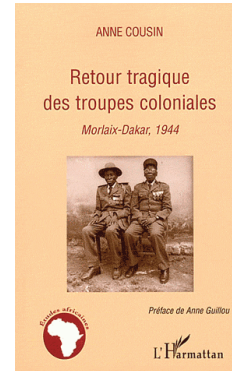
Lucien Leyssieux s'engage dans l'armée à l'aube de ses 18 ans pour défendre les couleurs de son pays. Après avoir subi les déboires de la campagne de France en 1940, le petit sauvageon des montagnes refuse la capitulation de la France

de Pétain. Il s'embarque alors pour Alger... Il nous livre son témoignage sur la dure campagne de Tunisie, la médecine de l'époque ainsi que la rude vie des montagnards de l'entre-deux-guerres.

Prix : 19,00€.

(Commentaires éditeur)

Retour tragique des troupes coloniales Morlaix-Dakar, 1944, Anne Cousin, Éditions l'Harmattan



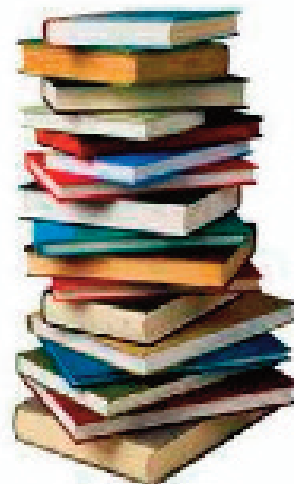
Pour son premier livre, la Morlaisienne Anne Cousin a choisi de raconter l'histoire passionnante de la démobilisation des troupes coloniales au moment de la Libération. Cette oeuvre nommée *Retour tragique des troupes coloniales* nous fait part du destin de ces hommes qui se sont battus pour la France avant d'être renvoyés dans leur pays, avec tant d'ingratitude. L'auteur s'est penché en

particulier sur le destin de 2 000 tirailleurs sénégalais qui sont arrivés à Morlaix en octobre 1944 pour un départ vers Dakar. Devant le refus des autorités de l'époque de payer leurs soldes, 300 d'entre eux décidèrent de ne pas monter à bord du navire anglais « le Circassia » et restèrent dans la Cité du viaduc.

Bien leur en a pris puisque, arrivés au Sénégal, les 1 700 tirailleurs ont de nouveau réclamé de l'argent et n'ont récolté que du plomb. On comptait 35 morts, autant de blessés et une trentaine de prisonniers au cours de la répression sanglante qui fut menée par l'armée française. Massacre qui n'a été reconnu que 60 ans plus tard. Anne Cousin a mené une enquête entre le Sénégal et Morlaix à la recherche d'informations sur ces 300 soldats hébergés à l'ancienne corderie de La Madeleine. Collectant de nombreuses lettres et témoignages, l'écrivain nous rend compte de cette émouvante et méconnue histoire morlaisienne.

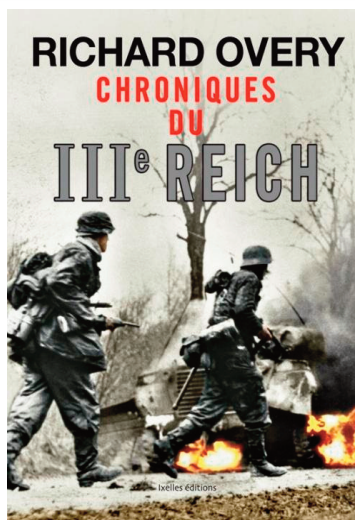
Prix 11€

(Commentaires éditeur)



Chroniques du III^{ème} Reich de Richard Overy

Présenté par Daniel Laurent



Fiche Technique

Chroniques du III^{ème} Reich de Richard Overy.

Traduction : Christophe Billon.

Un ouvrage réalisé sous la direction de Sophie Descours.

Titre original : *The Third Reich – A Chronicle*.

© 2010 Richard Overy.

© 2011 Ixelles Publishing SA pour l'édition française.

ISBN 978-2-87515-120-9

408 pages

Présentation de l'éditeur

Symbolisé par le personnage emblématique et messianique du Führer, le Troisième Reich fut l'une des périodes les plus violentes de l'ère moderne. Hitler parvint, en dix ans, à dominer la société allemande, conduisant à sa militarisation, à la naissance d'un appareil de terreur d'État et à une politique de discrimination féroce contre les opposants politiques, les « asociaux » et surtout les Juifs.

Synonyme de guerre totale et de génocide, l'histoire du III^{ème} Reich résonne encore aujourd'hui.

« Chroniques du III^{ème} Reich » est un état des lieux des connaissances actuelles sur ce cataclysme historique, largement illustré de documents d'archives, photographies d'époque, courriers, journaux intimes et témoignages oraux. Écrit par l'un des plus grands spécialistes de la période, il témoigne, ainsi, de la réalité sanglante de la montée du nazisme, de la guerre et amène à se poser des questions essentielles sur ce qui a conduit à la Solution finale.

Ce livre est essentiel pour comprendre cette période complexe et difficile de l'Histoire de l'Europe contemporaine.

L'auteur



Richard Overy, né en 1947, est professeur d'histoire à l'université d'Exeter, et est un auteur prolifique, (plus de 20 ouvrages), dont environ la moitié traduits en français, tous consacrés à la Seconde Guerre mondiale.

Il est membre de l'Académie britannique, de la Royal Historical Society et a reçu plusieurs prix dont le Samuel Elliot Morrison Prize of the Society for Military History (2001) et le Wolfson History Prize (2004).

Vers la fin des années 1980, Richard Overy a été engagé dans une vive polémique avec Timothy Mason, ce dernier tentant d'expliquer le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale en 1939 uniquement par la crise économique dont souffrait l'Allemagne et négligeant de remarquer que cette guerre, annoncée par Hitler dès *Mein Kampf*, fut soigneusement préparée et déclenchée par le Führer. Le fait que Monsieur Overy a fait mordre la poussière à un fonctionnaliste a de quoi le rendre fort sympathique, du moins à mes yeux.

Le livre

Ce qui ressort immédiatement d'une première lecture de ce livre, c'est sa richesse iconographique. De nombreuses photos, dont certaines en pleine page, que votre serviteur n'avait jamais vues auparavant. Signalons aussi d'intéressantes cartes en annexes. Cela nous change de ces ouvrages un peu « secs » où il est difficile pour un amateur même éclairé de mettre un visage sur un nom, ou de se souvenir où se trouve Pinsk ou Rovno.

Cette chronique, organisée de manière chronologique, couvre également la période après-guerre, les procès de Nuremberg et la renaissance de l'Allemagne via la RFA et la création de la Bundeswehr. Les « restes » du nazisme, les néo-nazis et falsificateurs négationnistes contemporains, sont également abordés.

Le style est fluide, clair et il n'est point besoin de se munir d'aspirine pour arriver au bout. Un livre à recommander à tous y compris aux débutants.



Une maison bombardée au milieu du champ de ruines d'une ville allemande en 1945. L'inscription sur le mur dit : « Il a fallu 12 ans à Hitler pour provoquer ça. »

François Janssens, un collectionneur pas comme les autres

Site présenté par Joël Denis

Histomag'44 vous présente dans ce numéro un site qui mérite le détour, une collection massive d'insignes militaires qui force l'admiration et, admettons-le, l'étonnement : comment ce diable d'homme a-t-il pu réussir à amasser autant de pièces ? Essayons de comprendre.

Daniel Laurent



Royal Tank Corps

On peut dire que Mr Janssens possède un « cabinet de curiosités », telles celles apparues à la Renaissance en Europe. Cet ancêtre des musées était un lieu où étaient entreposés et exposés des objets collectionnés, avec un certain goût pour l'hétéroclisme et l'inédit. On y trouvait couramment des médailles, des antiquités, des objets d'histoire naturelle ou même des œuvres d'art.

Parmi ce rassemblement d'objets, le plus pharamineux [à ce jour] est probablement les 64 panneaux regroupant 2 683 insignes de 152 pays. Avec beaucoup de courage et d'entêtement, le 1^{er} Caporal-chef Janssens a pu réunir ces insignes de coiffure militaires et brevets de spécialités des armées belges et étrangères.

Il y a de cela quelques années, François Janssens s'engage dans l'armée belge. Durant 6 années, il eut pour fonction d'instruire les futurs chauffeurs d'AMX [un char] de Stockem. C'est là-bas qu'il eut son premier coup de cœur : les tenues et bérets des militaires étaient rehaussés d'emblèmes d'une distinction et d'un éclat tels qu'ils ne pouvaient pas passer inaperçus aux yeux d'un collectionneur.

C'est en lisant un article paru sur la Police Montée canadienne qu'il étendit son champ d'investigation au monde entier. Les singularités et les caractéristiques

ne manquent pas pour décrire les insignes de l'Afrique à l'Europe de l'Est, en passant par la Chine ou « les States ».

Comme tout bon collectionneur, il arpente les bourses de Militaria ou même les brocantes à la recherche de la perle rare que ce soit par « troc » [volupté des fouineurs en son genre], en répondant à des annonces, en écrivant à des ambassades ou en surfant sur des forums ou des blogs spécialisés. C'est grâce à sa détermination qu'on peut désormais considérer ce militaire de carrière comme la personne la plus décorée du Royaume de Belgique.

Souhaitons donc au 1^{er} Caporal-chef Janssens beaucoup d'autres trouvailles...

<http://www.insignesmilitaires.be/>



Long Range Desert Group



Casque Tropical de l'armée Allemande

